

# SÉNAT DE BELGIQUE

**SESSION DE 2013-2014**

7 FÉVRIER 2014

**La réforme fiscale**

**DOCUMENT DE TRAVAIL**

*Ce document de travail n'a pas été approuvé par la commission, et ne fait pas partie du dossier.*

# BELGISCHE SENAAT

**ZITTING 2013-2014**

7 FEBRUARI 2014

**De fiscale hervorming**

**WERKDOCUMENT**

*Dit werkdocument werd niet goedgekeurd door de commissie en maakt geen deel uit van het dossier.*

*Voir :*

**Documents du Sénat :**

**5-2272 - 2013/2014 :**

Nº 1 : Rapport.

*Ce document n'est pas disponible en version papier.*

*Zie :*

**Stukken van de Senaat :**

**5-2272 - 2013/2014 :**

Nr. 1 : Verslag.

*Dit stuk is niet op papier beschikbaar.*

## THEMES F COMPLET

03.02.2014

**COMMISSION PARLEMENTAIRE MIXTE CHARGEÉE DE LA REFORME FISCALE**

## Thèmes

<b>THEMES + réf. Experts</b>	
<b>GENERALITES</b>	<p><b>(Leemans)</b></p> <p>(Leemans p.4) Il existe un consensus assez large dans la littérature pour considérer qu'une base imposable large et un taux bas est une solution préférable à une base imposable étroite et un taux élevé.</p> <p><b>(Valenduc)</b></p> <p>(Valenduc p.6) Du côté du soutien à la formation, l'investissement en capital humain étant reconnu comme ayant un rôle important en matière de compétitivité structurelle., le CSF avait suggéré de permettre à l'employé de déduire les dépenses, y compris de formation, liées à l'obtention d'un emploi futur. En clair, de permettre, par exemple, à des étudiants qui font un master en économie en horaire décalé, de déduire le coût de leur minerval. Et pour l'employeur, le CSF avait proposé une réduction de l'impôt des sociétés basée sur l'augmentation des dépenses de formation (pas sur le niveau de formation, mais sur l'augmentation). A l'époque, le CSF a raisonné dans un cadre budgétairement neutre (voir Impôt des sociétés)</p> <p><b>(Haelterman)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vieillissement</li> </ul> <p>(Haelterman,p. 2) Le vieillissement est très coûteux, la population active diminue. Pour que le système reste financable, il faut abandonner l'impôt sur le travail au profit d'une autre forme de fiscalité: examiner les instruments fiscaux susceptibles</p>

GENERALITES	<p>de capter de manière adéquate ce glissement de la capacité contributive vers des personnes inactives sur le plan professionnel.</p> <p><b>(Autenne)</b></p> <p>(Autenne p.3) En matière fiscale il faut toujours prévoir une règle de dégressivité afin de ne pas perdre ses droits automatiquement (ex. certaines personnes demandent à ne pas être augmentées pour ne pas perdre leurs droits à des bourses d'études pour leurs enfants).</p> <p><b>(Dewolf)</b></p> <p>On ne pourra pas changer les grands équilibres de la fiscalité belge, ni en termes de pression fiscale globale, ni en termes de répartition entre les différentes catégories de prélèvements. Il faudrait changer profondément le modèle social. Or, étant donné qu'il n'y a pas de consensus à ce sujet, il conviendrait d'élaborer plutôt un schéma dans lequel on ne change pas fondamentalement le modèle social mais dans lequel on essaie d'adapter le financement de ce modèle social et ce dans ces 3 directions :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. augmentation relative de la taxation des revenus du capital par rapport aux revenus du travail. Il y a là de la marge de manœuvre en raison de la traçabilité des revenus financiers (voir impôts sur le patrimoine)</li> <li>2. Il existe aussi des possibilités économiques, sociologiques et juridiques d'augmenter la taxation des biens, des services et des comportements non souhaités (ex. alcool, tabac, gaz carbonique (voitures). (voir impôts indirects).</li> <li>3. des inflexions sont possibles en ce qui concerne la punition financière des comportements déviants (actuellement déjà transaction plutôt que procès pénal).</li> </ol> <p><b>Maus</b></p> <p>(Maus, transparents) Les points sensibles du régime fiscal belge sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La pression fiscale élevée</li> <li>La répartition inégale de la pression fiscale</li> <li>La complexité du régime fiscal</li> <li>Le problème de la perception de l'imposition (économie noire)</li> </ul>
-------------	--

<b>GENERALITES</b>	<p><b>(Panier)</b></p> <p>(Panier p.2) les économistes sont convaincus qu'il faut largement réduire les dépenses fiscales et les compenser par une réduction d'impôt de type progressif. On ne peut procéder à la réintroduction de nouvelles dépenses fiscales que si elles s'accompagnent d'une évaluation rigoureuse.</p> <p>(Panier p.6) Il ne faut pas changer le système actuel en termes de progressivité. Il faut éviter d'aller vers des systèmes de <i>flat tax</i>. Il faut éviter de réduire la progressivité.</p> <p>(Panier p.6 et 7) Le bon outil pour créer de l'emploi, ce ne sont pas des réductions générales d'impôts mais c'est éventuellement la modération salariale.</p> <p>(Panier p.7) En ce qui concerne les réductions ciblées sur les bas salaires, les économistes constatent que les réductions de cotisations patronales ont été très efficaces pour créer de l'emploi. Toutefois, n'a-t-on pas déjà atteint la limite de l'efficacité de ces réductions ? L'outil le plus efficace pour améliorer l'emploi des moins qualifiés est-il bien la réduction du coût salarial ?</p> <p><b>(De Keuleneer)</b></p> <p>(De Keuleneer, p.1-5) Constat : Le principal problème dont souffre la Belgique est l'écart entre les salaires bruts et les salaires nets : menace pour notre économie et notre sécurité sociale.</p> <p>Cela entraîne des problèmes de compétitivité externe et de compétitivité interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compétitivité externe : nos salaires sont élevés ;</li> <li>- compétitivité interne : un certain nombre de besoins ne sont pas couverts + une concurrence importante du travail en noir et du travail semi-légal (travailleurs travaillant en Belgique avec des contrats étrangers).</li> </ul> <p>Cet écart a un effet délétère sur notre économie, nos entreprises, notre secteur non marchand : cela décourage les gens de travailler et les entreprises d'employer.</p> <p>(De Keuleneer, p.3)</p> <p><u>Recommandation</u> : Réduire l'écart entre salaires bruts et salaires nets et instaurer un financement alternatif, p.e. via une augmentation de la taxation indirecte.</p>
--------------------	---

<b>GENERALITES</b>	<p>(De Keuleneer, p.3)</p> <p><u>Constat</u> : Le niveau de taxation du revenu sur le capital et de l'impôt des sociétés et de taxation indirect en Belgique est plutôt faible dans les moyennes européennes, alors que le taux de TVA est plutôt élevé : il y a beaucoup d'exemptions et il y a énormément de taux réduits.</p> <p><b><u>(Ministre Geens)</u></b></p> <p>(Ministre Geens, p. 2 ) Une réduction de 1% des charges sur le travail coûterait 1,9 milliard d'euros à l'État. Si cette réduction était compensée par une augmentation de la TVA de 1%, cela rapporterait 1,76 milliard d'euros. Dans ce cas, il subsisterait un déficit de presque 200 millions d'euros;</p> <p><b><u>(Secrétaire Crombez)</u></b></p> <p>(Secrétaire Crombez, p. 22) Il ressort d'une étude européenne que l'État belge subit chaque année une perte de recettes de 30 milliards d'euros à cause des fraudeurs. Cette perte affecte aussi bien les recettes fiscales que parafiscales. D'importantes recettes pourraient donc encore être perçues en luttant contre la fraude.</p> <p><b><u>(Brys)</u></b></p> <p>(Brys, p. 2) Une étude de l'OCDE sur la corrélation entre la fiscalité et la croissance économique indique que les impôts sur les sociétés sont le type d'impôt le plus nuisible à la croissance économique, suivis des impôts sur le revenu des personnes physiques et de la TVA, alors que les impôts sur la propriété immobilière sont ceux qui nuisent le moins à la croissance économique.</p> <p>(Brys, p. 2) Il est souhaitable que toute réforme de la fiscalité tienne compte de trois éléments importants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les mesures prises doivent produire des effets à long terme ;</li> <li>- Incidence fiscale : La personne qui paie l'impôt n'est pas nécessairement celle qui le supporte ;</li> <li>- Il vaut mieux taxer ce qui est mauvais que subventionner ce qui est bon.</li> </ul>
--------------------	--

GENERALITES	<p><b>(Kermode)</b></p> <p>(Kermode p.3) L'Union européenne a déjà décider de taxer les services (télécommunications et autres) dans le pays du consommateur à partir de 2015.</p> <p>(Kermode p.4) Réduire fortement la pression fiscale sur le travail tout en utilisant la possibilité d'autres taxes afin de ne pas perdre de recettes. Il s'agit de ces soi-disant taxshift ou l'on réduit des taxes sur le travail pour encore en remettre sur d'autres, y compris sur la consommation, les impôts périodiques sur l'immobilier, les taxes environnementales.</p> <p>La Commission européenne a décidé également comme critères de base l'idée d'élargir les bases au lieu d'augmenter les taux d'imposition, d'aller beaucoup plus loin dans la coopération et les actions systématiques contre la fraude, de rendre beaucoup plus efficaces les administrations fiscales, de réduire les avantages fiscaux incitant les entreprises à se financer par emprunts et de revoir un peu la fiscalité immobilière résidentielle. Tout cela a donné lieu à des recommandations assez précises selon une analyse pays par pays (<a href="#">voir publication annuelle ....</a>). Ces analyses sont bien ciblées pour chaque pays, font l'objet de discussions avec les États membres et sont ensuite traduites dans les recommandations du Conseil. On ne peut donc pas dire que la Commission travaille seule. Il y a toute une procédure de coordination avec les États membres, ce qui est la force de cette approche.</p> <p><b>Peeters</b></p> <p>(Peeters, p.1, 2) Il est en effet grand temps de mener, en Belgique également, une réflexion approfondie sur une réforme du système fiscal. Il y a à cela plusieurs raisons et cette réforme est d'ailleurs recommandée par diverses instances. La Commission Européenne recommande de réduire fortement les dépenses fiscales.</p> <p><b>(Colmant)</b></p> <p>(Colmant p.1) Ce qui serait important, c'est de reconstruire une transposition des principes de 1962, qui avaient été basés à l'époque sur la globalisation des revenus et la progressivité, à l'économie de 2013 qui, contrairement aux années 60, est une économie de services plutôt qu'une économie industrielle.</p> <p>Cela conduirait, dans le sillage des principes de 62, à restaurer une progressivité accentuée des revenus professionnels, à envisager sans doute une reglobalisation partielle des revenus patrimoniaux dépendant du niveau de risque.</p> <p>Il faudra sans doute, dans le cadre des revenus professionnels, prévoir des déductions pour l'épargne à long terme censée couvrir la perte de revenus professionnels à un certain moment.</p>
-------------	--

<b>GENERALITES</b>	<p>(Colmant p.1 et 2) La fiscalité doit s'inscrire dans la réalité ; il faut tenir compte d'un ensemble de paramètres importants : des paramètres de situation économique, de conjoncture, de réalité sectorielle, de réalité géographique régionale. On doit aussi tenir compte du vieillissement de la population, de la structure du marché de l'emploi parce que la fiscalité du travail ne peut pas être dissociée de ces réalisations à savoir que plusieurs statuts, que plusieurs formulations de rémunérations existent qu'on soit fonctionnaire, salarié, ouvrier, indépendant, que les réalisations sont différentes selon les grandes et petites entreprises, que les réalisations sont aussi différentes selon que les travailleurs soient jeunes ou âgés. (...)</p> <p>La fiscalité du travail doit aussi s'établir dans le cadre de ces réalisations périphériques à savoir les problèmes d'indexation et de sécurité sociale.</p> <p><b><u>Decoster</u></b></p> <p>(Decoster, p. 2) Dans la discussion sur la « taxation optimale », il convient de distinguer trois aspects principaux : l'ampleur des recettes nécessaires, la redistribution souhaitée, qui est un objectif clair, et la structure du système d'imposition pour des recettes données, ainsi que l'efficacité du système.</p> <p>(Decoster, p. 4) La redistribution dépend finalement autant du taux moyen que de la progressivité. L'intervenant plaide pour qu'on ne se laisse pas aveugler par la progressivité.</p> <p>(Decoster, p. 7) Mieux vaut ne pas se faire d'illusion quant à une alternative à l'impôt progressif des personnes physiques dans l'optique de la redistribution. D'autres instruments sont soit régressifs (TVA), soit limités (impôts sur le capital), soit inefficaces (imposition forfaitaire). Il reste toutefois la possibilité d'augmenter les impôts sur les revenus du capital ou de verdier la fiscalité.</p> <p><b><u>(Malherbe)</u></b></p> <p>(Malherbe p.1) Un impôt doit être à la fois juste et efficace.</p> <p>Qu'est-ce qu'un impôt juste : un impôt simple, stable, dont la sécurité juridique est garantie.</p> <p>Qu'est-ce qu'un impôt efficace : un impôt qui assure un rendement budgétaire, neutre économiquement, dont le coût administratif est aussi faible que possible (coût de transaction).</p>
--------------------	--

<b>GENERALITES</b>	<p><b>(Bourgeois)</b></p> <p>(Bourgeois p.1) 1<sup>ère</sup> recommandation : renforcer l'autonomie du droit fiscal par le biais d'un recours plus fréquent à des concepts autonomes. Il faut savoir si le droit fiscal se superpose sur le droit qui n'est pas fiscal (le droit commun) de manière à reprendre tels que les concepts juridiques sans (pouvoir) les modifier. Il faut que les concepts soient suffisamment précis et définis.</p> <p>(Bourgeois p.4) Lorsqu'on fait une réforme fiscale, il faut être clair sur les objectifs poursuivis parce que c'est à l'aune de ces objectifs-là que l'on évaluera par la suite si les actes juridiques accomplis par les contribuables tiennent la route ou non et peuvent tomber sous le coup de la mesure anti-abus.</p> <p>(Bourgeois p.4) Il faut prendre des concepts fiscaux autonomes clairement définis et mieux ajustés à l'objectif poursuivi par le législateur.</p> <p><b>(Bourgeois)</b></p> <p>2<sup>ème</sup> recommandation : renforcer la coordination et la cohérence des politiques entre l'Etat fédéral et les Régions en matière fiscale. Il faut faire le lien entre la réforme fédérale du droit civil et une réforme fiscale.</p>
	<b>(Leemans)</b>

<b>IMPOTS DES PERSONNES PHYSIQUES</b>	<p>(Leemans p.5) Une baisse significative de la pression fiscale sur le travail peut s'opérer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par une meilleure efficacité dans l'établissement et le recouvrement de l'impôt ;</li> <li>- par une meilleure lutte contre la fraude fiscale ;</li> <li>- par un report vers une base plus large pour pouvoir compenser sans devoir trop augmenter les taux ou trop supprimer de dépenses fiscales dans les autres domaines.</li> </ul> <p><b><u>(Valenduc)</u></b></p> <p><b>Elargissement de la base imposable pour le calcul de l'IPP</b></p> <p>(Valenduc p.5) Pour l'offre d'emploi, le CSF avait retenu ce qui lui semblait le meilleur instrument pour revaloriser les salaires nets, à savoir un crédit d'impôt ciblé sur les bas salaires. (...) Les baisses de cotisations patronales sont beaucoup plus efficaces quand elles sont faites sur les bas salaires.</p> <p>(Valenduc p.6) Afin de soutenir la compétitivité structurelle, le CSF avait proposé des exemptions de précompte professionnel sur les chercheurs.</p> <p>(Valenduc p.8 et 9) Le CSF recommande par exemple un meilleur ciblage des réductions d'impôt sur les pensions. Il ne faut pas supprimer la réduction de base mais la réduire plus rapidement.</p> <p>(Valenduc p.9) On pourrait forfaitariser le quotient conjugal.</p> <p><b><u>(Haelterman)</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>politique d'activation fiscale</i></li> </ul> <p>(Haelterman,p. 5) Le professeur plaide pour une baisse de l'IPP sur les revenus professionnels: non pas par le biais d'une baisse générale du taux de l'IPP, mais par un relèvement de la quotité du revenu exemptée d'impôt au niveau du revenu d'intégration ou en augmentant les frais forfaitaires déductibles (ce qui facilite également le contrôle).</p> <p>(Haelterman,p. 5) Pour inciter les travailleurs à travailler au-delà de l'âge de la pension, l'on pourrait songer à une importante réduction de l'imposition de la pension légale pour tous ceux qui perçoivent des revenus professionnels après l'âge de la pension, voire à une exonération d'impôt.</p>
<b>IMPOTS DES PERSONNES PHYSIQUES</b>	

<b>IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES</b>	<p><b>(Autenne)</b></p> <p>(Autenne p.2) En matière d'IPP, il faut certainement élargir les premières tranches si on reste dans ce système de revenu exonéré à la base. Il faut s'orienter vers un système plus cohérent et accorder aux couples avec enfant, le fait d'avoir, à côté des charges professionnelles, des charges socio-professionnelles au top du revenu, charges liées à une activité des deux conjoints.</p> <p><b>(Dewolf)</b></p> <p>En matière d'IPP (et d'impôts des sociétés), plusieurs axes pourraient être poursuivis :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'abaissement des taux (positif pour les citoyens et pour la concurrence internationale). Actuellement, les taux marginaux sont très élevés.</li> <li>2. L'élargissement de la base imposable (pour compenser l'abaissement des taux) et la suppression de certaines dépenses fiscales (surtout en ce qui concerne les sociétés). Seules quelques unes sont imposées par le droit européen.</li> </ol> <p>En matière l'IPP, une piste serait de réduire les taux supérieurs et non pas de recréer des taux au-dessus des taux actuels. Et pourquoi pas un système à deux taux : un premier taux à 0% pour un tranche élargie et un autre taux entre 35% et 40% (au-dessus de la moyenne européenne des taux marginaux). Une autre piste serait de recréer une progressivité sans pour autant dépasser les 40% maximum.</p> <p><b>Maus</b></p> <p>(Maus, p. 2) Dans tous les ouvrages sur la fiscalité, on peut encore lire que l'impôt sur les personnes physiques est progressif, ce qui est inexact. Ne sont en réalité véritablement soumis à un impôt progressif que les revenus du travail. La plupart des autres revenus dans l'impôt sur les personnes physiques sont soumis à une imposition forfaitaire, à l'exception des revenus immobiliers. Ceux-ci sont toutefois sous-taxés.</p> <p>(Maus, p. 3) Les revenus du travail sont surtaxés mais les autres types de revenus, en revanche, ne sont pas</p>
--------------------------------------	--

<b>IMPOTS DES PERSONNES PHYSIQUES</b>	<p>suffisamment, voire pas du tout taxés. En outre, il existe de nombreux régimes d'exception discriminatoires.</p> <p>(Maus, transparent 13 ) Supprimer l'interdépendance des compétences fiscales  Exemple : la réduction de la pression fiscale dans le cadre de l'impôt des personnes physiques entraîne une augmentation de la pression fiscale au niveau communal  Opérer un choix clair en se prononçant résolument pour ou contre la régionalisation fiscale  Les solutions intermédiaires prévoyant des compétences mixtes rendent les choses excessivement complexes, p.ex. proposition de loi relative à la réforme fiscale  Les solutions intermédiaires prévoyant des compétences mixtes entraînent une paralysie fiscale, p.ex. proposition néerlandaise relative à la stimulation du secteur de la construction</p> <p>(M. Maus, transparent 14) Réaliser un équilibre entre la fiscalité directe et la fiscalité indirecte, en déplaçant la charge fiscale de l'impôt sur le revenu vers la consommation/l'écologie</p> <p>(M. Maus, p. 6) La pression fiscale sur le travail doit être ajustée en fonction du vieillissement.</p> <p>(M. Maus, transparents 15 et 16) Restaurer l'égalité fiscale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- démanteler les régimes fiscaux de faveur et instaurer, en échange, des taux généraux inférieurs</li> <li>- déplacer la charge fiscale du travail vers le patrimoine ( + consommation/écologie )</li> <li>- imposer ce qui est réel et non ce qui est fictif</li> <li>- opérer un choix cohérent en faveur soit d'un système progressif, soit d'un système à taux forfaitaire (Flat tax).</li> </ul> <p><b>(Panier)</b></p> <p>(Panier p.5) On peut prendre l'exemple français, où Thomas Piketty a proposé une telle réforme et en a estimé les effets très précisément. Il l'a proposée de manière budgétairement neutre, puisqu'il utilise tout l'argent récupéré par une telle réforme pour diminuer l'impôt du travail – pour les 90 % de personnes qui ne vivent que de leur travail. Pour ces personnes qui se situent dans le bas de l'échelle des revenus, la diminution qui est rendue possible par une telle taxation des capitaux est relativement limitée. La bonne et simple raison est que les volumes sont tels que, quand bien même on taxerait plus, on ne peut pas gagner des montants gigantesques. Il faut mettre en œuvre cette réforme qui n'est pas négligeable. Les montants absolus de réduction pour les personnes dans l'échelle inférieure ne le sont pas non plus, mais il ne faut pas s'attendre à un bouleversement complet de notre fiscalité. En revanche, il semble relativement clair que la réforme proposée par Thomas Piketty est nettement plus équitable que le système actuel qui est régressif pour les plus</p>
---------------------------------------	--

<b>IMPOTS DES PERSONNES PHYSIQUES</b>	<p>hauts revenus.</p> <p>(Panier p.5) En matière d'IPP, la bonne mesure de progressivité concerne la taxation des revenus du travail et pas des revenus des allocations sociales. (...) Dans une société où quasiment la moitié du PIB fait l'objet d'une taxation quelconque, on ne peut pas se permettre de taxer une grande partie de la population à moins de 50%. Donc la progressivité sera par nature limitée dans cette partie de la distribution qui concerne les revenus moyens à hauts.</p> <p><b><u>(De Keuleneer)</u></b></p> <p>(De Keuleneer, p.1-5) Constat : Le principal problème dont souffre la Belgique est l' écart entre les salaires bruts et les salaires nets : menace pour notre économie et notre sécurité sociale.  Cela entraîne des problèmes de compétitivité externe et de compétitivité interne :  - compétitivité externe : nos salaires sont élevés ;  - compétitivité interne : un certain nombre de besoins ne sont pas couverts + une concurrence importante du travail en noir et du travail semi-légal (travailleurs travaillant en Belgique avec des contrats étrangers).  Cet écart a un effet délétère sur notre économie, nos entreprises, notre secteur non marchand : cela décourage les gens de travailler et les entreprises d'employer.</p> <p>(De Keuleneer, p.3) <u>Recom.</u> : Réduire l'écart entre salaires bruts et salaires nets et instaurer un financement alternatif, p.e. via une augmentation de la taxation indirecte.</p> <p>(De Keuleneer, p.3)</p> <p><u>Constat</u> : Le niveau de taxation du revenu sur le capital et de l'impôt des sociétés et de taxation indirect en Belgique est plutôt faible dans les moyennes européennes, alors que le taux de TVA est plutôt élevé : il y a beaucoup d'exemptions et il y a énormément de taux réduits.</p> <p><b><u>Peeters</u></b></p> <p>(Peeters, p. 2) Il est clair que, dans notre pays, la fiscalité du travail et sa réforme ne peuvent être envisagées distinctement de la problématique des cotisations de sécurité sociale. Il faudrait une vue d'ensemble, compte tenu notamment de la réforme de l'État.</p> <p>(Peeters p. 3) La pression fiscale sur le travail doit être réduite, car elle est trop élevée.</p>
---------------------------------------	---

<b>IMPOTS DES PERSONNES PHYSIQUES</b>	<p>(Peeters p. 3) Dans l'hypothèse de dépenses publiques constantes, un transfert de la fiscalité est nécessaire.</p> <p>(Peeters p.4) Lorsqu'on envisage une politique fiscale axée sur la participation au marché du travail, axée ou non sur des catégories spécifiques de travailleurs, comme les travailleurs âgés ou peu qualifiés, il est faux de penser que l'impôt des personnes physiques soit le seul levier politique à prendre en compte (réglementation, subventions, exonérations, ...).</p> <p>(Peeters, p. 4 et 5) Sur la base du rapport Mirrlees: dans le cadre d'une réforme de la fiscalité, toutes les règles à finalité directive ou instrumentale devraient être soumises à un examen critique. Selon l'intervenant, cela vaut surtout pour l'impôt des personnes physiques ; il est favorable à ce qu'on mette un terme à l'instrumentalisation ou à l'utilisation des impôts à des fins politiques non fiscales.</p> <p>L'instrumentalisation présente les inconvénients suivants : il s'agit d'un régime fiscal trop complexe, néfaste à la cohérence du système ; les incitants fiscaux causent aussi inutilement une pression fiscale implicite trop importante sur le travail car les dépenses fiscales créées doivent être compensées ailleurs, ce qui détériore la mise en conformité (<i>compliance</i>) ; le principe de la capacité contributive n'est pas respecté.  Conclusion: Il faut démonter l'arbre de Noël fiscal. À faire progressivement.</p> <p>(Peeters, p. 6) Lignes directrices dans le cadre desquelles la taxation des revenus du travail à l'impôt des personnes physiques doit s'effectuer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité contributive</li> <li>Pas d'effet négatif sur la capacité contributive</li> <li>Mesures neutralisant la capacité contributive</li> <li>Neutralité selon la forme de vie commune</li> <li>Neutralité selon l'origine des revenus</li> <li>Capacité contributive réelle</li> <li>Assiette nette</li> <li>Principe de l'annualité</li> <li>Neutralité selon la forme juridique</li> </ul> <p><b><u>(Colmant)</u></b></p> <p>(Colmant p.4) Si l'on veut à un certain moment promouvoir à nouveau un impôt professionnel qui soit incitatif, on devra,</p>
---------------------------------------	---

<b>IMPOTS DES PERSONNES PHYSIQUES</b>	<p>par la force des choses, rétablir une certaine progressivité. (...) On peut soit aller vers la flat tax, soit, aller vers une « reprogressivité » ou en tout cas reconSIDéRER la progressivité.</p> <p>(Colmant p.5) Globalement, il fallait certainement restaurer la progressivité de la taxation des revenus professionnels en augmentant le minimum non imposable, en lissant mieux cette progressivité, en augmentant des déductions pour frais de formation et pour constitution de l'épargne à long terme, accepter que les revenus d'actions – qui sont, en fait, conceptuellement la même chose qu'une activité professionnelle mise dans une société – sont, eux, déjà taxés à 50 %, reconSIDéRER une globalisation des revenus mobiliers qui présentent moins de risques et qui polluent l'équation globale.</p> <p>(Colmant p.6) Bien sûr, tout cela a une conséquence. Si on reglobalisait, on devrait, concomitamment, considérer aussi une baisse globale du taux de taxation qui est très important en Belgique par rapport à d'autres pays. Parce que si on élargit la base de taxation, on peut imaginer que, globalement, le taux de taxation soit moindre. Là aussi il y a des calculs à faire, des analyses économétriques parce qu'il y a des effets de substitution, des effets de seuil, des effets de palier très compliqués à mettre en œuvre. C'est compliqué et cela demande l'apport de services d'études.</p> <p>(Colmant p.9, 10) Il faut repenser les frais professionnels.</p> <p><b>Dierckx</b></p> <p>(Dierckx, p 1 et 2) Nous devons renforcer la croissance : l'augmentation de la croissance et l'activation des gens permettront de réduire la pression sur la sécurité sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'idée qui ressort alors dans le cadre d'une éventuelle réforme tient principalement en ceci : les travailleurs devraient avoir un peu plus que les non-travailleurs. On pourrait augmenter les charges professionnelles forfaitaires uniquement pour les travailleurs. Il convient en fait de rétablir la progressivité.</li> <li>• Le quotient conjugal est un très bon système, très équitable, mais il comporte un effet assez pervers lorsqu'il s'agit d'aider à remettre les gens au travail.</li> <li>• Les travailleurs âgés de plus de cinquante ans et de plus de cinquante-cinq ans sont souvent considérés comme coûteux, de sorte qu'ils quittent le circuit du travail plus tôt qu'ils ne le devraient. On devrait pouvoir rendre la sécurité sociale dégressive pour cette catégorie.</li> </ul> <p>(Dierckx, p 2) Déductions fiscales. Il convient ici, comme le propose l'Europe, de contrôler l'intérêt économique de toutes ces déductions.</p>
---------------------------------------	--

	<p>(Dierckx, p 3) Contrôler aussi l'intérêt économique des avantages spéciaux en matière fiscale. Alternative : réduction tarifaire générale ?</p> <p>(Dierckx, p 3) Simplifier la fiscalité du travail et prévoir des compensations.</p> <p>(Dierckx, p 4) Techniquelement, la sécurité sociale constitue une taxe. Mieux vaut aussi la traiter comme telle. La complexité du système s'en trouvera réduite.</p> <p><b><u>Decoster</u></b></p> <p>(Decoster, p. 6) Par souci d'efficacité, il convient de s'interroger sur les dépenses fiscales. Ces dernières faussent les prix relatifs de certains choix des consommateurs, citoyens qui paient des impôts. La plus-value obtenue par la suppression de certaines dépenses permettrait de baisser le tarif général de l'impôt sur les revenus du travail.</p> <p>(Decoster, p. 7) Mieux vaut ne pas se faire d'illusion quant à une alternative à l'impôt progressif des personnes physiques dans l'optique de la redistribution. D'autres instruments sont soit régressifs (TVA), soit limités (impôts sur le capital), soit inefficaces (imposition forfaitaire). Il reste toutefois la possibilité d'augmenter les impôts sur les revenus du capital ou de verdier la fiscalité.</p> <p>(Decoster, p. 9) Considérer le système fiscal et de transfert comme un tout pour le calcul des coûts de bien-être de l'impôt sur le travail. Tenir compte de l'aspect « assurance » de la sécurité sociale. Un choix entre la répartition des impôts et l'efficacité de ceux-ci est inévitable.</p> <p>(Decoster, p. 10) La structure tarifaire optimale est assez proche du système actuel. En tout cas, ce qui ressort aussi du calcul, c'est qu'un élargissement de la base imposable est une bonne chose – et on en revient alors à la dépense fiscale – et que la structure tarifaire dépend elle-même de la redistribution visée et de la répartition de fait des revenus, qui est connue. La redistribution visée est le fruit d'un choix politique.</p> <p><b><u>(Castanheira)</u></b></p> <p>(Castanheira p.14) Il faut élargir la base de l'imposition, élargir l'IPP, globaliser le revenu à d'autres sources de revenus que le travail.</p> <p>(Castanheira p.14) En ce qui concerne les inégalités et la restauration de la progressivité de l'impôt, vous devez globaliser les revenus, c'est-à-dire fermer des niches. On pourrait très bien inclure par exemple la moitié des loyers perçus dans l'IPP. Dans les faits, on aurait un taux de taxation qui est de moitié plus faible que l'IPP pour le salaire, mais au moins ce</p>
--	---

	<p>taux de taxation n'est pas de zéro. Il y a moyen de globaliser les revenus de cette façon et le patrimoine n'est pas uniquement immobilier.</p> <p><b><u>(Saint-Amans)</u></b></p> <p>(Saint-Amans , p.3-4) Les caractéristiques du régime fiscal belge d'un point de vue internationale : deux inconvénients :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des taux faciaux élevés avec des bases relativement faibles avec de conséquences pour l'efficience des impôts ; crédo de l'OCDE : « taux d'imposition aussi bas que possible mais des bases aussi larges que possible = garantie pour l'efficacité d'un impôt. »</li> <li>- la fiscalité sur le travail est très élevée : les salaires sont extrêmement taxés, y compris les très faibles salaires; la fiscalité sur le capital est plutôt faible.</li> </ul>
<b>IMPOTS DES SOCIETES</b>	<p><b><u>(Leemans)</u></b></p> <p>(Leemans p.6) Le passage d'un impôt direct à un impôt indirect peut poser un problème d'équité ou de compétitivité des entreprises. Reporter une partie de la baisse du coût sur les revenus du travail vers l'impôt des sociétés poserait certainement une difficulté au niveau de la compétitivité.</p> <p><b><u>(Valenduc)</u></b></p> <p>(Valenduc p.6) Du côté du soutien à la formation, l'investissement en capital humain étant reconnu comme ayant un rôle important en matière de compétitivité structurelle., le CSF avait suggéré de permettre à l'employé de déduire les dépenses, y compris de formation, liées à l'obtention d'un emploi futur. En clair, de permettre, par exemple, à des étudiants qui font un master en économie en horaire décalé, de déduire le coût de leur minerval. Et pour l'employeur, le CSF avait proposé une réduction de l'impôt des sociétés basée sur l'augmentation des dépenses de formation (pas sur le niveau de formation, mais sur l'augmentation). A l'époque, le CSF a raisonné dans un cadre budgétairement neutre.</p>

<b>IMPOTS DES SOCIETES</b>	<p><b>(Haelterman)</b></p> <p>(Haelterman, p. 7) Depuis 1983, la Belgique a recours à une fiscalité des sociétés appliquant des taux relativement élevés, tout en étant assortie d'une politique de niches avec des mesures fiscales spécifiques: la déduction des intérêts notionnels et la déduction pour revenus de brevets.</p> <p>(Haelterman, p. 7) La déduction des intérêts notionnels est moins intéressante pour les entreprises qui réalisent un rendement élevé sur fonds propres (<i>return on equity</i>), dès lors que la déduction est limitée à 3 % des fonds propres, ainsi que pour les entreprises dont les fonds propres sont modestes (principalement les PME).</p> <p>(Haelterman, p. 7-8) Un système dual est possible, combinant un taux d'imposition des sociétés faible à la déduction des intérêts notionnels: les grandes entreprises restent soumises à un taux de 33% avec maintien de la déduction des intérêts notionnels pour les entreprises cotées en bourses, tandis que les petites entreprises sont soumises à un taux de 20% (en cas de mise en réserve ou d'autofinancement) et de 25% (en cas de distribution des bénéfices), mais sans utiliser la déduction des intérêts notionnels. Pour que l'économie belge reste crédible, il est préférable de ne pas supprimer la déduction des intérêts notionnels.</p> <p><b>(Autenne)</b></p> <p>(Autenne p.2) Il faudrait établir des critères objectifs qui permettent à l'entreprise directement d'imputer une réduction sur son précompte professionnel. C'est inspiré du système des chercheurs : le chercheur est payé, il a droit à l'imputation de son précompte professionnel mais l'employeur ne le paie pas.</p> <p>(Autenne p.3) En ce qui concerne l'impôt des sociétés, le régime des RDT (revenus définitivement taxés) n'est pas une dépense fiscale ni un avantage, c'est une simple mesure pour éviter la double imposition. Il faut que la mesure soit bien encadrée pour qu'elle n'ait pas d'effets pervers.</p> <p>(Autenne p.3) En ce qui concerne les intérêts notionnels, il faut garder un taux très bas sur l'ensemble du capital à risque, qu'il provienne des réserves ou de capital à risque nouveau, et placer un taux plus élevé sur l'augmentation des réserves, mais assorti d'une mesure, à savoir si vous opérez des prélèvements sur cette augmentation de réserve, là vous serez retaxé. Ce qui veut dire que là, vraiment, l'intérêt notionnel joue et vise à augmenter la capacité de concurrence saine, d'une gestion saine, avec des capitaux sains.</p>
----------------------------	--

<b>IMPOTS DES SOCIETES</b>	<p>(Autenne p.4) Proposition concernant des entreprises du même groupe (entreprises belges, pas étrangères) : plusieurs filiales sont créées par ex. une filiale pour les produits pharmaceutiques et une autre pour le plastique. Pour autant qu'il s'agisse du même secteur, la société-mère ou la société sœur pourrait déduire les pertes éventuelles d'une société.</p> <p>(Autenne p.4) Pour éviter les fraudes carrousels, on pourrait supprimer l'exonération intracommunautaire et en établissant une application de la TVA avec versements à des représentations fiscales que chaque pays aurait dans un pays de la communauté, de telle façon qu'il y ait un regain dans la confiance, qui est tout de même peu existante entre les États membres. Ils seraient au moins certains que la TVA qui va être déduite par leurs assujettis est versée à la délégation de leur ambassade qui peut être en contact avec l'administration fiscale belge.</p> <p><b>(Dewolf)</b></p> <p>En matière d'IPP et d'impôts des sociétés, trois axes pourraient être poursuivis :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'abaissement des taux (positif pour les citoyens et pour la concurrence internationale). Actuellement, les taux marginaux sont très élevés.</li> <li>2. L'élargissement de la base imposable (pour compenser l'abaissement des taux) et la suppression de certaines dépenses fiscales (surtout en ce qui concerne les sociétés). Seules quelques unes sont imposées par le droit européen.</li> <li>3. Augmentation du taux du précompte mobilier.</li> </ol> <p>En matière de fiscalité des entreprises la réduction du taux facial permettrait d'avoir une fiscalité attrayante pour les groupes étrangers. Une piste envisagée serait de ramener le taux de l'ISoc à un taux unique entre 15% et 20%, c'est-à-dire un niveau réellement attractif sur le plan international.</p> <p>Cette mesure pourrait être budgétairement compensée par la suppression de niches telles que les exonérations pour personnel supplémentaire. En ce qui concerne le régime des RDT (revenus définitivement taxés), c'est-à-dire la non-réimposition des dividendes qui circulent entre les sociétés, on pourrait se limiter au minimum prévu par la directive européenne et non plus aller plus loin ; et on pourrait assimiler les plus-values à des dividendes (moyennant correction pour inflation).</p>
----------------------------	--

<p><b>IMPOTS DES SOCIETES</b></p>	<p>On pourrait également étaler la déduction des pertes (par exemple permettre la déduction des pertes seulement à concurrence de 50% de la base imposable de la période). Si on a un taux d'impôt des sociétés à 15% avec un étalement des pertes qui plafonne leurs déductions à la moitié de la base imposable, cela signifie que vous avez un impôt minimal de 7,5%, ce qui est acceptable internationalement.</p> <p><b>(Panier)</b></p> <p>(Panier p.13) Sur le long terme, si l'on veut taxer les sociétés au niveau international, au niveau européen, on ne coupera pas à une taxation uniformisée tant sur les taux que sur les bases taxables.</p> <p><b>(De Keuleneer)</b></p> <p>(De Keuleneer , p.4) Constat : Impôt des sociétés : l'impression est donnée d'avoir un taux de taxation élevé en Belgique. Cela décourage un certain nombre d'entreprises internationales de s'établir en Belgique ; cela pénalise les pme qui paient le taux normal avec parfois de % de réduction grâce aux intérêts notionnels, mais ce ne sont pas les pme qui ont en général beaucoup de fonds propres. Le concept des intérêts notionnels est une bonne chose si c'est appliqué à tout le monde normalement pour une société normale. Mais dès qu'on permet à des sociétés de gonfler artificiellement des fonds propres, cela devient une arme de destruction massive pour le fisc belge.</p> <p>Recommandation. : réduire le taux à 22 ou 23 %.</p> <p><b>(Brys)</b></p> <p>(Brys, p. 7) Recommandations en matière d'impôt des sociétés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- À long terme, il faut se demander si la déduction des intérêts notionnels doit être maintenue. En outre, ce sont surtout les PME qui semblent recourir à la déduction des intérêts notionnels. Il semble plus opportun de ramener le taux statutaire de l'impôt des sociétés à 22 ou 23%;</li> <li>- Il semble indiqué de rendre moins favorable la déduction des intérêts pour les entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit d'entreprises qui empruntent pour acheter des participations dans des entreprises étrangères.</li> </ul>
-----------------------------------	--

<b>IMPOTS DES SOCIETES</b>	<p><b>(Colmant)</b></p> <p>(Colmant p.9) En matière d'impôt des sociétés, la configuration de l'impôt doit être changée. En période de dépression économique, la question est plutôt de savoir comment on investit dans les entreprises, plutôt que de savoir comment on les finance.</p> <p><b>(Castanheira)</b></p> <p>(Castanheira p.1) La réforme fiscale doit servir à maintenir les activités qui sont déjà en Belgique et à attirer de nouvelles activités, en particulier les investissements. Pour cela, il ne suffit pas de réduire les taux d'imposition.</p> <p>Castanheira (p.2) Pour pouvoir attirer les entreprises et réduire les distorsions, stimuler l'investissement et rendre l'activité économique plus efficace, Il faut éviter d'avoir une structure fiscale qui crée des distorsions. Les distorsions viennent du fait que vous taxez différemment différentes activités ou différents types de dépenses.</p> <p>(Castanheira p.4) Les conclusions qui en sortent sont qu'il faudrait réduire la fiscalité directe en Belgique, c'est-à-dire baisser les taux marginaux sur les entreprises. Sur le travail, il y a une série de recommandations à faire qui ne sont pas nécessairement de baisser les taux. Par ailleurs, transférer une partie de cette fiscalité vers l'immobilier et les impôts indirects. On sait que les impôts indirects sont moins progressifs en tant que tels que la fiscalité directe mais vous pouvez le compenser en modifiant la fiscalité directe justement pour qu'elle soit plus progressive.</p> <p>(Castanheira p.5) Au niveau de l'impôt des sociétés, on a un taux très élevé et beaucoup de niches. Il faut contrer cela, évidemment. Il faut réduire les taux faciaux, élargir les bases et trouver des mesures compensatoires ailleurs.</p> <p>(Castanheira p.6) En ce qui concerne les petites entreprises, les petits indépendants ou les professions libérales  On peut globaliser les revenus. Vous autorisez l'existence juridique d'une personne physique et d'une société mais, au niveau fiscal, vous ne reconnaissiez pas la séparation entre les deux. Vous prenez les revenus de l'individu et de sa SPRL globalisés, tous les flux de "je rachète ma patientèle via la société, etc." disparaissent et vous taxez l'ensemble sur l'impôt des personnes physiques. Ce genre de choses-là forme une niche de façon assez simple, il suffit de suivre le modèle allemand, et vous réduisez l'optimisation fiscale. Donc, vous gardez des gens qui travailleront quand ça vaut la peine et pas parce que ça vaut la peine uniquement fiscalement. Évidemment, face à ça, vous pouvez aussi baisser l'impôt des personnes physiques ou les lois sociales.</p>
----------------------------	---

<b>IMPOTS DES SOCIETES</b>	<p>(Castanheira p.6) En ce qui concerne les PME Il faut accompagner à la croissance, ce qui peut se faire en stimulant les vrais investissements productifs, la recherche et le développement et le support à l'exportation ou l'accès au capital.</p> <p>(Castanheira p.6) En ce qui concerne les grandes entreprises Il faut fermer les niches, élargir les bases et baisser le taux facial. Il faut un système fiscal plus simple.</p> <p>(Castanheira p.7) Que faire pour boucher les niches ? Il y a des tas de déductions qu'on offre et pour chacune de ces déductions, il faut se demander si c'est quelque chose qui rend l'entreprise plus efficace en général.</p> <p>(Castanheira p.7) Il faut réfléchir à la manière dont on stimule la recherche et le développement. C'est une des niches fiscales les plus importantes.</p> <p>(Castanheira p.7) Les intérêts notionnels coûtent cher et on ne voit pas, économétriquement, de retour sur emploi évident. Les intérêts notionnels provoquent des risques d'abus en tant que tels. Si on supprime les intérêts notionnels, il faut les remplacer par d'autres déductions, comme par exemple, des déductions sur investissement. Si on propose de mieux déduire les investissements ou les emplois, il faudra aussi penser au fait qu'automatiquement, pour les entreprises qui avaient beaucoup de déductions, le taux effectif va augmenter énormément. Il va donc falloir réfléchir à chaque fois au problème de délocalisation.</p> <p>(Castanheira p.8) Une autre possibilité, un peu plus douce, serait de durcir énormément le système des intérêts notionnels tout en le maintenant. En Italie, le système est limité à l'investissement net et pas au capital dans l'ensemble. De ce fait, vous ne permettez de déduction que sur la hausse de l'investissement. Donc, vous êtes sûr que vous conditionnez d'une façon ou d'une autre. Cela réduit énormément les effets d'opportunité et donc les coûts.</p> <p>(Castanheira p.13) Les déductions pour intérêts notionnels ont fort augmenté ces dernières années et c'est pourquoi le gouvernement belge devrait, de façon correcte, chercher à réduire les déductions et à boucher les trous pour les abus. (...) Le but est que le coût de l'investissement soit juste le taux d'intérêt. Dans ce cas, le coût après impôt est identique au coût réel dans aucun impôt. Ainsi, vous ne créez pas de distorsion sur l'investissement.</p> <p>(Castanheira p.8) Vous pouvez lier le niveau maximum de déduction à ce qui vous intéresse, c'est-à-dire de l'emploi ou de la R&amp;D effective effectuée en Belgique</p>
----------------------------	---

	<p>Finalement, tout ce qui est <i>profit shifting</i>, une des solutions proposées c'est de directement taxer à la source. Vous effectuez une retenue à la source sur tout ce qui est <i>royalties</i> ou intérêts payés à l'intérieur du groupe.</p> <p>On a aussi tout ce qui concerne la vente par internet. Si on localisait la TVA en Belgique pour toutes les ventes effectuées en Belgique, vous récupérez déjà une partie aussi.</p> <p><b>(Malherbe)</b></p> <p>(Malherbe p.2) L'ISOC devrait idéalement correspondre à une espèce de taux moyen de l'IPP et pas à un taux marginal afin de faciliter l'autofinancement des entreprises et leur permettre de réaliser des bénéfices pour les réinvestir.</p> <p>(Malherbe p.3 et 4) L'idée de base pour une réforme de l'ISOC part du constat qu'il y a déjà dans notre Code, deux systèmes d'impôt des sociétés, deux régimes légèrement différents : le régime des petites sociétés et le régime des grandes sociétés (voir proposition européenne de l'ACCIS).</p> <p><b>IMPOTS DES SOCIETES</b></p> <p>(Malherbe p.4) Les petites sociétés sont peu mobiles, on peut les taxer, elles ne pourront pas échapper à la taxe (effet savonnette).</p> <p>(Malherbe p.4) Les petites sociétés doivent être taxées, en ce compris l'impôt national et le précompte mobilier, de façon globalement équivalente aux entrepreneurs personnes physiques. Toutefois, il ne faut pas soumettre les petites sociétés à l'IPP, comme en Allemagne ou en France car on passerait à côté de l'objectif d'autofinancement.</p> <p>Ce qu'on n'a pas prélevé au stade de l'impôt sur les sociétés, on pourra le compenser au stade de l'impôt du dividende car à ce moment, l'actionnaire n'est plus à considérer comme un quasi-entrepreneur, mais comme un rentier ou un quasi-rentier.</p> <p>En ce qui concerne les grandes sociétés, il faut se fixer un objectif qui soit ambitieux, à savoir la fin de la concurrence fiscale dommageable, la fin de toutes les pratiques selon lesquelles les Etats font du braconnage sur les terres du voisin en essayant d'attirer artificiellement chez eux une activité ou une pseudo-activité en accordant un avantage fiscal. C'est mauvais pour tout le monde.</p> <p>Il faut en arriver à une unification de l'impôt des grandes sociétés au niveau européen.</p> <p>Il faut également œuvrer à une juste répartition internationale de la base fiscale. Lorsqu'une entreprise multinationale a</p>
--	---

<b>IMPOTS DES SOCIETES</b>	<p>une activité significative dans un pays, elle doit y payer une part équitable de ses impôts.</p> <p>(Malherbe p.5) Un objectif plus réaliste tendrait vers un impôt qui ait un rendement correct et qui chercherait à la fois à maximiser les effets induits (peut importe si les entreprises ne paient pas d'impôts si elles créent de l'emploi !).</p> <p>En ce qui concerne les sociétés importantes, il faudrait un taux facial concurrentiel et compétitif qui soit de 20 ou 25%. La moyenne européenne se situe à 23,5%. Le taux facial est l'élément qui saute aux yeux du candidat-investisseur.</p> <p>Il est indispensable d'évaluer les niches, voire de les supprimer si leur coût est supérieur à leurs bénéfices. Il faut que la niche soit efficace, qu'elle soit internationalement compétitive. La Belgique a une magnifique niche sur les revenus des brevets mais ses voisins ont une niche bien plus large.</p> <p>(Malherbe p.5) Il faudrait une consolidation fiscale, c'est-à-dire permettre de compenser les bénéfices d'une société avec les pertes de l'autre.</p> <p>(Malherbe p.5) Pour les grandes entreprises, on relèverait le précompte mobilier sur les dividendes.</p> <p>(Malherbe p.6) Il faudrait également supprimer l' »<i>unfairness tax</i> », qui fait fuir les investisseurs étrangers et qui est incompréhensible. C'est une taxe illogique puisqu'elle cherche à contrer les effets de deux mesures que le Parlement a jugées bonnes : le report des pertes et les intérêts notionnels.</p> <p>Il faut travailler à l'attrait de la place financière de Bruxelles.</p> <p>(Malherbe p.6) Il conviendrait également d'avoir un régime complet de fiscalité des fonds d'investissement.</p> <p>Il faudrait aussi un régime fiscal attrayant pour les gestionnaires de fonds.</p> <p>Il faut favoriser l'éclosion d'entreprises avec un régime fiscale approprié.</p> <p>Il faut réévaluer, voire supprimer les niches pour les petites sociétés et il faut favoriser l'investissement avec un amortissement à 100%, c'est une mesure extrêmement simple.</p> <p>Le taux appliqué pourrait être de 30%. Si on baisse le taux, on pourrait relever le précompte mobilier à 28%. C'est un calcul simple du modèle d'intégration de l'impôt de la société et de l'actionnaire.</p> <p>(Malherbe p.7) Il faudrait décourager la thésaurisation, c'est-à-dire l'accumulation dans les petites sociétés de réserves qui ne servent à rien. Il faudrait calibrer les réserves aux besoins prévisibles en investissements et sinon, les taxer comme si</p>
----------------------------	---

	<p>un dividende avait été distribué et ne pas retaxer ultérieurement.</p> <p>(Malherbe p.7) Les petites sociétés transforment intégralement la rémunération du gérant en dividendes. On peut contrer cela en prélevant à charge de la société qui ne paierait pas assez son gérant une cotisation sociale au taux maximum pour indépendant, en modulant bien sûr si la société ne fait pas assez de bénéfices et en permettant que cette cotisation soit créditable par le gérant.</p> <p>(Malherbe p.11) Il n'est pas sûr que les intérêts notionnels soient une mesure efficace ou appropriée pour les petites entreprises. On pourrait les remplacer par une mesure qui concernerait plutôt l'actif du bilan. Les intérêts notionnels ont servi à remplacer les centres de coordination pour permettre les banques de groupes. Or, si on veut qu'il existe des banques de groupe de Belgique, il faut les taxer à 0%, sinon elles ne seront pas là ! Par conséquent, tout ce qui voudrait lier l'intérêt notionnel à l'emploi me paraît voué à l'échec car c'est radicalement contraire à l'objectif d'avoir des banques de groupe qui elles, doivent avoir des volants financiers qui sont sans aucune mesure avec quelque création d'emplois que ce soit, sauf des emplois induits.</p> <p><b>IMPOTS DES SOCIETES</b></p> <p>(Malherbe p.12) Il faut œuvrer en Europe pour faire passer l'idée d'une coopération renforcée sur l'ACCIS. Il faudrait préconiser la création d'un impôt européen des sociétés aux environs de 1% qui irait à l'Europe et qu'elle gèrerait. Cela permettrait de dégager des principes fiscaux communs, d'identifier une série de coefficients de fuite à l'intérieur de la Communauté.</p> <p>Ce ne sont pas des mesures juridiques qui vont créer de l'emploi ; c'est l'instauration d'un climat favorisant l'investissement.</p> <p><b>(Deplae)</b></p> <p>(Deplae p.2) En Belgique, l'IPP et l'ISOC pour les petites entreprises sont entièrement liés. Si on fait une réforme importante de l'ISOC, avec notamment une diminution du taux facial, on va se retrouver avec beaucoup d'indépendants qui vont verser d'un régime « personnes physiques » à un régime « sociétés unipersonnelles ».</p> <p>(Deplae p.3) Il faut réorienter les intérêts notionnels vers l'économie réelle et non plus vers l'économie financiarisée.</p> <p>L'UCM est disposée à discuter d'une éventuelle taxation des plus-values dites spéculatives (= tenue en portefeuille moins de 6 mois à un an).</p>
--	---

<b>IMPOTS DES SOCIETES</b>	<p>(Deplae p.3) Il faut repenser une politique fiscale favorable aux PME. L'UCM propose qu'il y ait un taux facial dans la moyenne européenne qui est à peu près de 26% avec un taux réduit pour les PME (logiquement, on est à moins 5% par rapport à actuellement). Comme le préconise l'OCDE, il faut des niches fiscales limitées, simples, claires, cohérentes et accessibles à tous.</p> <p>(Deplae p.4) Si on porte à 20% le taux réduit en Belgique, on se retrouve à nouveau avec les Pays-Bas, le Royaume-Uni, avec leur taux réduit. On serait dans une situation qui nous paraît beaucoup plus compétitive, notamment du point de vue de l'impôt.</p> <p>On pourrait taxer un peu plus les banques pour financer la réforme.</p> <p>(Deplae p.9) La difficulté en Belgique réside dans le fait que nos taux de taxation sont déjà relativement élevés que pour encore y ajouter un système alternatif qui permettrait un transfert d'une fiscalité du travail ou d'autre chose vers un nouveau système.</p> <p>Il est difficilement défendable de faire passer la TVA sociale de 21 à 22, voire à 23%. On réduirait le pouvoir d'achat, ce qui est particulièrement important pour les indépendants.</p> <p><b><u>(Frans Vanistendael)</u></b></p> <p>(Vanistendael, p. 2) Le taux nominal de l'impôt des sociétés pratiqué en Belgique doit impérativement être réduit, car il effraie les investisseurs étrangers. Nombreux sont les investisseurs qui ne se laisseront pas convaincre par le fait que le taux effectif est plus bas que le taux nominal, à la suite de différentes déductions (telles que la déduction des intérêts notionnels).</p> <p>(Vanistendael, p. 3) Il faut maintenir la structure de holding avantageuse développée en Belgique et fondée sur la déduction des RDT.</p> <p>(Vanistendael, p. 2) On pourrait envisager de soumettre les petites entreprises à l'impôt des personnes physiques, comme c'est le cas en Allemagne.</p> <p>(Vanistendael, p. 6) Dans le cadre de l'assiette commune consolidée pour l'impôt de sociétés (ACCIS), M. Vanistendael plaide en faveur de l'instauration en Belgique d'un taux d'impôt des sociétés très faible (de 10 %, par exemple).</p>
----------------------------	--

	<p><b>(Saint-Amans)</b></p> <p>(Saint-Amans,p.14) Intérêts notionnels : le régime belge a fait l'objet d'un examen qui n'a pas conclu au caractère dommageable des intérêts notionnels belges.</p>
<b>IMPOTS INDIRECTS</b>	<p><b>(Valenduc)</b></p> <p><b>La TVA</b></p> <p>(Valenduc p.7) Le CSF avait imaginé 2 scénarios : hausse des taux et élargissement de la base. Les effets économiques ne sont pas si favorables que ça (...); les résultats sont plus favorables en termes de création d'emploi (...)</p> <p>(Valenduc p.7) Baisser les cotisations patronales et augmenter la TVA, c'est faire une dévaluation fiscale. La TVA est proportionnelle sur la consommation et régressive sur le revenu.</p> <p>(Valenduc p.8) En ce qui concerne l'élargissement de la base de la TVA, tout ce qu'on pouvait faire a été fait (même les honoraires des avocats).</p> <p><b>(Haelterman)</b></p> <p>(Haelterman, p. 3-4) Fiscalité des dépenses et fiscalité liée à la réalisation d'opérations: Mieux vaut opter pour des pourcentages faibles prélevés sur des bases imposables larges non élastiques. La taxe sur les opérations financières en est un bon exemple, pour autant qu'elle soit instaurée à l'échelle européenne.</p>

<b>IMPOTS INDIRECTS</b>	<p><b>(Dewolf)</b></p> <p>Il existe aussi des possibilités économiques, sociologiques et juridiques d'augmenter la taxation des biens, des services et des comportements non souhaités (ex. alcool, tabac, gaz carbonique (voitures)).</p> <p><b>Maus</b></p> <p>(Maus, transparant 14) Réaliser un équilibre entre la fiscalité directe et la fiscalité indirecte, en déplaçant la charge fiscale de l'impôt sur le revenu vers la consommation/l'écologie</p> <p><b>(Panier)</b></p> <p>(Panier p.7) Les taxes sur la consommation ou les taxes environnementales constituent-elles une alternative à la taxation sur le travail, permettant de stimuler l'emploi ? En économie, une taxe sur la consommation équivaut à une taxe linéaire sur le travail. (...) Si vous augmentez les impôts sur la consommation avec une réduction des impôts sur le travail, qui laisse échangé le pouvoir d'achat de tout le monde, vous n'avez en première analyse pas d'impact sur l'offre de travail. La seule manière pour vous d'avoir un impact significatif est soit de réduire le pouvoir d'achat des allocataires sociaux, si vous n'augmentez pas leurs allocations, soit de réduire le coût salarial – mais, dans ce cas-là, ce serait simplement équivalent à une baisse de salaire. On peut le faire, on peut dire que c'est une bonne chose, mais ce n'est pas une solution miracle; c'est juste l'application d'autres solutions qui sont la réduction salariale, la modération salariale ou la réduction d'allocations sociales. (voir idem impôts sur l'environnement).</p> <p><b>(De Keuleneer)</b></p> <p>(De Keuleneer, p.3) Recom. : Accises : Plaidoyer pour un équilibre entre l'essence et le diesel.</p> <p><b>(Ministre Geens)</b></p> <p>(Ministre Geens, p. 4) En Belgique, le ratio des recettes est faible en matière de TVA : seuls 47 % de la base théorique de la TVA qui pourrait être perçue au taux normal de 21 % sont effectivement perçus. La moyenne OCDE s'élève à 56 %, le 'revenu gap' s'élève donc à 16 %. Si la Belgique souhaitait atteindre la moyenne OCDE, il faudrait augmenter les recettes de TVA de 4,5 milliards d'euros.</p>
-------------------------	---

<b>IMPOTS INDIRECTS</b>	<p>(Ministre Geens, p. 4-5) Accises : en Belgique, les taux sont relativement faibles. La Commission européenne demande une harmonisation des taux d'accise sur le diesel et l'essence. La Commission demande en outre un glissement de la charge fiscale vers d'autres sources de taxation, comme la consommation et l'environnement.</p> <p><b><u>(Brys)</u></b></p> <p>(Brys, p. 3-4) Quelques constatations et recommandations en matière de TVA:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux de TVA normalement applicable en Belgique est de 21%, et donc déjà plutôt élevé. Mieux vaut éviter de l'augmenter afin de conserver une marge d'augmentation au cas où une nouvelle crise surviendrait à l'avenir ;</li> <li>- Le coefficient d'efficacité en matière de TVA de la Belgique est bas : 48%. En d'autres termes, 48% seulement de la consommation potentielle est imposée tandis que 52% ne l'est pas. Cela découle des nombreuses exonérations et des taux de TVA réduits instaurés en Belgique;</li> <li>- S'il est vrai que la Belgique applique de nombreux taux de TVA réduits, les plus riches en profitent davantage que les plus pauvres. Mieux vaudrait dès lors qu'elle dispose d'une assiette très large, en matière de TVA, et qu'elle accorde des compensations à la source, par exemple sous la forme d'allocations familiales ou de réductions d'impôts aux personnes physiques ;</li> <li>- L'OCDE estime que la baisse de la TVA sur l'électricité est une mauvaise mesure car elle réduit l'assiette TVA au lieu de l'élargir.</li> </ul> <p><b><u>(Colmant)</u></b></p> <p>(Colmant p.10) D'aucuns préconisent que la parafiscalité devienne totalement fiscalisée, mais aussi que chacun puisse déterminer le gradient de sa propre protection sociale. Certains en ont besoin, d'autres pas. Par conséquent, on devrait quitter la logique de déplafonnement des cotisations sociales ou bien renforcer le système purement assuranciel qui devrait alors conduire à un replafonnement des cotisations de sécurité sociale. C'est un problème très compliqué.</p> <p><b><u>Dierckx</u></b></p>
-------------------------	--

	(Dierckx, p 5) Le produit de la TVA est insuffisant. Il existe ici plusieurs possibilités.
IMPOTS INDIRECTS	<p><b><u>Decoster</u></b></p> <p>(Decoster, p. 7) Mieux vaut ne pas se faire d'illusion quant à une alternative à l'impôt progressif des personnes physiques dans l'optique de la redistribution. D'autres instruments sont soit régressifs (TVA), soit limités (impôts sur le capital), soit inefficaces (imposition forfaitaire). Il reste toutefois la possibilité d'augmenter les impôts sur les revenus du capital ou de verdir la fiscalité.</p> <p><b><u>(Castanheira)</u></b></p> <p>On a aussi tout ce qui concerne la vente par internet : si on localisait la TVA en Belgique pour toutes les ventes effectuées en Belgique, vous récupérez déjà une partie aussi.</p> <p><b><u>(Saint-Amans)</u></b></p> <p>(Saint-Amans, p.3) Le système belge relative à la TVA : le taux est légèrement au-dessus de la moyenne OCDE (= à peu près égal à la moyenne de l'Union européenne) ; mais le taux effectif d'imposition en matière TVA semble indiquer que la Belgique n'est pas très efficace dans l'application de son système TVA (cf.exonérations, <i>compliance</i>,...)</p>
IMPOTS INDIRECTS	<p><b><u>(Bourgeois)</u></b></p> <p>(Bourgeois p.4) En matière de fiscalité indirecte et environnementale, les compétences sont particulièrement partagées. La TVA reste fédérale mais elle est fortement européenisée. En revanche, les droits d'enregistrement et les droits de succession sont régionalisés, ainsi que les taxes sur les automobiles. Il y a des problèmes de coordination.</p> <p>Il est difficile de réfléchir à l'évolution de la fiscalité immobilière indirecte, sans considérer, de manière cohérente, à la fois la TVA sur les immeubles (de compétence fédérale), sans réfléchir simultanément à ce qui se fait dans les Régions en matière de droits d'enregistrement. Il serait utile d'élargir le comité de concertation aux parlementaires dans les prochaines années car cela concerne également l'IPP dont un quart sera bientôt régionalisé. Il deviendra donc très difficile d'adopter des normes sans en parler aux autres et sans se concerter sous peine d'avoir un retour de boomerang sur les finances régionales.</p> <p>(Bourgeois p.5) Exemple de concertation nécessaire entre l'Etat fédéral et les Régions : réforme en cours du droit patrimonial des familles et son incidence budgétaire au niveau des Régions, droits de succession, TVA et droits</p>

IMPOTS INDIRECTS	<p>d'enregistrement.</p> <p><b><u>(Vandendriessche)</u></b></p> <p>(Vandendriessche, p. 1-2) Quelques constatations concernant l'actuel régime de TVA belge:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ce régime génère une charge administrative énorme pour les entreprises, ainsi qu'un flux de trésorerie négatif ;</li> <li>- cette taxe est assez sensible à la fraude;</li> <li>- la TVA a été harmonisée au niveau européen (directive TVA), mais il demeure d'énormes différences dans la traduction de la directive dans les législations nationales ;</li> <li>- taxe obsolète ;</li> <li>- le <i>VAT revenue rate</i> est peu élevé en Belgique: 47% (= le rapport entre, d'une part, la TVA réellement perçue, et, d'autre part, un montant théorique que l'on obtiendrait si tous les biens et services produits dans notre pays étaient soumis au taux plein) (Voir Geens);</li> <li>- le <i>VAT-gap</i> s'élève à 18% en Belgique (= le rapport entre la TVA réellement perçue et le montant estimé qui serait perçu en cas d'application tout à fait correcte de la législation sur la TVA).(Voir Geens).</li> </ul> <p>(Vandendriessche, p. 4-5) Recommandations pour améliorer le régime de TVA en Belgique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- harmoniser la comptabilité en matière de TVA avec la comptabilité générale ;</li> <li>- mieux coordonner et harmoniser les limitations de déduction et les procédures en matière de TVA et d'impôt sur les revenus ;</li> <li>- il serait préférable de supprimer l'actuelle exonération de TVA pour location immobilière s'appliquant aux entreprises;</li> <li>- réduire la prolifération de taux et de réductions de taux. Cette complexité entraîne un accroissement du <i>VAT gap</i>;</li> <li>- oser débattre du bien-fondé des réductions de TVA comme mode de redistribution des revenus. Selon l'OCDE, une réduction de TVA n'est pas le moyen le plus efficace pour parvenir à cette fin ;</li> </ul>
------------------	---

IMPOTS INDIRECTS	<ul style="list-style-type: none"> <li>- instaurer un système de contrôle horizontal dans le cadre duquel les entreprises peuvent conclure un pacte avec le fisc. Cela permet d'éviter un contrôle annuel ;</li> <li>- dans le cadre de la sécurité juridique, il serait judicieux que le fisc établisse, après chaque contrôle, un rapport de contrôle afin que le contribuable contrôlé sache à quoi il peut s'attendre.</li> </ul> <p><b>(Traversa)</b></p> <p><b>TVA</b></p> <p>(Traversa p1) Au niveau européen, si on compare les différentes sources de recettes fiscales de la Belgique par rapport aux autres Etats membres, on voit qu'à priori, il y a moyen d'opérer un rééquilibrage en matière de fiscalité indirecte. Si la Belgique plafonne en matière de contributions sociales et de fiscalité directe (...) ce n'est pas le cas en ce qui concerne les taxes sur la consommation en général et la TVA en particulier où l'on peut voir que la Belgique est 20<sup>ème</sup> sur 28, ce qui veut dire qu'il y a une marge de manœuvre.</p> <p>(Traversa p.1) On peut augmenter les revenus de la TVA de deux manières : soit on travaille sur l'efficacité du système tel qu'il est, soit on travaille sur les choix des politiques qui ont été faits. Le choix de politiques, c'est ce qu'on appelle le <i>policy gap</i>.</p> <p>(Traversa p.2) Les taux réduits correspondent à l'entièreté des dépenses fiscales (travaux immobiliers et Horeca). Si on veut toucher à la TVA et augmenter ses recettes pour les affecter à d'autres types d'impôts, il va falloir invariablement toucher à ce type de mesures avec toutes les implications politiques que cela peut avoir.</p> <p>(Traversa p.2) (...) Or, des études montrent que les taux réduits, par rapport à leur objectif social sont excessivement chers. D'aucuns plaident pour une diminution des taux réduits et des mesures compensatoires, non seulement par un <i>tax shift</i>, mais aussi par des mesures de soutien à la consommation pour certaines catégories de la population. La TVA est un impôt régressif, c'est-à-dire qu'il toucherait de manière plus dure les classes sociales les plus paupérisées.</p> <p>(Traversa p.2) Les taux réduits en tant que tels ne sont pas régressifs dans la mesure où ils avantageant proportionnellement davantage les personnes qui ont un plus haut potentiel de consommation. À partir du moment où on insère des taux réduits, on choisit de consacrer plus de recettes fiscales à une partie de la population qui en aurait peut-être moins besoin.</p>
------------------	--

<b>IMPOTS INDIRECTS</b>	<p>Si on analyse la liste des dépenses fiscales fournie par le SPF Finances, on voit les biens de première nécessité (produits alimentaires et médicaments). On voit aussi que certains secteurs, où le coût du travail est véritablement un obstacle à leur développement (secteur immobilier et le secteur Horeca), bénéficient, en termes absolus, en termes bruts, de dépenses fiscales relativement importantes en matière de TVA. Il y a peut-être là une possibilité d'opérer un <i>shift</i>, même à l'intérieur de ces secteurs, entre les différents impôts.</p> <p>(Traversa p.3) Les marges de la Belgique en matière d'exonération sont extrêmement réduites.</p> <p>(Traversa p.3) Il y a deux secteurs où il y a moyen d'étendre la taxation, en donnant une option aux opérateurs de soumettre leurs opérations à la TVA et donc de bénéficier d'un droit à déduction: les opérations immobilières (pas toutes mais la plus grande partie) et les services financiers.</p> <p>(Traversa p.3) La Belgique continue à exonérer les locations immobilières commerciales, avec des distorsions qui ne sont pas souhaitables. Les Etats membres ne sont pas compétents en matière d'exonérations, la question est actuellement débattue au sein de la Commission européenne.</p> <p>(Traversa p.3) Le relèvement de la franchise est un domaine pour lequel la Belgique a une certaine marge de manœuvre en matière de TVA. Ce n'est pas une mesure budgétaire mais une mesure de soutien aux petites voire très petites entreprises qui me semble souhaitable. La franchise est le volume de chiffre d'affaires en dessous duquel une entreprise va être considérée comme non assujettie à la TVA. En Belgique, elle est relativement basse pour le moment. La Belgique a obtenu une autorisation pour la monter à 25 000 euros mais il semble que le ministre des Finances ne souhaite pas monter jusque-là. On parle plutôt de 15 000. Néanmoins, si on fait la comparaison avec les autres États membres de l'Union européenne, il y a des exceptions. Certains États sont encore plus sévères que la Belgique avec une franchise à zéro euro. Mais la plupart des États ont une franchise de TVA qui est plus importante. Si on regarde en dehors de l'Union européenne, cette franchise est beaucoup plus importante.</p>
<b>IMPOTS SUR L'ENVIRONNEMENT</b>	<p><u>(Valenduc)</u></p> <p><b>Fiscalité environnementale</b></p> <p>(Valenduc p.9) Pour compenser une baisse de pression fiscale sur le travail, on peut penser aux accises sur les carburants, à une taxation au kilomètre ou à une taxation sur le chauffage domestique.</p>

<b>IMPOTS SUR L'ENVIRONNEMENT</b>	<p>(Valenduc p.13 et 14) Rapport 2009 du CSF « Politique fiscale et environnement : en matière de tax shifting, la fiscalité environnementale reste une solution possible. La Belgique recourt très peu à la fiscalité environnementale.</p> <p>En matière d'énergie :</p> <p>(Valenduc p.14 et 15) On constate qu'en Belgique, la taxation de l'énergie est plus faible que dans les pays voisins. Le CSF avait suggéré de passer de 6 à 30 euros par tonne de CO2. Cette solution génère deux problèmes : un problème de compétitivité des entreprises et une facture énergétique plus lourde pour les ménages à bas revenus. Toutefois, s'il y a une augmentation des coûts de production par une fiscalité environnementale sur les tonnes de CO2 émises par les entreprises, on peut très bien baisser leurs coûts de production en réduisant les cotisations patronales de sécurité sociale.</p> <p>Des mesures d'accompagnement des ménages les plus pauvres sont aussi à prévoir car ils ne seront pas compensés par l'emploi généré par les diminutions de cotisations patronales alors que l'augmentation du coût énergétique va les toucher directement et se traduira par une perte importante de leur pouvoir d'achat.</p> <p>En matière de transports :</p> <p>(Valenduc p.16) Le SCF recommande de supprimer les subventions avec effets négatifs (voitures de sociétés doublées d'une carte carburant) et d'améliorer ce qui était positif (voitures propres et immunisation pour les déplacements pour les transports en commun). Il avait été suggéré de mettre en <i>phasing out</i> le régime fiscal des voitures de société avec en contrepartie une baisse ou un plafonnement des cotisations patronales de sécurité sociale.</p> <p>(Valenduc p.16) Il est recommandé de mieux hiérarchiser les déplacements entre le domicile et le lieu de travail avec un maintien de la mesure en vigueur pour les transports en commun ; une réduction en cas de covoiturage et un suppression dans les autres cas.</p> <p>(Valenduc p.16) Le SCF avait préconisé une hausse des accises comme instrument de second rang mais pour le transport, il plaide largement pour une taxation au kilomètre parcouru. La taxation au km est un instrument beaucoup plus performant que les hausses d'accises. (p.20)</p> <p>En matière de consommation domestique d'énergie :</p> <p>(Valenduc p.17) On remarque que les émissions de CO2 de l'industrie sont en baisse, celles du transport et du résidentiel</p>
---------------------------------------	--

<p><b>IMPOTS SUR L'ENVIRONNEMENT</b></p>	<p>sont en hausse. La fiscalité immobilière ne prend pas en compte les facteurs environnementaux.</p> <p>(Valenduc p.17) Si l'on veut qu'une politique fiscale dans ce domaine réussisse, il faut des politiques d'accompagnement.</p> <p>(Valenduc p.17) Le CSF a recommandé de rendre obligatoire l'affichage des performances énergétiques des bâtiments dans tous les contrats acquisitifs et locatifs.</p> <p>(Valenduc p.18) Il faut intégrer les coûts externes dans le kilomètre de transport et dans les consommations domestiques d'énergie.</p> <p><b><u>Maus</u></b></p> <p>(Maus, transparent 14) Réaliser un équilibre entre la fiscalité directe et la fiscalité indirecte, en déplaçant la charge fiscale de l'impôt sur le revenu vers la consommation/l'écologie.</p> <p><b><u>(Panier)</u></b></p> <p>(Panier p.7) Les taxes sur la consommation ou les taxes environnementales constituent-elles une alternative à la taxation sur le travail, permettant de stimuler l'emploi ? En économie, une taxe sur la consommation équivaut à une taxe linéaire sur le travail. (...) Si vous augmentez les impôts sur la consommation avec une réduction des impôts sur le travail, qui laisse inchangé le pouvoir d'achat de tout le monde, vous n'avez en première analyse pas d'impact sur l'offre de travail. La seule manière pour vous d'avoir un impact significatif est soit de réduire le pouvoir d'achat des allocataires sociaux, si vous n'augmentez pas leurs allocations, soit de réduire le coût salarial – mais, dans ce cas-là, ce serait simplement équivalent à une baisse de salaire. On peut le faire, on peut dire que c'est une bonne chose, mais ce n'est pas une solution miracle; c'est juste l'application d'autres solutions qui sont la réduction salariale, la modération salariale ou la réduction d'allocations sociales. (voir idem impôts indirects).</p> <p>Il ne faut pas créer des taxes environnementales pour des raisons de création d'emplois.</p> <p><b><u>(De Keuleneer)</u></b></p> <p>(De Keuleneer, p.3) Recommandation. : Accises : Plaidoyer pour un équilibre entre l'essence et le diesel.</p> <p>(De Keuleneer, p.6-7) Une taxation sur les produits énergétiques en général est plutôt favorable. Pro système écotax au</p>
--	--

<p><b>IMPOTS SUR L'ENVIRONNEMENT</b></p>	<p>lieu de écobonus : principe « pollueur payeur ».</p> <p>Il vaut la peine de mieux taxer le carbone et les produits pétroliers en général en prenant les mesures sociales qui s'imposent, non seulement pour le faibles revenus mais également pour les revenus moyens, tout en continuant à encourager l'isolation des maisons.</p> <p>(De Keuleneer, p.4) Les voitures de société représentent un coût énorme pour le fisc : on subventionne fiscalement non seulement l'achat des voitures de société mais également leur usage. C'est une rémunération avec un impact absolument désastreux sur la mobilité.</p> <p><b><u>(Secrétaire d' Etat Crombez)</u></b></p> <p>(Secrétaire d'Etat Crombez, p. 22) La taxe environnementale est un instrument politique particulièrement efficace, mais elle ne présente pas d'intérêt en tant qu'instrument budgétaire. Un glissement vers la taxation environnementale semble dès lors moins indiqué.</p> <p><b><u>(Brys)</u></b></p> <p>(Brys, p. 4-5) Quelques constatations et recommandations en matière de fiscalité environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les recettes de la fiscalité environnementale sont relativement faibles en Belgique : 2% seulement du PNB ;</li> <li>- En Belgique, cette fiscalité est surtout faible en matière de transport et d'énergie, surtout en ce qui concerne le diesel professionnel et le mazout de chauffage ;</li> <li>- Le diesel étant plus polluant que l'essence, il serait logique d'augmenter la fiscalité sur le diesel afin qu'elle soit supérieure à la fiscalité sur l'essence.</li> </ul> <p><b><u>(Bourgeois)</u></b></p> <p>En ce qui concerne la fiscalité environnementale : il faut d'abord savoir qui est compétent et dans quel but on fait de la</p>
--	---

	<p>fiscalité environnementale.</p> <p>Si l'on veut une certaine cohérence – en ce qui concerne les réductions IPP pour dépenses d'économie d'énergie – entre le régime IPP des entrepreneurs personnes physiques et le régime ISOC des sociétés, il conviendra d'assurer une concertation optimale entre l'Etat fédéral et les Régions (d'autant plus si les Régions souhaitent intervenir fiscalement dans ce domaine).</p> <p>De manière générale, une bonne politique fiscale environnementale devra reposer sur une étroite coordination de l'ensemble des impôts s'y rapportant quand bien même ceux-ci tomberaient dans la compétence de législateurs différents. Il faut à tout prix éviter qu'un avantage fiscal octroyé dans cette matière par un niveau de pouvoir donné soit rendu inefficace par des mesures fiscales prises par un autre niveau de pouvoir. Il n'est pas pertinent que l'Autorité fédérale réintroduise en matière d'impôt des personnes physiques, d'impôt des sociétés ou de TVA des avantages fiscaux qui relèvent d'une politique de protection de l'environnement. Le risque est grand sinon de retomber, par la voie fiscale, dans le travers des fameuses « compétences usurpées ».</p> <p><b>IMPOTS SUR L'ENVIRONNEMENT</b></p> <p>L'Etat fédéral peut agir sur les accises (sur le carburant). Les accises restent de la compétence de l'Etat fédéral et peuvent bel et bien s'inscrire dans un processus de fiscalisation de l'environnement.</p> <p><b><u>(Vandendriessche)</u></b></p> <p>(Vandendriessche, p. 5) Fiscalité environnementale: les revenus de cette fiscalité sont assez peu élevés en Belgique en comparaison avec d'autres États membres européens. Les taxes énergétiques s'appliquant aux gros consommateurs industriels sont assez élevées en Belgique par rapport aux pays voisins.</p> <p><b><u>Genet</u></b></p> <p>(Genet c.s., transparent 14) Le Conseil de l'UE recommande à la Belgique d' « élaborer des propositions concrètes et définies dans le temps pour déplacer la charge fiscale du travail vers des assiettes fiscales ayant un effet de distorsion moins important sur la croissance, notamment en étudiant le potentiel de la fiscalité environnementale, par exemple en ce qui concerne le diesel, les combustibles de chauffage et l'utilisation privée des voitures de société. »</p>
--	--

<p><b>IMPOTS SUR L'ENVIRONNEMENT</b></p>	<p>Recommandation de l'OCDE : « Afin de renforcer la croissance potentiellement encore faible, il est indispensable d'augmenter sensiblement l'emploi, tout en veillant à assurer une croissance plus verte grâce à un recours plus large à la fiscalité environnementale. »</p> <p>(Genet c.s., transparent 15) On accorde une attention particulière au verdissement de la fiscalité dans le cadre plus global de la réforme fiscale. L'OCDE et le Conseil de l'Union européenne font aussi des recommandations en ce sens à la Belgique.</p> <p>(Genet c.s., transparent 18) Douze mesures concrètes sont envisageables. Trois de ces mesures sont développées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><u>La taxe carbone</u> fixée à un tarif initial de 36 euros par tonne de CO<sub>2</sub>. Le Conseil supérieur des Finances a estimé le plafond des recettes à 1,373 milliard d'euros.</li> <li><u>Redevance kilométrique intelligente</u> fixée à un tarif de base de 0,037 euro par km et 0,087 euro par km en cas d'embouteillage à la demande de la FEBIAC, PWC a estimé les recettes escomptées, y compris les compensations sociales, à un montant de 3,7 milliards d'euros.</li> <li><u>Adapter les accises sur le diesel</u> Supprimer d'abord la différence avec les pays voisins et adapter ensuite ces accises à celles sur l'essence. Le Bureau fédéral du Plan a calculé que les revenus s'élèveraient à 600 millions.</li> </ul> <p>Paquet total de revenus est estimé à 6,373 milliards d'euros</p> <p>(Genet c.s., transparent 45) Le mouvement écologique propose de recycler les revenus En les utilisant pour des compensations sociales. En prenant des mesures pour promouvoir la compétitivité (<i>cf. avis CSF 2009 concernant la fiscalité verte</i>); Un glissement de l'impôt de 3,8% du PNB du travail vers l'environnement permettrait, selon le FMI, de créer 150.000 emplois; En investissant dans des secteurs durables.</p> <p><b>(Traversa)</b></p>
--	--

	<p>Fiscalité environnementale.</p> <p>(Traversa p.3) Une comparaison entre la Belgique et les Pays-Bas, en matière de fiscalité environnementale, au-delà des différences en termes d'accès aux produits énergétiques, montre que les Pays-Bas ont fait un choix politique et ont une fiscalité qui va du simple au double que ce soit les accises sur les produits énergétiques, la taxe de circulation – même si elle est régionale -, les taxes de mise en circulation – régionales aussi en Belgique. En comparant celle-ci et les Pays-Bas, à la fois en rendement relatif et en rendement absolu, la différence est très significative.</p> <p>(Traversa p.4) Les pistes, en soi, si l'on veut aller vers une plus grande fiscalité environnementale, sont relativement simples: il ne faut pas nécessairement créer de nouvelles taxes. La question de la coordination avec les Régions est évidemment fondamentale lorsqu'on parle de taxation sur les véhicules.</p> <p>(Traversa p.5) Si l'on prend la décision politique d'augmenter la fiscalité des véhicules, on peut le faire de manière progressive, c'est-à-dire l'augmenter plus sur les véhicules de luxe que sur les véhicules ordinaires (voir Danemark). Ces taxes environnementales restent des taxes proportionnelles à la valeur du bien de consommation avec, en plus une dimension environnementale ; on ne peut pas simplement utiliser la pollution comme critère. (...) Il ne faut pas qu'en insérant des critères environnementaux, on se retrouve à taxer de manière beaucoup moins importante des voitures de valeur (...).</p>
<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p><b>(Valenduc)</b></p> <p><b>La fiscalité de l'épargne</b></p> <p>(Valenduc p.8) Constat : les taux d'imposition sont très différents suivant les types de placement et cela influence l'affectation de l'épargne faite par les particuliers. Les ménages épargnent plus quand le régime fiscal est favorable : bons d'assurance, organismes de placement collectif (Sicav) et les livrets d'épargne. Quant aux produits taxés au taux normal, leur part est en recul. Les épargnants tiennent compte des paramètres fiscaux pour leurs choix de placement. Or, les choix de placement devraient être faits en tenant compte du rendement et du risque et non pas des avantages fiscaux. L'OCDE recommande un traitement uniforme de l'épargne, c'est-à-dire une imposition de tout rendement de l'épargne au</p>

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>même taux.</p> <p><b>(Haelterman)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Revenus patrimoniaux mobiliers:</li> </ul> <p>Augmenter soit le précompte mobilier libératoire (comme l'a fait le gouvernement belge), soit l'impôt sur le rendement de capital, à l'instar des Pays-Bas, voir encadré n° 3 (effets pervers, rendement fictif) incite la population à investir dans des produits à haut rendement (risqués).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Revenus patrimoniaux immobiliers:</li> </ul> <p>(Haelterman, p. 3) Matière principalement régionale, peu de marge structurelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Impôt sur la fortune :</li> </ul> <p>(Haelterman, p. 3) Les études internationales démontrent l'inefficacité de cette formule.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une taxe sur les plus-values</li> </ul> <p>(Haelterman, p. 6) Un consensus semble se dégager en faveur d'une taxe sur les plus-values généralisée (sur les revenus mobiliers): un prélèvement peu élevé sur les très importantes plus-values. Le système présente deux inconvénients: son inefficacité budgétaire et son caractère erratique, il doit aller de pair avec la déduction des moins-values.</p> <p><b>(Autenne)</b></p> <p>(Autenne p.3) En ce qui concerne l'impôt sur les capitaux, il ne faut pas spécialement créer un nouvel impôt mais adapter l'article 93CIR 92 (plus-values) existant (taxer les opérations de spéulation).</p> <p>(Autenne p.4) En ce qui concerne la taxation des plus-values sur titres, il est proposé de copier le système hollandais et de l'assortir de la non-déduction de réductions de valeurs. C'est un système qui est tout de même attractif par rapport à des investisseurs étrangers.</p>
---------------------------------	--

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p><b>(Dewolf)</b></p> <p>Il faut une augmentation relative de la taxation des revenus du capital par rapport aux revenus du travail. Il y a là de la marge de manoeuvre en raison de la traçabilité des revenus financiers.</p> <p>Hauser les taux en ce qui concerne la taxation du capital. L'idée serait de revenir à une conception selon laquelle les revenus du capital et les revenus du travail subissent un impôt équivalent. Globaliser les revenus du capital. Il faut parvenir à une certaine égalité et donc aussi aboutir à une taxation de l'ordre de 35/40% paraît faisable.</p> <p><b>(Panier)</b></p> <p>(Panier p.4) Même après l'augmentation récente du précompte mobilier, le taux de taxation du capital en Belgique reste largement en deçà de la taxation du travail. En outre, on ne taxe pas ou très peu les plus-values. La Belgique devrait suivre l'exemple de la plupart des pays de l'OCDE, notamment l'Allemagne, et taxer les plus-values. Actuellement, il n'y a pas de preuve que taxer plus le capital en Belgique aboutirait à une réduction de l'investissement.</p> <p>(Panier p.4) Enfin, sur le revenu du capital, la Belgique a un système relativement kafkaïen de taxation des revenus immobiliers, avec un système de cadastre totalement désuet auquel sont associés un dispositif de taxation énorme des transactions – qui est difficilement justifiable – et des déductions fiscales qui sont parfois difficilement compréhensibles. Le système doit être simplifié.</p> <p>En matière de taxation des revenus, il faut réintégrer tous les revenus du capital, sans exception, dans le revenu global imposable, moyennant certains abattements éventuels. Alternativement, on peut augmenter le taux des précomptes de manière relativement significative jusqu'au niveau français, par exemple, en y incluant les plus-values et en généralisant autant que possible à tous les revenus des capitaux – avec le nombre le plus réduit possible d'exceptions. Cette réforme est avantageuse non pas parce qu'elle va rapporter de l'argent mais pour des raisons d'équité fiscale.</p> <p>(Panier p.8) Il faut en revenir à la taxation du capital (à l'échelle européenne). Il y a un risque d'évasion fiscale mais limité à 10% du revenu total. Il y a moyen d'introduire une taxation minimale du patrimoine en Belgique pour autant que l'on maintienne des exemptions suffisantes pour éviter les problèmes d'évasion fiscale.</p> <p>(Panier p.8) On peut taxer les revenus du capital sans grand risque en termes d'impact sur la croissance.</p> <p>(Panier p.8 et 9) Si on augmente l'impôt sur le capital en Belgique, il faut être très prudent. Il faut <i>monitorer</i> en temps réel de manière très précise les fuites des capitaux et la question de la mobilité internationale des grands patrimoines.</p>
---------------------------------	---

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p><b>(De Keuleneer)</b></p> <p>(De Keuleneer, p.3) Constat : La dispense de taxation sur le livret d'épargne et sur les dépôts d'épargne sous forme d'assurance-vie pose un problème systémique à la Belgique : ces deux formes d'épargne représentent non seulement un coût fiscal (garantie donnée par l'État), mais aussi un risque important pour la Belgique parce que nos banques ont des volumes de dépôt excédentaires par rapport à ce qu'elles peuvent utiliser.</p> <p><b>(De Bruecker et Schuermans)</b></p> <p>(De Bruecker et Schuermans, p.8-9)</p> <p>Revenu cadastral</p> <p>Par manque d'information et de transparence, les modalités de fixation du revenu cadastral demeurent sources de beaucoup d'incompréhension de la part des citoyens. La chance d'obtenir une révision spéciale apparaît très théorique puisque le contribuable doit démontrer qu'à la suite de circonstances nouvelles et permanentes dans l'environnement, la valeur locative d'un habitation a baissé de 15 %. Les possibilités actuelles de révision demeurent trop réduites pour rencontrer les situations de distorsion et d'inégalité.</p> <p>Beaucoup de griefs concernent le manque de prévisibilité de l'impôt. La législation fiscale actuelle ne semble pas être adaptée aux évolutions sociales en matière de coparenté (régime devenu en principe la règle depuis la loi du 18 juillet 2006).</p> <p>Recom. : Une réforme de la fiscalité de la famille est souhaitable dans un but d'harmonisation et de simplification en vue de réaliser une fiscalité réellement neutre par rapport au type de famille des contribuables.</p> <p><b>(Brys)</b></p> <p>(Brys, p. 3) La fiscalité immobilière doit être réformée en profondeur en Belgique. Il s'agit toutefois d'une compétence régionale. Il convient d'abord et surtout de réévaluer le patrimoine immobilier. La baisse des droits d'enregistrement en Flandre n'a pas atteint son objectif. Dès lors qu'elle est intervenue au cours d'une période de croissance des prix de</p>
---------------------------------	--

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>l'immobilier, cette baisse n'a fait que contribuer encore à cette augmentation des prix.</p> <p>(Brys, p. 7) Recommandations en matière d'impôt sur le capital :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il peut être envisagé d'instaurer, de façon prudente et progressive, un impôt sur les gains en capital;</li> </ul> <p>Il serait préférable d'étendre l'exonération fiscale des intérêts de l'épargne à d'autres sortes de revenus du capital</p> <p><b><u>(Colmant)</u></b></p> <p>(Colmant p.10). Les Pays-Bas ont une bonne façon d'aborder les choses, c'est d'avoir une taxation des revenus mobiliers sur une base forfaitaire, d'avoir en fait tous les revenus mobiliers taxés sur la base d'un revenu fictif de 2, 3 ou 4 % en fonction de certains paramètres auxquels on appliquerait soit une globalisation, soit un précompte mobilier, sachant que, si cette logique est respectée dans le long terme, cela permet de tenir compte de la protection du capital contre l'inflation.</p> <p><b><u>Dierckx</u></b></p> <p>(Dierckx, p 5) Sur le plan technique, les impôts fonciers constituent une bonne imposition car les biens immeubles ne peuvent disparaître. Les biens immeubles font toutefois partie du quatrième pilier des pensions et, dans l'intervalle, cette matière a été régionalisée.</p> <p><b><u>Decoster</u></b></p> <p>(Decoster, p. 7) Mieux vaut ne pas se faire d'illusion quant à une alternative à l'impôt progressif des personnes physiques dans l'optique de la redistribution. D'autres instruments sont soit régressifs (TVA), soit limités (impôts sur le capital), soit inefficaces (imposition forfaitaire). Il reste toutefois la possibilité d'augmenter les impôts sur les revenus du capital ou de verdier la fiscalité.</p> <p><b><u>(Saint-Amans)</u></b></p> <p>(Saint-Amans,p.4) Le système belge de la taxation de la propriété immobilière : à des fins d'efficacité économique, la répartition entre les taxes récurrentes sur la propriété immobilière et les taxes transactionnelles peut faire l'objet d'un examen plus détaillé : OCDE : pro la taxe récurrente : cette taxe est un peu moins distortive et n'a pas d'impact sur les décisions à prendre sur les investissements.</p>
---------------------------------	---

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>! Exercice difficile : opération de réévaluation des bases cadastrales</p> <p>(Saint-Amans, p.5) Recom. : réduction d'inégalités : mieux taxer l'épargne, le patrimoine sans introduire de mesures qui soient défavorables à l'investissement et donc à l'emploi tout en transférant une partie de la charge qui pèse actuellement sur les salaires sur d'autres éléments de la fiscalité.</p> <p>(Saint-Amans, p.5) L'enjeu pour la Belgique = trouver la voie médiane qui consiste à être compétitif d'un point de vue fiscal pour continuer à attirer des quartiers généraux ou des investissements internationaux, sans se trouver en port-à-faux avec les travaux de la communauté internationale soutenus par le G20, qui est la lutte contre l'érosion des bases fiscales et les transferts de bénéfices.</p> <p>(Saint-Amans, p. 10) Pour les droits de succession, il faut tenir compte de deux éléments généraux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ces droits ne sont pas aberrants du point de vue économique : ils sont peu distorsifs et permettent de réduire certaines formes d'inégalité ;</li> <li>- mais plus ces droits sont élevés, plus le risque d'une évasion fiscale est réel : recom. : il faut des taux faibles et des bases assez larges qui limitent les exonérations.</li> </ul> <p>Deux approches générales : soit, on taxe à un taux plat qui est plus bas que celui de l'impôt progressif sur le revenu, soit on intègre les revenus du capital dans le taux progressif de l'impôt sur le revenu.</p> <p>(Saint-Amans, p.11) Conclusion : réconciliation de la taxation et du croissance : il faut réduire autant que possible les taux d'imposition, notamment sur le capital, augmenter les bases et limiter les exonérations. Les impôts indirects sont moins « distorsifs » que les impôts directs.</p> <p>(Saint-Amans, p. 12) Le Forum mondial (121 pays membres + l'Union européenne) vérifie la bonne application des engagements pris par les États de mettre fin au secret bancaire : la Belgique a fait l'objet des rapports positifs : elle a mis fin à son secret bancaire et échange des renseignements.</p> <p><b><u>(Van Zantbeek)</u></b></p> <p>(Van Zantbeek, p.1) La fiscalité du patrimoine est devenue une fiscalité de lobby : derrière le rideau de fumée du précompte mobilier libératoire, des fonds de pension, des banques et des organismes de placement ont demandé et obtenu des exonérations supplémentaires. Le système est devenu extrêmement complexe et il s'est encore complexifié au cours de ces deux dernières années. Les mesures récentes en matière de fiscalité des investissements ont engendré</p>
---------------------------------	--

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>beaucoup d'inquiétude et d'évasion fiscale. Par conséquent, les recettes diminuent, y compris en raison de la baisse des taux d'intérêt.</p> <p>Le credo est de faire glisser l'imposition du facteur de production travail vers le facteur de production capital, mais seule la pression fiscale sur le capital a été intensifiée dans la pratique.</p> <p>Plaidoyer pour un glissement de l'imposition graduel : sur une période de 10 ans on peut arriver à une pression fiscale égale sur les revenus du travail et ceux du capital.</p> <p>(Van Zantbeek, p.2) La fiscalité sur le patrimoine comprend 4 parties : les revenus mobiliers (essentiellement les intérêts et les dividendes), les plus-values mobilières, les revenus immobiliers et les plus-values immobilières.</p> <p>(Van Zantbeek, p.3)</p> <p><b>1. <u>Revenus mobiliers:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2013 : la réintroduction du précompte mobilier libératoire est une bonne chose;</li> <li>- la "taxe des riches" instaurée en 2012 est basée sur le système du précompte mobilier;</li> <li>- dans la fiscalité des investissements, les intérêts ne sont imposés qu'à 25% et les dividendes à 50% (25% + 34% impôts des sociétés);</li> <li>- les fonds de placement ont subi des hausses d'impôts hallucinantes au cours des deux dernières années, ce qui touche également nombre de petits investisseurs et représente un danger pour la survie de l'industrie belge des fonds de placement ;</li> </ul> <p><b>Recommandations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soumettre les revenus mobiliers à un taux uniforme de précompte mobilier et supprimer toutes les exonérations : le prêt-citoyen, la société d'investissement à capital fixe (Sicafi) et le carnet d'épargne pourraient être soumis à un taux unique de 20% : les banques prélèveraient de cette manière 20% sur chaque flux brut positif avéré;</li> <li>- pourquoi n'utiliserait-on pas l'exonération de 1800 euros sur les carnets d'épargne pour élargir les échelles exemptées d'impôt ?</li> </ul> <p>(Van Zantbeek, p.4)</p> <p><b>2. <u>Plus-values mobilières</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'article 90,1°, du CIR 92 prévoit que les plus-values qu'un particulier réalise en gérant de façon normal son patrimoine</li> </ul>
---------------------------------	---

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>privé sont exemptées d'impôt, mais prétendre que la Belgique n'impose pas les plus-values est une boutade : certaines plus-values sont traduites fiscalement en un revenu et sont imposées en vertu du CIR 92 ; l'imposition des boni de liquidation, qui est passée récemment de 10% à 25%, est un impôt sur la plus-value;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- on discute beaucoup de ce qu'il faut entendre par plus-value normale et plus-value spéculative : levons l'incertitude quant au caractère spéculatif ou non et remplaçons-le par une période de détention fixe (par exemple, si des titres ont été détenus durant quinze ans, la plus-value sur ces titres est exonérée d'impôt);</li> <li>- Il faut donner la possibilité aux personnes qui investissent à l'étranger de verser leur précompte à la frontière même, au cours de l'année durant laquelle elles jouissent des revenus, en appliquant le même taux et les mêmes principes, de sorte qu'elles sont libérées de la surcharge administrative.</li> </ul> <p>(Van Zantbeek, p.4-5)</p> <p><b><u>3. Revenus immobiliers</u></b></p> <p>Il n'est pas envisageable de procéder à une augmentation généralisée de l'impôt sur les revenus de biens immobiliers : si l'on veut agir au niveau de la fiscalité immobilière, on ne peut certainement pas le faire en appliquant une mesure générale.</p> <p>Ce que l'on pourrait faire en revanche, c'est aligner l'impôt immobilier pour des locations privées sur l'impôt afférent aux locations professionnelles = un impôt progressif ordinaire plafonné à 50 %. On pourrait combiner cela avec la suppression de la déduction forfaitaire de 40 %.</p> <p>Supprimer toutes les déductions forfaitaires et autoriser la déduction des frais réels et, éventuellement, d'une partie du précompte. Ce système serait équitable et on disposerait d'un instrument efficace pour lutter contre le travail au noir dans la construction.</p> <p>(Van Zantbeek, p.5)</p> <p><b><u>4. Plus-values immobilières</u></b></p> <p>La fiscalité belge sur les plus-values de biens immobiliers est fondée sur un critère objectif, à savoir la durée de détention : pour des biens immobiliers bâtis, elle est de 5 ans et un taux uniforme de 16,5% est d'application.</p> <p>Il s'agit d'un bon impôt, c'est-à-dire un impôt qui est perçu de manière simple et qui ne suscite aucune contestation de la part du contribuable (Un mauvais impôt est un impôt qui peut prêter à controverse).</p> <p>(Van Zantbeek, p.15) Les impôts sur les revenus ne sont pas le moyen le plus efficace pour alimenter les caisses de l'État : au moment où l'on espère une plus grande contribution du facteur de production qu'est le capital, au motif qu'on en a</p>
---------------------------------	---

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>besoin pour stimuler l'emploi, ce sera précisément cette catégorie d'impôts qui sera dans le collimateur. Il faut miser sur des sources de financement beaucoup plus stables en instaurant un impôt sur l'eau et sur l'électricité, des taxes boursières, une TVA sur la consommation et sur l'environnement : ces impôts s'inscriraient dans une perspective de modernisation du dispositif fiscal.</p> <p><b>(Parisis)</b></p> <p>(Parisis p.1) Il faut éviter de décourager les investissements dans notre économie réelle en instaurant un impôt sur la fortune qui est un mauvais impôt, contreproductif et coûteux à récolter. Il a tendance à disparaître au sein de l'UE.</p> <p>(Parisis p.2). Pourquoi revoir la fiscalité patrimoniale ? D'abord pour des raisons démographiques : les personnes issues du baby-boom prennent leur pension, le nombre d'actifs diminuent. Si l'on veut maintenir le même niveau de recettes, il va falloir revoir la charge contributive des personnes qui ont quitté la vie active et qui bénéficient de revenus importants. L'augmentation des prélèvements sur le patrimoine et les revenus du patrimoine pourrait dès lors s'avérer nécessaire.</p> <p>(Parisis p.2) Une réforme fiscale, et en particulier une réforme de la fiscalité patrimoniale, pourrait avoir une utilité en matière de réduction des cotisations sociales qui frappent les bas salaires. La fiscalité patrimoniale doit participer aussi au renflouement de la sécurité sociale ; il faut trouver de nouvelles sources de financement de la sécurité sociale afin d'en assurer la perennité.</p> <p>(Parisis p.3) Il faut élargir l'assiette de l'impôt, par exemple en taxant les loyers et les plus-values mobilières. Petit à petit, il faut réduire la différence entre le régime de taxation des revenus immobiliers et mobiliers.</p> <p>(Parisis p.3) <u>Propositions en ce qui concerne le patrimoine immobilier :</u></p> <p>Le système de portabilité des droits d'enregistrement sur la maison d'habitation appliqué par le Flandre (pour inciter les gens à se mouvoir, à déménager le cas échéant et à ne pas être pénalisés s'ils achètent une maison plus près de leur lieu de travail = moins d'embouteillages) devrait être appliqué par les deux autres régions. Mais, pour ce faire, le système de portabilité doit être interrégional.</p> <p>(Parisis p.4) Il conviendrait de limiter à 10% ou moins le taux des droits d'enregistrement (12,5% à Bruxelles et en Wallonie) afin de s'aligner sur la moyenne européenne.</p>
---------------------------------	---

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>Il faut supprimer le tarif réduit pour les habitations modestes (6%) (dont le revenu cadastral ne dépasse pas un certain seuil). Ce revenu cadastral est dépassé car il n'y a plus eu de péréquation depuis longtemps. C'est une source d'injustice fiscale.</p> <p>En ce qui concerne le droit de partage, il faut faire passer de 1% à 2,5% le droit de partage lorsqu'on sort d'indivision, car il est anormal qu'il y ait une différence entre le droit de partage et le droit de vente.</p> <p>(Parisis p.4) <u>Propositions en ce qui concerne les biens mobiliers :</u></p> <p>La taxe sur les opérations de bourse (achat d'actions ou d'obligations en bourse) est complètement désuète qu'il va falloir réformer. C'est une taxe injuste car elle est plafonnée (pour éviter que les opérations portant sur des montants trop élevés ne soient faites à l'étranger).</p> <p>Cette taxe devrait être déplafonnée sinon elle touche principalement les modestes contribuables et les contribuables moyens, autrement dit, la classe moyenne et la classe supérieure y échappe, sauf à concurrence de 1500 euros.</p> <p>(Parisis p.4 et 5) Il convient de supprimer cette taxe sur les opérations de bourse et de la remplacer par une taxe nationale sur les transactions financières qui a pour caractéristiques d'avoir une assiette d'imposition beaucoup plus large que la taxe sur les opérations boursières mais aussi d'avoir des taux plus bas et d'être beaucoup plus juste puisqu'elle n'est plus plafonnée . Le projet européen en ce sens patine.</p> <p><u>Trois taux sont possibles:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque vous acquérez un produit de capitalisation – autrement dit des Sicavs qui ne génèrent aucun revenu – 0,2% par transaction à l'achat mais aussi à la vente.</li> <li>- lorsqu'il s'agit d'un produit de distribution qui est susceptible de générer un revenu, une obligation, une action, des fonds de distribution : 0,1%. C'est moins parce que les coupons sont taxés au précompte mobilier de 25%, c'est une juste compensation.</li> <li>- Sur les produits dérivés qui aujourd'hui ne font l'objet d'aucun impôt, lorsque vous achetez des options : 0,05% sans plafond, pour éviter l'injustice.</li> </ul> <p>(Parisis p.5) <u>Quid en cours de détention des immeubles ?</u></p> <p>Actuellement, on paie le précompte immobilier sur chacune des maisons que l'on possède (même en l'absence de revenu</p>
---------------------------------	--

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>locatif). Le problème est qu'il est calculé de manière forfaitaire sur base du revenu cadastral. On constate des disparités entre la ville et la campagne. Souvent, le revenu cadastral est inchangé malgré les améliorations apportées au bien. Les Belges ne sont plus égaux devant la loi. La dernière péréquation cadastrale date de 1975.</p> <p>Il conviendrait de remplacer le précompte immobilier par une taxe foncière plus juste mais aussi par une imposition générale des loyers.</p> <p>(Parisis p.5) En ce qui concerne la taxation des loyers :</p> <p>Actuellement, les loyers sont taxés entre 5% et 15% alors que le précompte mobilier est passé de 15% à 25%. Il y a un traitement inégal entre les détenteurs d'un patrimoine immobilier et mobilier.</p> <p>(Parisis p.5 et 6) Il faut une taxation plus substantielle des loyers des immeubles d'habitation loués à des particuliers, c'est-à-dire une imposition des loyers bruts (pas des charges), pas de possibilité de déduire les intérêts d'emprunts contractés en vue d'acquérir et de conserver ces immeubles d'habitation . Pour les autres immeubles, il ne faut pas, du moins provisoirement, modifier le régime de taxation actuel où une globalisation des revenus a été mise en place.</p> <p>Et, par ailleurs, il n'y aurait pas de forfait pour charges. Le plus simple est une imposition des loyers bruts mais un taux d'imposition faible de 10% auquel s'ajoute une cotisation sociale additionnelle de 25% de l'impôt (pour financer la sécurité sociale), ce qui veut dire un taux d'imposition de 12,5</p> <p>(Parisis p.6) En ce qui concerne les revenus mobiliers :</p> <p>En ce qui concerne les intérêts et les dividendes, il ne faut pas tendre vers une globalisation mais vers une taxation distincte tout en prévoyant deux taux : un tarif réduit de 10% + 2,5% de cotisation sociale (= un total de 12,5%) et un tarif normal de 20+5% de cotisation sociale (= 25%). On arrive ainsi au taux actuellement en vigueur. Le tarif réduit s'appliquerait aux dividendes d'actions émises par les PME depuis le 1<sup>er</sup> juillet.</p> <p>Il ne faut pas ajouter d'additionnels communaux mais prévoir une perception à la source sous forme d'un précompte mobilier libératoire. L'impôt doit être retenu à la source car c'est plus facile pour le percevoir et cela signifie pour l'Etat que l'impôt est récolté deux ans plus tôt.</p> <p>Mais, si le revenu est encaissé à l'étranger, il n'est pas possible de prélever un précompte mobilier à la source. Il faut,</p>
---------------------------------	---

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>dans ce cas, obliger les Belges à mentionner leurs revenus mobiliers dans leur déclaration fiscale.</p> <p>(Parisis p.6) <u>Taxation des revenus des livrets d'épargne :</u></p> <p>L'exonération des 1880 premiers euros d'intérêts sur les livrets d'épargne est dépassée. Il faut en revenir à un régime de taxation normal, c'est-à-dire un prélèvement à la source, un précompte réduit non pas de 15% comme c'est le cas aujourd'hui pour tout ce qui dépasse 1880 euros, mais le tarif ordinaire de 20% plus 5% de cotisations sociales, c'est-à-dire 25%.</p> <p>(Parisis p.6 et 7) Il ne faut pas favoriser l'épargne à court terme mais l'épargne à long terme. Les emprunts spéciaux émis par l'Etat pourraient être taxés à un précompte réduit (<math>10\% + 2,5\% = 12,5\%</math>) parce qu'ils poursuivraient des thématiques particulières comme par exemple, la construction d'hôpitaux, la rénovation de bâtiments scolaires ou encore la restauration de notre patrimoine culturel.</p> <p>(Parisis p.7) Il convient par ailleurs de renforcer le troisième pilier de pension pour favoriser l'épargne à long terme (940 euros de déduction annuelle actuellement, c'est trop peu).</p> <p>(Parisis p.7) <u>En ce qui concerne la réalisation du patrimoine :</u></p> <p>Actuellement, il y a la taxe de 25% sur les plus-values réalisées lors de la vente de parts d'organismes de placement collectifs (Sicavs, fonds de placement). Or, celui qui revend ses parts avec une moins-value, ne peut pas déduire cette moins-value de ses impôts. Ce n'est pas normal.</p> <p>(Parisis p.7 et 8) Si l'on veut une neutralité fiscale, il faut prévoir le même régime pour toutes les Sicavs (sicavs d'obligation, sicavs mixtes, sicavs d'actions). Il faudrait supprimer la taxe sur la vente des sicavs et la remplacer par une imposition des plus-values mobilières, en distinguant les plus-values spéculatives et les plus-values ordinaires. Le caractère spéculatif d'une plus-value doit s'apprécier en fonction du temps entre le moment où on acquiert le bien et le moment où on le revend (6 mois comme au Luxembourg). Il est également nécessaire de taxer les plus-values ordinaires qui dépassent 6 mois.</p>
---------------------------------	--

<b>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE</b>	<p>(Parisis p.8) Il ne faut pas limiter dans le temps, la taxation des plus-values.</p> <p>En ce qui concerne le type d'imposition pour les plus-values mobilières, il faut un tarif distinct qui se justifie pour des raisons purement économiques. On peut imaginer deux taux distincts : 10% pour les plus-values ordinaires et 30% auxquels doit s'ajouter la cotisation sociale de 25%. Cela donne 37,5% et 12,5% à partir de 6 mois. Il vaut mieux y aller progressivement.</p> <p>(Parisis p.9) La taxation de la plus-value avec retenue d'un précompte mobilier à la source est à recommander. Cela permet à l'Etat de toucher son impôt plus vite mais cela simplifie surtout le mode de perception de l'impôt. En cas de moins-values, on ne pas retenir d'impôt à la source mais le contribuable pourra mentionner ses moins-values dans sa déclaration fiscale afin d'obtenir un remboursement de l'impôt trop perçu. En outre, on ne tiendrait compte de plus-values et des moins-values que sur une année. Il ne serait pas possible de reporter des moins-values et des plus-values d'une année à l'autre.</p> <p>(Parisis p.9)</p> <p><u>En ce qui concerne les droits de succession (transmission en cas de décès) et les droits de donation (transmission entre vifs) :</u></p> <p>Droits de succession : Il faut absolument maintenir le système qui s'applique aux donations faites dans les trois ans précédant le décès et même faire passer ce délai à 5 ans. Les déclarations faites dans les 3 ans seront à déclarer dans la succession. Les contribuables auront ainsi davantage envie d'enregistrer leur donation au tarif réduit.</p> <p>En outre, le tarif des droits de succession doit être totalement revu, la grille tarifaire actuelle est dépassée et il y a beaucoup trop de tranches (7 à 8 tranches à Bruxelles et en Wallonie contre 3 en Flandre).</p> <p>(Parisis p.10) Les tranches doivent être plus larges ; le maximum doit être de 50% en ce compris entre étrangers sinon les comportements inciviques se multiplient.</p> <p>Il faut également indexer les barèmes fiscaux des droits de succession (à l'instar des barèmes des impôts sur les revenus), afin de s'aligner sur l'inflation.</p> <p>Il faut abandonner les taux fixes pour les successions qui bénéficient à des personnes morales (fondations, ASBL), il faut</p>
---------------------------------	--

	instaurer une dose de progressivité dans les legs qui leurs sont consentis.
<b>Perception correcte de l'impôt et lutte contre la fraude</b>	<p><b>(Autenne)</b></p> <p>(Autenne p.4) Pour éviter les fraudes carrousels, on pourrait supprimer l'exonération intracommunautaire et en établissant une application de la TVA avec versements à des représentations fiscales que chaque pays aurait dans un pays de la communauté, de telle façon qu'il y ait un regain dans la confiance, qui est tout de même peu existante entre les États membres. Ils seraient au moins certains que la TVA qui va être déduite par leurs assujettis est versée à la délégation de leur ambassade qui peut être en contact avec l'administration fiscale belge</p>
<b>Perception correcte de l'impôt et lutte contre la fraude</b>	<p><b><u>Maus</u></b></p> <p>(Maus, transparent 17) Modifier les procédures en matière de conformité fiscale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rétablir la relation entre le contribuable et le fisc</li> <li>- instaurer un modèle de contrôle présentant les garanties requises en termes de transparence et de sécurité juridique</li> <li>- instaurer un modèle de sanction présentant les garanties requises en termes de transparence et de sécurité juridique</li> <li>- se fixer pour objectif de réduire le volume de l'économie souterraine afin qu'il soit comparable à celui des pays voisins et ce, de manière à faire baisser la pression fiscale globale</li> </ul> <p><b><u>(De Bruecker et Schuermans)</u></b></p> <p>(De Bruecker et Schuermans, p. 2-3) Conditions de base afin de permettre au contribuable de jouer lui-même un rôle dans le cadre de la fixation d'une fiscalité équitable :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. simplification de la législation fiscale : il faut réduire le nombre de codes en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques;</li> <li>2. droit fondamental à l'obtention d'informations claires sur les montants doit être garanti et d'autres données dont le fisc dispose et l'origine des montants : il faut faire en sorte que la procédure de correction soit plus rapide;</li> <li>3. droit fondamental à la rectification de montants et de données incorrects sur lesquels l'administration se base : la</li> </ol>

<b>Perception correcte de l'impôt et lutte contre la fraude</b>	<p>possibilité de rectification jusqu'à la date ultime de dépôt ou jusqu'à l'enrôlement doit être ancrée dans la législation.</p> <p>Recommandation. : Une réclamation qui est introduite dans les délais requis auprès d'un service des Finances (qui est soit chargé de l'établissement de la taxation, soit du recouvrement de l'impôt) doit être considérée comme recevable et transmise par voie interne au directeur régional compétent (cf. la charte pour une administration à l'écoute des usagers).</p> <p>(De Bruecker et Schuermans, p. 4) Recom. : L'administration doit respecter de manière systématique l'article 346 du Code des impôts et adresser un avis de rectification au contribuable lorsqu'elle entend rectifier les données de sa réclamation. Un aménagement de la procédure de recours lorsque cette formalité substantielle n'a pas été respectée est indispensable dans le sens d'un meilleur équilibre entre les armes du contribuable et celles du fisc.</p> <p>(De Bruecker et Schuermans, p.4-5) Recom. : Les possibilités de dégrèvement d'office sont trop limitées : une extension de la notion d'erreur matérielle devrait permettre à l'administration de rectifier de telles erreurs ou omissions même après l'expiration du délai de recours ordinaire. Il faut définir dans une loi la notion d'erreur matérielle et y inclure en tout cas les omissions évidentes et dûment établies.</p> <p>CIR 92</p> <p>(De Bruecker et Schuermans, pp.5-6) L'article 375 du CIR 92 prévoit que la décision du directeur des contributions est irrévocable, sauf si une action est intentée devant le tribunal. Conformément au droit administratif, une décision irrégulière peut être retirée : le retrait se base sur deux principes généraux du droit, à savoir le principe de légalité et le principe de sécurité juridique. L'application de l'article 375 du CIR est difficilement conciliable avec les principes du droit administratif. Il est souhaitable de modifier l'article 375 du CIR, soit en supprimant le terme "irrévocable", soit en y inscrivant explicitement la possibilité de retirer une décision irrégulière prise au détriment du citoyen, ce qui permettra alors à ce dernier de s'adresser au médiateur en vue d'un règlement alternatif du différend.</p> <p>(De Bruecker et Schuermans, p. 6) Conformément à l'article 376 du CIR 92, tout contribuable a le droit de demander le dégrèvement des surtaxes résultant d'erreurs apparaissant à la lumière de « faits nouveaux ». La déclaration d'inconstitutionnalité par la Cour constitutionnelle d'une norme légale sur la base de laquelle un impôt est prélevé est un "fait nouveau". En pareil cas, l'administration ne procédera pas spontanément au dégrèvement des surtaxes. Il est souhaitable que le législateur :</p> <p>1° garantisse que l'administration procédera dans tous les cas au dégrèvement d'office des surtaxes – y compris auprès des personnes pour lesquelles une décision négative a été rendue préalablement à la déclaration d'inconstitutionnalité;</p> <p>2° impose à l'administration l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'informer les citoyens de</p>
---	--

<p><b>Perception correcte de l'impôt et lutte contre la fraude</b></p>	<p>l'institutionnalité, par exemple en joignant une note à la déclaration, en diffusant un communiqué de presse ou en éditant une brochure.</p> <p>(De Bruecker et Schuermans, p.8-9)</p> <p><u>Revenu cadastral</u></p> <p>Par manque d'information et de transparence, les modalités de fixation du revenu cadastral demeurent sources de beaucoup d'incompréhension de la part des citoyens. La chance d'obtenir une révision spéciale apparaît très théorique puisque le contribuable doit démontrer qu'à la suite de circonstances nouvelles et permanentes dans l'environnement, la valeur locative d'un habitation a baissé de 15 %. Les possibilités actuelles de révision demeurent trop réduites pour rencontrer les situations de distorsion et d'inégalité.</p> <p>Beaucoup de griefs concernent le manque de prévisibilité de l'impôt. La législation fiscale actuelle ne semble pas être adaptée aux évolutions sociales en matière de coparenté (régime devenu en principe la règle depuis la loi du 18 juillet 2006) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La notion 'd'enfants à charge', définie par l'article 136 du Code des impôts sur les revenus, n'est plus adaptée : elle s'appuie sur la notion de « domicile fiscal unique de l'enfant», qui détermine celui des parents qui pourra bénéficier de l'octroi des quotités exemptées d'impôt pour enfants à charge. En cas de coparenté, les parents peuvent faire le choix de partager ce supplément de quotités exemptées ;</li> <li>- La législation fiscale exclut de combiner l'avantage lié au supplément de quotité exemptée d'impôt et la déduction de la rente alimentaire : cette impossibilité est interpellante en cas de coparenté ;</li> <li>- L'administration n'applique pas automatiquement le choix le plus favorable pour le contribuable.</li> </ul> <p>Recom. : Une réforme de la fiscalité de la famille est souhaitable dans un but d'harmonisation et de simplification en vue de réaliser une fiscalité réellement neutre par rapport au type de famille des contribuables.</p> <p><u>Code de la TVA</u></p> <p>Le Code de la TVA dispose que la base d'imposition des prestations de services ayant pour objet des travaux immobiliers (bâtiments à ériger) ne peut être inférieure à la valeur normale. Pour déterminer la valeur normale, le contrôleur de la TVA</p>
--	--

<p><b>Perception correcte de l'impôt et lutte contre la fraude</b></p>	<p>applique l'instruction administrative interne n° B 57. Celle-ci n'est pas publiée et son contenu n'est pas communiqué aux citoyens qui le demandent (Justification émanant de l'administration : loi de 1994 sur la publicité de l'administration).</p> <p>Une application systématique et généralisée de l'instruction administrative n° B 57 est contraire au droit européen. Toutefois, dans le cadre d'un entretien, l'administration accepte de communiquer au moins au propriétaire quels éléments elle prend en compte pour le calcul de la valeur normale de son habitation. Une révision à la baisse du montant de TVA est alors possible. Ce système n'est pas satisfaisant. L'égalité de traitement entre les citoyens n'est pas garantie.</p> <p>(De Bruecker et Schuermans, pp. 9 et 10)</p> <p><u>Perception et restitution d'impôts</u></p> <p>1. Les articles 194 et 195 de la loi-programme du 22 décembre 2008 créent la base légale permettant de garantir une perception rapide et efficace des impôts : le fisc peut, sans formalités, affecter toute somme à restituer ou à payer à un contribuable au paiement des sommes dues par cette personne. Il s'agit non pas d'un droit du citoyen mais d'une possibilité pour l'administration.</p> <p>Recommandation: remplacer le système existant par un système de compensation légale : cela permettrait d'éviter que le contribuable titulaire d'une créance contestée ne continue à payer des intérêts de retard et/ou des amendes pour paiement tardif alors que le fisc est bel et bien en possession de l'argent.</p> <p>2. restitution de montants de TVA : aucune modalité n'est prévue pour le paiement automatique d'intérêts moratoires dans les cas où l'assujetti à la TVA doit attendre une juste restitution pendant un délai déraisonnablement long.</p> <p>Recommandation : vu les conséquences financières qui peuvent être lourdes pour l'assujetti à la TVA, il faut prévoir des possibilités complémentaires en termes d'intérêts moratoires et imposer à l'administration l'obligation légale de respecter des délais plus stricts en ce qui concerne la restitution de montants de TVA.</p> <p>(De Bruecker et Schuermans, p.13)</p> <p><u>Conclusion</u></p> <p>Plaidoyer en faveur de l'élaboration d'une charte régissant les relations entre le contribuable et le fisc, sur le modèle de la charte de l'assuré social, qui règle les relations entre le SPF Sécurité sociale et les citoyens. La charte du contribuable doit être évaluée et adaptée.</p>
--	--

<b>Perception correcte de l'impôt et lutte contre la fraude</b>	<p><b>(Secrétaire d' Etat Crombez)</b></p> <p>(Secrétaire d'Etat, p. 22) Il ressort d'une étude européenne que l'État belge subit chaque année une perte de recettes de 30 milliards d'euros à cause des fraudeurs. Cette perte affecte aussi bien les recettes fiscales que parafiscales. D'importantes recettes pourraient donc encore être perçues en luttant contre la fraude.</p> <p><b>(Deplae)</b></p> <p>(Deplae p.2) Une politique fiscale pourrait être une politique qui favorise l'emploi. (...) L'administration fiscale doit faire appliquer la loi mais cette loi doit évoluer et changer pour permettre à tout le monde de survivre.</p> <p>(Deplae p.2) Actuellement, l'administration fiscale contrôle surtout l'ISOC et l'IPP et très peu les personnes qui ne rentrent pas de déclaration fiscale. Dans le cadre d'une réforme globale, il faudra penser à simplifier l'impôt, à le rendre beaucoup plus juste par rapport à tout le monde et à avoir un système où le contrôle soit beaucoup plus simple et permette de libérer du temps pour déléguer des personnes à la recherche des contribuables qui ne rentrent aucune déclaration.</p> <p><b>(Traversa)</b></p> <p>(Traversa p.4) Les différences de taxation, mal ou non-expliquées, sont une cause importante d'évasion, voire de fraude fiscale. C'est quelque chose qu'il faut garder à l'esprit lorsqu'on légifère.</p>
---	--

## THEMA'S N VOLLEDIG

03.02.2014

**GEMENGDE PARLEMENTAIRE COMMISSIE BELAST MET DE FISCALE HERVORMING**

## Thema's

<b>THEMA'S + ref. experten</b>	
<b>ALGEMEEN</b>	<p><b>(Leemans)</b></p> <p>(Leemans blz. 4) In de literatuur bestaat een vrij ruime consensus over het feit dat een brede belastinggrondslag in combinatie met een lage aanslagvoet beter is dan een smalle belastinggrondslag in combinatie met een hoge aanslagvoet.</p> <p><b>(Valenduc)</b></p> <p>(Valenduc blz. 6) Inzake opleidingsondersteuning wordt investering in menselijk kapitaal gezien als een belangrijke factor op het vlak van het structurele concurrentievermogen; in dat verband had de HRF voorgesteld werknemers de mogelijkheid te bieden uitgaven bij de zoektocht naar werk, inclusief opleidingskosten, fiscaal in mindering te brengen. Zo zouden masterstudenten in de economie met een aangepaste uurregeling aldus hun inschrijvingsgeld in mindering kunnen brengen. Ten opzichte van de werkgever had de HRF een vermindering van de vennootschapsbelasting voorgesteld die was gebaseerd op hogere opleidingskosten (niet op het opleidingsniveau, maar op de stijging). Destijds heeft de HRF een budgettair neutrale berekening gemaakt (zie vennootschapsbelasting)</p> <p><b>(Haelterman)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>vergrijzing</i></li> </ul> <p>(Haelterman, blz. 2) Vergrijzing kost veel geld, beroepsactieve bevolking verminderd. Om het systeem betaalbaar te houden, is er een <i>shift</i> nodig van belasting op arbeid naar andere vormen van fiscaliteit: nadelen over fiscale instrumenten die op een passende wijze die verschuiving in de fiscale draagkracht naar niet-beroepsmatig actieve personen kunnen capteren.</p>

<b>ALGEMEEN</b>	<p><b>(Autenne)</b></p> <p>(Autenne blz. 3) In fiscale aangelegenheden moet altijd in een degressiviteitsregel worden voorzien, om een automatisch verlies van zijn rechten te voorkomen (sommige personen vragen bijvoorbeeld om geen opslag te krijgen, om het recht op een studiebeurs voor hun kinderen niet te verliezen).</p> <p><b>(Dewolf)</b></p> <p>Aan de algemene balans van de Belgische fiscaliteit kan niet worden gesleuteld, niet wat de algemene fiscale druk betreft, noch inzake de spreiding over de verschillende heffingencategorieën. Het sociaal model zou grondig moeten worden gewijzigd. Aangezien daarover evenwel geen consensus bestaat, ware het veeleer aangewezen een schema uit te werken waarin het sociaal model niet fundamenteel wordt gewijzigd, maar waarin wordt geprobeerd de financiering van dat model bij te sturen, en wel op drie vlakken:</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. relatieve verhoging van de belasting op de inkomsten uit kapitaal ten opzichte van de inkomsten uit arbeid. De traceerbaarheid van de financiële inkomsten maakt zulks mogelijk;</li><li>2. tevens zijn er economische, sociologische en juridische mogelijkheden om de belasting op goederen, diensten en ongewenst gedrag te verhogen (bijvoorbeeld op alcohol, tabak, koolstofgassen (voertuigen));</li><li>3. er zijn mogelijkheden om afwijkend gedrag financieel te bestraffen (momenteel gaat men nu reeds veeleer over tot een minnelijke schikking dan tot een strafproces).</li></ol> <p><b>Maus</b></p> <p>(Maus, slides) De pijnpunten van het Belgische fiscale systeem zijn de volgende:</p> <p>De hoge belastingdruk</p>
-----------------	---

<b>ALGEMEEN</b>	<p>De ongelijke verdeling van de belastingdruk</p> <p>De complexiteit van het fiscaal systeem</p> <p>De inningsproblematiek van de belastingheffing (zwarte economie)</p> <p><b>(Panier)</b></p> <p>(Panier blz. 2) De economen zijn ervan overtuigd dat de fiscale uitgaven grotendeels moeten worden verminderd en dat ze moeten worden gecompenseerd door een progressieve belastingvermindering. Nieuwe fiscale uitgaven zouden alleen opnieuw mogen worden ingesteld als ze gepaard gaan met een strenge evaluatie.</p> <p>(Panier blz. 6) De huidige regeling moet niet gewijzigd worden wat de progressiviteit betreft. <i>Flat tax</i>-regelingen en het verlagen van de progressiviteit moeten worden vermeden.</p> <p>(Panier blz. 6 en 7) Een goed instrument om werkgelegenheid te creëren is niet een algemene verlaging van de belastingen op arbeid maar eventueel een loonmatiging.</p> <p>(Panier blz. 7) Wat de gerichte verlaging voor de lage inkomens betreft, stellen de economen vast dat de verlagingen van de werkgeversbijdragen zeer doeltreffend zijn geweest om werkgelegenheid te scheppen. Is de limiet van de doeltreffendheid van die verlagingen echter al niet bereikt ? Is de verlaging van de loonkosten wel het doeltreffendste middel om de werkgelegenheid te verbeteren voor de laaggeschoolden ?</p> <p><b>(De Keuleneer)</b></p> <p>(De Keuleneer, blz.1-5) 1.Vaststelling : Het grootste probleem waar België mee te kampen heeft, is het verschil tussen het bruto- en nettoloon : een bedreiging voor onze economie en onze sociale zekerheid.</p> <p>Dat zorgt voor problemen voor het externe en interne concurrentievermogen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- extern concurrentievermogen : onze lonen zijn hoog ;</li> </ul>
-----------------	--

<b>ALGEMEEN</b>	<p>- intern concurrentievermogen : er wordt niet voorzien in een aantal behoeften + grote concurrentie van zwartwerk en semilegal werk (werkennemers die in België werken met een buitenlands contract).</p> <p>Dat verschil heeft een nadelig effect op onze economie, onze ondernemingen, onze non-profitsector : dit ontmoedigt mensen om te werken en ondernemingen om aan te werven.</p> <p>(De Keuleneer , blz.3)</p> <p>Aanbeveling : Het verschil tussen bruto- en nettoloon kleiner maken en een alternatieve financiering invoeren, bijvoorbeeld via een hogere indirecte belasting.</p> <p>(De Keuleneer , blz.3)</p> <p>Vaststelling : Het niveau van de kapitaalinkomstenbelasting, van de vennootschapsbelasting en indirecte belasting is in België veeleer laag ten opzichte van het Europees gemiddelde, maar de btw-voet is veeleer hoog: er zijn heel veel vrijstellingen en enorm veel verlaagde tarieven.</p> <p><b><u>(Minister Geens)</u></b></p> <p>(Minister Geens, blz. 2) Een daling van de lasten op arbeid met 1%, kost de Staat 1,9 miljard euro. Indien dit zou worden gecompenseerd met een verhoging van de btw met 1% zou dat, 1,76 miljard euro opbrengen. In dat geval zou er dus nog een tekort zijn van bijna 200 miljoen euro.</p> <p><b><u>(Staatssecretaris Crombez)</u></b></p> <p>(Staatssecretaris Crombez, blz. 22) Volgens een Europese studie zou de Belgische Staat elk jaar 30 miljard euro aan inkomsten derven door fraude. Het gaat dan zowel om fiscale als parafiscale inkomsten. Uit fraudebestrijding kunnen er dus nog wel wat inkomsten worden gehaald.</p> <p><b><u>(Brys)</u></b></p> <p>(Brys, blz. 2) Een studie van de OESO naar de correlatie tussen belastingen en economische groei toont aan dat de</p>
-----------------	--

<b>ALGEMEEN</b>	<p>vennootschapsbelasting de belasting is die de meeste schade aanricht aan de economische groei, vervolgens zijn het de personenbelasting en de btw. De belastingen op onroerend goed zijn het minst negatief voor de economische groei.</p> <p>(Brys, blz. 2) Bij belastinghervormingen wordt best rekening gehouden met drie belangrijke punten:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De genomen maatregelen moeten effect hebben op de lange termijn.;</li> <li>- Tax incidence: diegene die de belasting betaalt is niet noodzakelijkerwijze de persoon die de belasting draagt;</li> <li>- Het is beter om het slechte te belasten dan het goede te subsidiëren.</li> </ul> <p><b>(Kermode)</b></p> <p>(Kermode blz.3) De Europese Unie heeft al beslist vanaf 2015 de dienstverlening (telecommunicatie en andere) in het land van de consument te belasten.</p> <p>(Kermode blz.4) De druk op arbeid sterk verlagen en tegelijk gebruik maken van mogelijke andere belastingen, om geen ontvangsten te verliezen. Het gaat om de zogenaamde <i>taxshifts</i>, waarbij men de heffingen op arbeid verlaagt maar er elders weer invoert, óók heffingen op consumptie en voorts recurrente vastgoedbelastingen en milieuheffingen.</p> <p>Als basiscriteria heeft de Europese Commissie ook beslist de grondslag te verbreden in plaats van de belastingtarieven te verhogen, veel verder te gaan met samenwerking en systematische maatregelen tegen fraude, de belastingdiensten veel doeltreffender te maken, de fiscale voordelen te verminderen waarbij de ondernemingen ertoe worden aangezet zich met leningen te financieren, alsook de residentiële vastgoedfiscaliteit licht te herzien. Dat alles heeft geresulteerd in vrij precieze aanbevelingen volgens een analyse per land (<a href="#">zie jaarlijkse publicatie .....</a>). Die analyses zijn voor elk land goed doelgericht, worden met de lidstaten besproken en worden vervolgens omgezet in de aanbevelingen van de Raad. Men mag dus niet zeggen dat de Commissie alleen werkt. Er is een hele coördinatieprocedure met de lidstaten, wat de kracht is van die aanpak.</p> <p><b>Peeters</b></p> <p>(Peeters, blz. 1 en 2) Het is immers hoog tijd om ook in België ons grondig te bezinnen over een hervorming van het fiscaal systeem. Er zijn daarvoor verschillende redenen en het wordt aanbevolen door verschillende instanties. De Europese Commissie beveelt aan fors te reduceren in de fiscale uitgaven.</p>
-----------------	---

	<p><b>ALGEMEEN</b></p> <p><b>(Colmant)</b></p> <p>(Colmant blz.1) Belangrijk zou zijn de principes van 1962 — die toenertijd gebaseerd waren op de globalisering van de inkomsten en de progressiviteit — om te zetten naar de economische situatie van 2013; in tegenstelling tot de jaren '60 leven we nu in een diensteneconomie is, veeleer dan in een industriële economie.</p> <p>Dat zou, in het kielzog van de principes van 1962, leiden tot het herstel van een uitgesproken progressiviteit van de beroepsinkomsten, en wellicht ook opnieuw tot een gedeeltelijke globalisering van de inkomsten uit vermogen naar gelang van het risiconiveau.</p> <p>In het kader van de beroepsinkomsten zal men ongetwijfeld moeten voorzien in aftrek mogelijkheden voor het langetermijnsparen, dat geacht wordt de inkomstenderving op een bepaald moment te dekken.</p> <p>(Colmant blz. 1 en 2) Fiscaliteit moet geënt zijn op de werkelijkheid; men moet rekening houden met een reeks belangrijke parameters: parameters in verband met de economische omstandigheden, de conjunctuur, de sectorale gegevenheid, de regionale geografische realiteit. Voorts moet men rekening houden met de vergrijzing van de bevolking, de structuur van de arbeidsmarkt; de belasting op arbeid mag immers niet los staan van die realiteiten: er bestaan namelijk verscheidene rechtsposities, verschillende formules van beloning, als ambtenaar, werknemer, arbeider of zelfstandige; de werkelijkheid verschilt naargelang een onderneming klein of groot is, alsook naargelang een werknemer jong of oud is. ( .... )</p> <p>De arbeidsfiscaliteit moet ook tot stand komen in het kader van de perifere realiteiten, namelijk de problemen met de indexering en de sociale zekerheid.</p> <p><b>Decoster</b></p> <p>(Decoster, blz. 2) In de discussie over "optimale belastingen" moet een onderscheid worden gemaakt tussen de drie belangrijke aspecten ervan: de omvang van de overheidsontvangsten die men nodig heeft, de gewenste herverdeling die een duidelijke doelstelling is en de structuur van het belastingsysteem voor gegeven opbrengsten of de efficiëntie van het systeem.</p> <p>(Decoster, blz. 4) Herverdeling hangt uiteindelijk evenveel af van de gemiddelde voet als van de progressiviteit. Spreker pleit ervoor om zich niet blind te staren op de progressiviteit.</p> <p>(Decoster, blz. 7) Gelieve geen illusies te hebben over een alternatief voor de progressieve personenbelasting vanuit het objectief van de herverdeling. Andere instrumenten zijn ofwel regressief (BTW) ofwel beperkt in omvang (kapitaalbelasting), ofwel inefficiënt</p>
--	---

	(vlaktaks). Wel is er ruimte voor hogere belasting op inkomsten uit kapitaal of een vergroening van de fiscaliteit.
ALGEMEEN	<p><b>(Malherbe)</b></p> <p>(Malherbe blz. 1) Een belasting moet billijk en efficiënt zijn.</p> <p>Wat is een billijke belasting? Een eenvoudige, stabiele belasting, waarvan de rechtszekerheid gewaarborgd is.</p> <p>Wat is een efficiënte belasting? Een belasting die een budgettair rendement verzekert, economisch neutraal is en waarvan de administratieve kosten (transactiekosten) zo gering mogelijk zijn.</p> <p><b>(Bourgeois)</b></p> <p>(blz.1) <u>Eerste aanbeveling</u>: de autonomie van het fiscaal recht opvoeren, door een frequenter gebruik van autonome concepten. De vraag is of het fiscaal recht naast het niet-fiscaal (gemeen) recht bestaat en of het de juridische concepten zonder meer overneemt zonder ze te (mogen) wijzigen.</p> <p>De concepten moeten voldoende nauwkeurig en voldoende gedefinieerd zijn.</p> <p>(blz.4) Bij het doorvoeren van een belastinghervorming moet er duidelijkheid zijn over de nagestreefde doelstellingen, omdat die de maatstaf zullen zijn om vervolgens te beoordelen of de door de belastingplichtigen verrichte rechtshandelingen al dan niet aanvaardbaar zijn, en onder de toepassing van de anti-misbruikmaatregel kunnen vallen.</p> <p>(Bourgeois blz.4) Er dient te worden gewerkt met autonome fiscale begrippen die duidelijk zijn gedefinieerd en beter zijn afgestemd op het door de wetgever beoogde doel.</p> <p>Tweede aanbeveling: in fiscale aangelegenheden de beleidscoördinatie en -samenhang tussen de federale Staat en de gewesten opvoeren. Er dient een verband te zijn tussen de federale hervorming van het burgerlijk recht en een fiscale hervorming.</p>

<b>ALGEMEEN</b>	
<b>PERSONENBELASTING</b>	<p><b>(Leemans)</b></p> <p>(Leemans blz. 5) De fiscale druk op arbeid kan significant worden verminderd door:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de belasting efficiënter te vestigen en in te vorderen;</li> <li>- de fiscale fraude beter aan te pakken;</li> <li>- de belastinggrondslag te verbreden om de aanslagvoeten te kunnen compenseren zonder ze al te sterk te moeten verhogen, of sterk te moeten snoeien in fiscale uitgaven in de andere domeinen.</li> </ul>
<b>PERSONENBELASTING</b>	<p><b>Verbreding van de belastbare grondslag voor de berekening van de PB</b></p> <p><b><u>(Valenduc)</u></b></p> <p>(Valenduc blz. 5) Inzake banenaanbod had de HRF gekozen voor wat volgens hem het meest geschikte instrument was om de nettolonen op te waarderen, meer bepaald een op de lage lonen afgestemd belastingkrediet. (...). Lagere werkgeversbijdragen halen veel meer uit wanneer zij betrekking hebben op de lage lonen.</p> <p>(Valenduc blz. 6) Om het structurele concurrentievermogen te ondersteunen, had de HRF vrijstellingen van bedrijfsvoorheffing voor de onderzoekers voorgesteld.</p>

<b>PERSONENBELASTING</b>	<p>(Valenduc blz. 8 en 9) De HRF beveelt bijvoorbeeld aan om de vermindering van de belasting op de pensioenen doelgerichter te maken. De basisvermindering moet niet worden geschrapt, maar sneller afgebouwd.</p> <p>(Valenduc blz. 9) Voor het huwelijksquotiënt zou een vast bedrag kunnen worden vastgesteld.</p> <p><b><u>(Haelterman)</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>fiscaal activeringsbeleid</i></li> </ul> <p>(Haelterman, blz. 5) Er wordt gepleit voor een daling van de personenbelasting op beroepsinkomsten: niet door een algemene daling van het tarief van de personenbelasting, wel door het optrekken van de belastingvrije som tot het leefloon of het verhogen van het aftrekbaar kostenforfait (vergankelijk ook de controle).</p> <p>(Haelterman, blz. 5) Om mensen aan te zetten om te blijven werken na de pensioenleeftijd, kan er worden gedacht aan een belangrijke belastingvermindering van het wettelijk pensioen voor iedereen die beroepsinkomsten heeft na de pensioenleeftijd, of eventueel een belastingvrijstelling.</p> <p><b><u>(Autenne)</u></b></p> <p>(Autenne blz. 2) Inzake de PB moeten zeker de eerste schijven worden verbreed, als vastgehouden wordt aan het systeem van inkomen met vrijstelling aan de bron. Er moet worden gestreefd naar een coherenter systeem, waarbij een paar met kinderen de mogelijkheid moet krijgen naast beroepsgebonden lasten ook socio-professionele lasten in te brengen tegen het tarief van de hoogste schijf, d.w.z. lasten die verbonden zijn aan een activiteit van de beide partners.</p> <p><b><u>(Dewolf)</u></b></p> <p>Met betrekking tot de personenbelasting en de vennootschapsbelasting zouden verschillende denkpistes kunnen worden gevuld:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. een daling van de aanslagvoeten (gunstig voor de burgers en voor onze internationale concurrentiepositie). Momenteel zijn de marginale aanslagvoeten zeer hoog;</li> <li>2. een verruiming van de belastbare grondslag (ter compensatie van de gedaalde aanslagvoeten) en de afschaffing van bepaalde</li> </ol>
--------------------------	--

	<p>fiscale uitgaven (vooral wat de vennootschappen betreft). Slechts enkele uitgaven worden door het Europese recht opgelegd.</p> <p>Met betrekking tot de personenbelasting zou men kunnen overwegen de hoogste tarieven te beperken en geen tarieven meer in te stellen die de huidige tarieven overtreffen. Waarom niet in een tweetarievenstelsel voorzien: een eerste tarief van 0 % voor een verruimde schijf en een ander tarief van 35 tot 40 % (boven het Europese gemiddelde van de marginale aanslagvoeten)? Een andere mogelijkheid bestaat erin het progressiviteitsbeginsel opnieuw in te stellen, evenwel met een aanslagvoet van maximum 40 %.</p> <p><b><u>Maus</u></b></p> <p>(Maus, blz. 2) In alle handboeken over fiscaliteit kan nog altijd worden gelezen dat de personenbelasting progressief werkt, wat niet juist is. Het enige wat eigenlijk echt progressief wordt belast, zijn de arbeidsinkomsten. Het gros van de overige inkomsten in de personenbelasting wordt aan een vlaktaks onderworpen, met uitzondering van de inkomsten uit onroerend goed. Zij zijn echter onderbelast.</p> <p>(Maus, blz. 3) Aan de ene kant is er de overbelasting van arbeidsinkomsten, maar aan de andere kant is er het niet-belasten of het onderbelasten van andere inkomentypes. Bovendien zijn er tal van discriminerende uitzonderingsregimes.</p> <p>(Maus, slide 13) Doorknippen van de onderlinge afhankelijkheid van fiscale bevoegdheden, geen gemengde bevoegdheden meer Voorbeeld: afbouw van fiscale druk in de personenbelasting zorgt voor verhoging van fiscale druk op gemeentelijk niveau Resolutie kiezen voor of tegen fiscale regionalisering Tussenoplossingen met gemengde bevoegdheden zorgen voor enorme complexiteit vb. wetsvoorstel fiscale staatshervorming Tussenoplossingen met gemengde bevoegdheden zorgt voor fiscale verlamming vb. Nederlands voorstel stimulering bouwsector</p> <p>(M. Maus, slide 14) Equilibreren van directe en indirecte fiscaliteit; namelijk een shift van inkomstenbelastingen naar consumptie/ecologie</p> <p>(M. Maus, blz. 6) Belastingdruk op arbeid moet worden gekoppeld aan de vergrijzingsproblematiek</p> <p>(M. Maus, slide 15 en 16) Restaureren van fiscale gelijkheid</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Substantieel afbouwen van fiscale gunstregimes in ruil voor lagere algemene tarieven;</li> <li>- Shift van de belastingdruk op arbeid naar vermogen ( + consumptie/ecologie )</li> </ul>
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Belasten van de realiteit ipv fictie</li> <li>- Consequente keuze voor progressief of vlaktakssysteem</li> </ul>
	<p><b>(Panier)</b></p> <p>(Panier blz. 5) Men kan het Franse voorbeeld nemen, waar Thomas Piketty een dergelijke hervorming heeft voorgesteld en de gevolgen ervan zeer nauwkeurig heeft geraamd. Hij heeft ze op een budgettair neutrale wijze voorgesteld aangezien hij al het door een dergelijke hervorming geïnde geld gebruikt om de belasting op arbeid te verlagen – voor de 90 % mensen die alleen van hun arbeid leven. Voor die mensen die deel uitmaken van de groep van de laagverdieners is de verlaging die door een dergelijke belastingheffing op kapitaal mogelijk wordt gemaakt relatief beperkt, om de eenvoudige reden dat men met de volumes waar het om gaat, ook als men zwaarder zou belasten, geen gigantische bedragen kan binnenhalen. Die belangrijke hervorming moet doorgedragen worden. De absolute bedragen van de verlaging voor laagverdieners zijn ook belangrijk, maar men moet er niet op rekenen dat onze fiscaliteit ingrijpend zal veranderen. Het lijkt daarentegen vrij duidelijk dat de door Thomas Piketty voorgestelde hervorming veel billijker is dan de huidige regeling die regressief is voor de hoge inkomsten.</p> <p>(Panier blz. 5) Inzake personenbelasting betreft de goede maatregel van progressiviteit de belasting op inkomsten uit arbeid en niet op inkomsten uit sociale uitkeringen. (...) In een samenleving waarin nog enige de helft van het bbp op een of andere manier wordt belast, kan men zich niet veroorloven een groot deel van de bevolking aan minder dan 50 % te beladen. De progressiviteit zal dus uiteraard beperkt zijn in dat deel van de verdeling dat betrekking heeft op de middelhoge en hoge inkomens.</p> <p><b>(De Keuleneer )</b></p> <p>(De Keuleneer , blz.1-5)</p> <p>Vaststelling : Het grootste probleem waar België mee te kampen heeft, is het verschil tussen het bruto- en nettoloon : een bedreiging voor onze economie en onze sociale zekerheid.</p> <p>Dat zorgt voor problemen voor het externe en interne concurrentievermogen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- extern concurrentievermogen : onze lonen zijn hoog ;</li> <li>- intern concurrentievermogen : er wordt niet voorzien in een aantal behoeften + grote concurrentie van zwartwerk en semilegal</li> </ul>
PERSONENBELASTING	

PERSONENBELASTING	<p>werk (werknemers die in België werken met een buitenlands contract).</p> <p>Dat verschil heeft een nadelig effect op onze economie, onze ondernemingen, onze non-profitsector : dit ontmoedigt mensen om te werken en ondernemingen om aan te werven.</p> <p>(De Keuleneer , blz.3)</p> <p>Aanbeveling : Het verschil tussen bruto- en nettoloon kleiner maken en een alternatieve financiering invoeren, bijvoorbeeld via een hogere indirekte belasting.</p> <p><b><u>Peeters</u></b></p> <p>(Peeters, blz. 2) Het is duidelijk dat in ons land de arbeidsfiscaliteit en een hervorming ervan, niet los gezien kan worden van de problematiek van de sociale zekerheidsbijdragen. Graag hiervoor helicopterzicht en rekening houdend met de staatshervorming (p3)</p> <p>(Peeters, blz. 3) Belastingdruk op arbeid moet worden verminderd. Die druk is te hoog.</p> <p>(Peeters, blz. 3) Bij de hypothese van constante overheidsuitgaven is er nood aan een tax shift</p> <p>(Peeters, blz. 4) Wanneer men overweegt een fiscaal beleid te voeren gericht op arbeidsparticipatie, al dan niet gericht op specifieke categorieën van werknemers, zoals ouderen of laaggeschoolden, is het fout te denken dat de personenbelasting het enige daartoe in aanmerking komend beleidsinstrument is. (reglementering, subsidiëringen, vrijstellingen, ...)</p> <p>(Peeters, blz. 4 en 5) Op basis van het Mirrleesrapport: Bij een hervorming van de fiscaliteit zouden, alle regels die sturend of instrumenteel zijn bedoeld, aan een kritisch onderzoek moeten worden onderworpen. Volgens de spreker geldt dit vooral in de personenbelasting en hij is voorstander om te stoppen met het instrumentalisme of om te stoppen met het gebruik van de belastingen voor niet fiscale beleidsdoelstellingen. Instrumentalisme kent volgende nadelen: belastingstelsel te ingewikkeld, doorkruist de coherentie van het systeem, fiscale incentives veroorzaken ook onnodig een impliciete belastingdruk op arbeid die te hoog wordt, want men creëert fiscale uitgaven die elders moeten worden gecompenseerd, verslechtert de compliance, draagkrachtbeginsel wordt doorkruist.</p> <p>Conclusie: de fiscale kerstboom moet worden afgetuigd worden. Doe het afbouwen wel rustig aan.</p> <p>(Peeters, p6) kijktlijnen waarbinnen de taxatie van het arbeidsinkomen in de personenbelasting moet gebeuren:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Draagkracht</li> <li>Niet draagkrachtafstotend</li> <li>Draagkracht neutraliserende maatregelen</li> </ul>
-------------------	---

	<p>Samenlevingsvormneutraal Neutraliteit naar de oorsprong van het inkomen Reële draagkracht Netto-grondslag Eenjarigheidsbeginsel Rechtsvormneutraliteit</p> <p><b><u>(Colmant)</u></b></p> <p>(Colmant blz. 4) Als men op een gegeven moment opnieuw een beroepsbelasting wil promoten die tot iets aanzet, zal men noodzakelijkerwijs een zekere progressiviteit moeten herinvoeren. ( ...) Men kan kiezen voor ofwel vlaktaks, ofwel een "nieuwe progressiviteit"; op zijn minst moet men de progressiviteit opnieuw overwegen. Overschakelen naar vlaktaks, zou het Belgisch fiscale bouwsel volledig in de war sturen en in strijd zijn met het herverdelende karakter van de belasting.</p> <p>(Colmant blz.5) Over het algemeen zou hoe dan ook de progressiviteit van de belasting van de beroepsinkomsten moeten kunnen worden hersteld door het niet-belastbare minimum te verhogen, door die progressiviteit bij te sturen, door de aftrekken voor opleidingskosten en voor het aanleggen van het langetermijnsparen te verhogen, te aanvaarden dat de inkomsten uit aandelen (die in feite op hetzelfde neerkomen als een in een vennootschap ontplooide beroepsbezighed) tegen 50 % worden belast, alsmede een samenvoeging te heroverwegen van de roerende inkomsten die minder risico inhouden en die de gehele equatie verstoren.</p> <p><b>PERSONENBELASTING</b></p> <p>(Colmant blz. 6) Natuurlijk heeft dat alles een consequentie. Indien opnieuw tot een samenvoeging wordt overgegaan, moet tegelijkertijd ook een alomvattende daling worden overwogen van de belastingspercentages, die in België bijzonder hoog liggen ten opzichte van andere landen. Zo de belastinggrondslag wordt verruimd, is het immers denkbaar dat het algemene belastingspercentage lager zou uitvallen. Ook daarbij moeten berekeningen en econometrische analyses worden verricht, want er moet vorm worden gegeven aan zeer complexe substitutie-effecten, drempel effecten en <i>step impacts</i>. Het gaat om een ingewikkelde aangelegenheid die de inbreng van studiediensten vergt.</p> <p>(Colmant blz. 9, 10) De beroepskosten moeten een nieuwe invulling krijgen.</p> <p><b><u>Dierckx</u></b></p>
--	---

<b>PERSONENBELASTING</b>	<p>(Dierckx, blz. 1 en 2) Wij hebben meer groei nodig, want als er meer groei is en de mensen zijn aan het werk, is er minder druk op de sociale zekerheid:      Het statement dat dan naar voren komt bij een eventuele hervorming, is dat voornamelijk de werkenden iets meer zouden moeten hebben dan de niet-werkenden. Men zou de forfaitaire bedrijfslasten kunnen verhogen en slechts verhogen voor de werkenden. Het bewegen van de progressiviteit is eigenlijk opnieuw nodig.      De huwelijksquotiënt is een zeer goed systeem, een zeer billijk systeem, maar het heeft een nogal pervers effect om mensen terug aan het werk te helpen.      Vijftigplussers en vijfenvijftigplussers, een categorie die dikwijls als duur wordt beschouwd, waardoor ze het arbeidscircuit vroeger verlaat dan zou moeten. Men zou de sociale zekerheid degressief kunnen maken voor deze categorie.</p> <p>(Dierckx, blz. 2) Fiscale aftrekken. Hiervoor zou, zoals voorgesteld door Europa, de business case moeten nagegaan worden voor al deze aftrekken.</p> <p>(Dierckx, blz. 3) Ook de business case nagaan van de speciale voordelen in de fiscaliteit. Alternatief een algemene tariefverlaging?</p> <p>(Dierckx, blz. 3) Arbeidsfiscaliteit vergemakkelijken en een compensatie hiervoor doorvoeren</p> <p>(Dierckx, blz. 4) De sociale zekerheid is vanuit technisch oogpunt een belasting. Gelieve haar ook zo te behandelen. De complexiteit van het systeem zal daardoor afnemen.</p> <p><b><u>Decoster</u></b></p> <p>(Decoster, blz. 6) De fiscale uitgaven moeten, omwille van efficiëntieredenen, in vraag worden gesteld. Fiscale uitgaven vertekenen de relatieve prijzen van bepaalde keuzes die consumenten, burgers die belastingen betalen, maken. Met de meeropbrengst van de afschaffing van bepaalde uitgaven kan men dan het algemeen tarief op de arbeidsinkomstenbelasting verlagen.</p> <p>(Decoster, blz. 7) Gelieve geen illusies te hebben over een alternatief voor de progressieve personenbelasting vanuit het objectief van de herverdeling. Andere instrumenten zijn ofwel regressief (BTW) ofwel beperkt in omvang (kapitaalbelasting), ofwel inefficiënt (vlaktaks). Wel is er ruimte voor hogere belasting op inkomsten uit kapitaal of een vergroening van de fiscaliteit.</p> <p>(Decoster, blz. 9) Beschouw belasting- en transfersysteem als één geheel voor de berekening van de welvaartskosten van de belasting op arbeid. Houd rekening met het verzekeringsaspect van de sociale zekerheid. Een trade off tussen de verdeling van belastingen en de efficiëntie ervan is onvermijdelijk.</p> <p>(Decoster, blz. 10) De optimale tariefstructuur ligt niet veraf van het huidige systeem. In elk geval, wat er ook uit berekening komt, is</p>
--------------------------	--

	<p>dat een verbreding van de belastbare basis een goede zaak is – en dan is het terug de fiscale uitgave – en dat de tariefstructuur zelf afhangt van de beoogde herverdeling en van de feitelijke inkomensverdeling die wel gekend is. De beoogde herverdeling is een politieke keuze.</p> <p><b><u>(Castanheira)</u></b></p> <p>(Castanheira blz. 14) Het is zaak de belastinggrondslag te vergroten, de PB uit te breiden en de inkomsten samen te voegen met andere inkomensbronnen dan arbeid.</p> <p>(Castanheira blz. 14) Wat de ongelijkheid en het herstel van de progressiviteit van de belasting betreft, dient men de inkomsten samen te voegen, dus niches te dichten. Zo zou men de helft van de geïnde huurgelden heel gemakkelijk in de PB kunnen opnemen. Concreet zou men een belastingpercentage hebben dat half zo groot is als de PB voor de lonen, maar dat percentage zou tenminste niet nul bedragen. Het is mogelijk de inkomsten op die manier te groeperen, en het vermogen is niet enkel onroerend.</p> <p><b><u>(Saint-Amans)</u></b></p> <p>(Saint Amans, blz.3-4) Kenmerken van het Belgisch belastingstelsel vanuit internationaal oogpunt: twee nadelen :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- hoge nominale aanslagvoeten, maar met relatief zwakke grondslagen met gevolgen voor de belastingefficiëntie ; terwijl de OESO gelooft in : « zo laag mogelijke aanslagvoet, maar met zo breed mogelijke grondslagen = waarborg voor de efficiëntie van een belasting. »</li><li>- de belasting op arbeid is heel hoog : lonen, ook de zeer lage, worden extreem belast; de belasting op kapitaal is eerder laag.</li></ul>
--	---

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p><b>(Leemans)</b></p> <p>(Leemans blz. 6) De overgang van een directe belasting naar een indirecte belasting kan een pijnpunt zijn inzake billijkheid en inzake het concurrentievermogen van de ondernemingen. Als de daling van de belasting op de inkomsten uit arbeid deels zou worden gecompenseerd in de vennootschapsbelasting, zou dat onvermijdelijk moeilijkheden meebrengen op het vlak van het concurrentievermogen.</p> <p><b>(Valenduc)</b></p> <p>(Valenduc blz. 6) Inzake <u>opleidingsondersteuning</u> wordt investering in menselijk kapitaal gezien als een belangrijke factor op het vlak van het structurele concurrentievermogen; in dat verband had de HRF voorgesteld <u>werknemers de mogelijkheid te bieden uitgaven bij de zoektocht naar werk, inclusief opleidingskosten, fiscaal in mindering te brengen</u>. Zo zouden masterstudenten in de economie met een aangepaste uurregeling aldus hun inschrijvingsgeld in mindering kunnen brengen. Ten opzichte van de werkgever had de HRF een vermindering van de vennootschapsbelasting voorgesteld die was gebaseerd op hogere opleidingskosten (niet op het opleidingsniveau, maar op de stijging). Destijds heeft de HRF een budgettair neutrale berekening gemaakt.</p> <p><b>(Haelterman)</b></p> <p>(Haelterman, blz. 7) Sedert 1983 kiest België voor een vennootschapsfiscaliteit met relatief hoge tarieven maar met een nichebeleid met specifieke fiscale maatregelen: de notionele intrestaf trek en de octrooiaftrek.</p> <p>(Haelterman, blz. 7) De notionele intrestaf trek is minder interessant voor ondernemingen met een hoog rendement op het eigen vermogen (<i>return on equity</i>) omdat de aftrek beperkt is tot 3 % van het eigen vermogen en voor ondernemingen met een klein eigen vermogen (voornamelijk kmo's).</p> <p>(Haelterman, blz. 7-8) Een dual systeem is mogelijk waarbij een laag vennootschapsbelastingtarief wordt gecombineerd met de notionele intrestaf trek: De grote ondernemingen blijven onderworpen aan een tarief van 33% met behoud van de notionele intrestaf trek voor de beursgenoteerde ondernemingen; de kleine ondernemingen aan een tarief van 20% (bij reservering of autofinanciering) en 25% (bij uitkering van de winst), maar zonder het gebruik van de notionele intrestaf trek. Om de Belgische economie geloofwaardig te houden, wordt de notionele intrestaf trek best niet afgeschaft.</p>
--------------------------------	--

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p><b>(Autenne)</b></p> <p>(Autenne blz. 2) Er zijn objectieve criteria nodig, die het bedrijf in staat stellen rechtstreeks een vermindering op zijn bedrijfsvoordeelling te boeken. Het systeem van de onderzoekers geldt als voorbeeld: de onderzoeker wordt betaald, er is een vermindering van de bedrijfsvoordeelling en de werkgever betaalt niet.</p> <p>(Autenne blz. 3) Wat de vennootschapsbelasting betreft, is het systeem van de definitief belaste inkomen geen fiscale ontvangst noch een voordeel, maar een gewone maatregel om een dubbele heffing te voorkomen. De maatregel moet goed afgebakend zijn opdat zich geen nadelige gevolgen voordoen.</p> <p>(Autenne blz. 3) Wat de notionele interesses betreft, moet een heel laag percentage worden behouden voor het hele risicokapitaal, ongeacht of het afkomstig is van de reserves of van nieuw risicokapitaal, en moet een hoger percentage worden ingesteld op de vermeerdering van de reserves, met daaraan gekoppeld de maatregel dat wie afdelen doet op die vermeerdering van de reserve, daarvoor opnieuw wordt belast. Dat betekent dat de notionele interesse daar echt speelt en erop gericht is een gezonder concurrentievermogen, een gezonder beheer en gezonder kapitaal te bewerkstelligen.</p> <p>(Autenne blz. 4) Voorstel aangaande ondernemingen van dezelfde groep (Belgische ondernemingen, geen buitenlandse) : er worden meerdere dochterondernemingen opgericht, bijvoorbeeld een dochteronderneming voor de farmaceutische producten en een andere voor plastic. Voor zover de ondernemingen in dezelfde sector actief zijn, zou de moederonderneming of de zusteronderneming de eventuele verliezen van een onderneming kunnen aftrekken.</p> <p><b>(Dewolf)</b></p> <p>Met betrekking tot de personenbelasting en de vennootschapsbelasting zouden drie denkpistes kunnen worden gevuld:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. een daling van de aanslagvoeten (gunstig voor de burgers en voor onze internationale concurrentiepositie). Momenteel zijn de marginale aanslagvoeten zeer hoog;</li> <li>2. een verruiming van de belastbare grondslag (ter compensatie van de gedaalde aanslagvoeten) en de afschaffing van bepaalde fiscale uitgaven (vooral wat de vennootschappen betreft). Slechts enkele uitgaven worden door het Europese recht opgelegd.</li> <li>3. Verhoging van het tarief van de roerende voorheffing</li> </ol>
--------------------------------	---

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p>Op het vlak van de vennootschapsfiscaliteit zou de vermindering van het faciale tarief de fiscaliteit aantrekkelijk maken voor de buitenlandse groepen. Men zou kunnen overwegen het vennootschapsbelastingtarief terug te brengen tot één percentage tussen 15 à 20 %, met andere woorden tot een internationaal echt aantrekkelijk niveau. Die maatregel zou budgettair kunnen worden gecompenseerd door de afschaffing van posten zoals de vrijstelling voor extra personeel. Met betrekking tot het stelsel van de definitief belaste inkomsten (dbi) (waarbij dividenden tussen de vennootschappen onderling niet opnieuw worden belast) zou men zich kunnen beperken tot de door de Europese richtlijn opgelegde minimumvereisten, zonder nog verder te gaan; bovendien zou men de meerwaarden kunnen gelijkstellen met dividenden (na correctie wegens inflatie).</p> <p>Tevens zou de aftrek van de verliezen kunnen worden gespreid (waarbij de verliezen bijvoorbeeld slechts voor de helft van de belastbare grondslag van het tijdperk mogen worden afgetrokken). Wanneer de vennootschappen worden belast tegen 15 % en de verliezen dusdanig worden gespreid dat zij slechts voor de helft van de belastbare grondslag mogen worden afgetrokken, komt men uit bij een minimale belasting van 7,5%, wat een internationaal aanvaardbaar percentage is.</p> <p><b>(Panier)</b>          (Panier blz. 13) Als men de ondernemingen op internationaal niveau wil belasten, zal men op lange termijn niet onderuitkomen aan een eenvormige belastingheffing zowel inzake tarieven als inzake belastinggrondslagen.</p> <p><b>(De Keuleneer )</b>          (De Keuleneer , blz.4) Vaststelling : Vennootschapsbelasting : de indruk wordt gewekt dat België een hoge aanslagvoet heeft. Dit ontmoedigt een aantal internationale ondernemingen om zich in België te vestigen; dit benadeelt de kmo's die aan de normale belastingvoet onderworpen zijn en soms een lager percentage betalen dankzij de notionele intresten, maar het zijn niet de kmo's die over het algemeen veel eigen middelen hebben. De idee van notionele intresten is een goede zaak indien het voor iedereen normaal wordt toegepast, ook voor een normale vennootschap. Indien vennootschappen echter in staat worden gesteld om de eigen middelen op een kunstmatige manier op te drijven, wordt dit een massavernietigingswapen voor de Belgische fiscus.          Aanbeveling : de aanslagvoet verlagen tot 22 of 23 %.</p> <p><b>(Brys)</b></p>
--------------------------------	---

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p>(Brys, blz. 7) Aanbevelingen inzake belasting inzake vennootschapsbelasting:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Op lange termijn moet de vraag worden gesteld of de notionele intrestafstrek moet behouden blijven. Bovendien lijken vooral de kmo's weinig gebruik te maken van de notionele intrestafstrek. Een verlaging van het statutair tarief van de vennootschapsbelasting tot 22 à 23 % lijkt meer aangewezen.;</li> <li>- Het lijkt aangewezen de aftrek van intresten voor bedrijven, zeker als het gaat om bedrijven die lenen om participaties te kopen in buitenlandse bedrijven, minder gunstig te maken.</li> </ul> <p><b><u>(Colmant)</u></b></p> <p>(Colmant blz. 9) De belastingconfiguratie van de vennootschapsbelasting moet worden bijgestuurd. In tijden van economische depressie rijst veeleer de vraag hoe investeringen in de ondernemingen gebeuren, in plaats van hoe die worden gefinancierd.</p> <p><b><u>(Castanheira)</u></b></p> <p>(Castanheira blz. 1) De belastinghervorming moet dienen om de al in België gevestigde activiteiten te handhaven en om nieuwe activiteiten aan te trekken, meer bepaald investeringen. Daartoe volstaat het niet het belastingpercentage te verlagen.</p> <p>(Castanheira blz. 2) Om de ondernemingen aan te trekken, scheeftrekkingen te verminderen, investeringen te bevorderen en de economische bedrijvigheid doeltreffender te maken mag de fiscale structuur zelf geen scheeftrekkingen doen ontstaan. De scheeftrekkingen ontstaan doordat verschillende activiteiten of verschillende soorten uitgaven uiteenlopend worden belast.</p> <p>(Castanheira blz. 4) De conclusies daaruit luiden dat de rechtstreekse fiscaliteit in België zou moeten worden verminderd, anders gesteld dat de marginale percentages voor de ondernemingen omlaag zouden moeten. Wat de arbeid aangaat, moeten een reeks aanbevelingen worden geformuleerd die niet noodzakelijkerwijs neerkomen op een verlaging van de percentages. Ook moet een deel van die fiscaliteit worden overgeheveld naar de belasting op onroerend goed en naar de indirecte belastingen. Het is bekend dat de indirecte belastingen als dusdanig minder progressiviteit vertonen dan de directe fiscaliteit, maar dat kan worden gecompenseerd door de indirecte fiscaliteit bij te sturen, precies om de progressiviteit ervan te vergroten.</p>
--------------------------------	--

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p>(Castanheira blz. 5) Wat de vennootschapsbelasting betreft, kampen we met een heel hoge aanslagvoet en veel niches. Uiteraard moet dat worden verholpen. Het is zaak de nominale rentevoeten te verlagen, de grondslagen te verbreden en compenserende maatregelen te vinden op andere vlakken.</p> <p>(Castanheira blz. 6) In verband met de kleine ondernemingen, de kleine zelfstandigen of de vrije beroepen. De inkomsten kunnen worden geglobaliseerd. Uit juridisch oogpunt is het toegestaan een onderscheid te maken tussen een natuurlijke persoon en een vennootschap, maar uit fiscaal oogpunt niet. De inkomsten van het individu en zijn bvba worden geglobaliseerd, alle scenario's waarbij klantenbestanden via de vennootschap worden overgenomen verdwijnen, en het geheel wordt belast via de personenbelasting. Een dergelijke gang van zaken is een vrij eenvoudige manier om een niche te vormen; het volstaat het Duitse model als voorbeeld te nemen, en de fiscale spitstechnologie kan aan banden worden gelegd. Aldus krijgt u mensen die werken omdat werken an sich de moeite loont, en niet omdat werken louter fiscaal de moeite loont. Uiteraard kan ook de personenbelasting worden verlaagd of worden ingegrepen via de sociale wetgeving.</p> <p>(Castanheira blz. 6) In verband met de kmo's Het komt ertop aan groeibevorderende maatregelen te nemen, wat kan door in te zetten op echt productieve investeringen, onderzoek en ontwikkeling, exportondersteuning en toegang tot kapitaal.</p> <p>(Castanheira blz. 6) In verband met de grote ondernemingen Het fiscaal stelsel moet eenvoudiger worden.</p> <p>(Castanheira blz. 7) Hoe kunnen de niches worden afgesloten? Het aantal aftrek mogelijkheden is legio; voor elk ervan moet men zich afvragen of de onderneming er algemeen efficiënter door wordt.</p> <p>(Castanheira blz. 7) Er moet worden nagedacht over de manier waarop onderzoek en ontwikkeling, een van de belangrijkste fiscale niches, wordt gestimuleerd.</p> <p>(Castanheira blz. 7) De notionele intrestafstrek kost veel en econometrisch gesproken ligt de meerwaarde inzake werkgelegenheid niet voor de hand. Er gaat sowieso een risico op misbruik mee gepaard. Ingeval de notionele intrestafstrek wordt afgeschaft, zal die moeten worden vervangen door andere aftrek mogelijkheden, bijvoorbeeld inzake investeringen. Mochten investeringen of banen in sterkere mate aftrekbaar worden gesteld, dan moet voor ogen worden gehouden dat de ondernemingen die al veel aftrek mogelijkheden hadden, van de weeromstuit te maken zullen krijgen met een veel hogere werkelijke aanslagvoet. Telkenmale zal dus rekening moeten worden gehouden met het scenario van verhuizing van activiteiten naar het buitenland.</p>
--------------------------------	--

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p>(Castanheira blz. 8) Een andere, minder drieste mogelijkheid dan de afschaffing ervan, is het systeem van notionele intrestafrek behouden en tegelijk aanscherpen.</p> <p>In Italië is het stelsel beperkt tot de netto-investering en wordt niet het kapitaal in zijn geheel in aanmerking genomen. Aldus geldt de aftrekbaarheid alleen voor het bedrag waarmee de investering wordt opgetrokken. Er zijn dus altijd voorwaarden aan verbonden. De opportuniteitseffecten en dus ook de kosten worden zo sterk aan banden gelegd.</p> <p>(Castanheira blz.13) De notionele intrestafrek is de voorbije jaren fors uitgebreid. De Belgische regering zou op een correcte manier moet trachten de aftrekmogelijkheden in te perken en de achterpoortjes voor misbruik te sluiten. (...) Het streefdoel is dat de aanslagvoet de enige kostprijs van de investering is. In dat geval is de kostprijs na belasting gelijk aan de werkelijke kostprijs zonder enige belasting. Zo ontstaan er evenmin scheeftrekkingen op het vlak van investeringen.</p> <p>(Castanheira blz. 8) Het maximumniveau voor de aftrek kan worden verbonden aan welbepaalde aandachtspunten, zoals banen of de daadwerkelijk in België verrichte R&amp;D.</p> <p>In verband met alles wat <i>profit shifting</i> aangaat, ten slotte, is één van de aangereikte oplossingen is een directe belastingheffing aan de bron. Er kan worden voorzien in een bronheffing voor alles in verband met de binnen de groep betaalde <i>royalties</i> of <i>interesten</i>.</p> <p>Voorts is er de verkoop via internet. Als voor alle verkopen in België de btw ook in België zou worden geheven, zou men al een gedeelte recupereren.</p> <p><b><u>(Malherbe)</u></b></p> <p>(Malherbe blz. 2) De VenB zou idealiter moeten overeenstemmen met een soort gemiddeld PB-percentage, en niet met een marginaal percentage, om bij te dragen aan de zelffinanciering van de bedrijven en deze in staat te stellen winst te maken die opnieuw kan worden geïnvesteerd.</p> <p>(Malherbe blz. 3 en 4) Basisidee voor een hervorming van de VenB: er wordt uitgegaan van de vaststelling dat in ons Wetboek nu al sprake is van twee vormen van vennootschapsbelasting, twee licht verschillende regelingen: de regeling voor de kleine vennootschappen en de regeling voor de grote vennootschappen (zie Europees CCCTB-voorstel).</p> <p>(Malherbe blz. 4) Kleine vennootschappen zijn niet zo mobiel, men kan ze belasten, ze ontsnappen daar niet aan ("effet</p>
--------------------------------	--

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p>savonnette").</p> <p>(Malherbe blz. 4) De kleine vennootschappen moeten worden belast, ook wat de rijksbelasting en de roerende voorheffing betreft, algemeen genomen naar het voorbeeld van de ondernemers die natuurlijke personen zijn. Anderzijds dient men de kleine vennootschappen niet te onderwerpen aan de PB, zoals in Duitsland of Frankrijk het geval is, want zo wordt de beoogde zelffinanciering op de helling gezet.</p> <p>Wat niet werd ingehouden bij de vennootschapsbelasting, kan worden gecompenseerd bij de belasting op de dividenden, want op dat ogenblik valt de aandeelhouder niet langer te beschouwen als een quasi-ondernemer, maar als een rentenier of quasi-rentenier.</p> <p>Wat de grote vennootschappen betreft, is een ambitieuze doelstelling nodig, te weten komaf maken met de nefaste fiscale concurrentie in al haar vormen, waarbij de Staten op strooptocht gaan op de grond van de buur, door te trachten op kunstmatige wijze een (pseudo-)activiteit naar zich toe te halen met behulp van een fiscaal voordeel. Daar is niemand bij gebaat.</p> <p>Een eenmaking van de belasting op de grote vennootschappen op Europees niveau moet het streefdoel zijn.</p> <p>Tevens moet worden geijverd voor een billijke internationale verdeling van de fiscale grondslag. Wanneer een multinationale onderneming een significante activiteit heeft in een land, moet ze er een evenredig deel van haar belastingen betalen.</p> <p>Voor de grote vennootschappen is een concurrerend nominaal belastingtarief nodig van 20 of 25%. Het Europees gemiddelde bedraagt 23,5%. Het nominale belastingtarief is wat de kandidaat-inveesterder in het oog springt.</p> <p>De niches moeten hoe dan ook worden geëvalueerd en zo nodig geschrapt, als ze meer kosten dan ze opbrengen. De niche moet doeltreffend zijn en op internationaal niveau kunnen meespelen. België beschikt over een magnifieke niche wat de inkomsten op de octrooien betreft, maar de buurlanden hebben een nog ruimere niche.</p> <p>(Malherbe blz. 5) Wat nodig is, is een fiscale consolidatie, zodat de winsten van een vennootschap kunnen worden gecompenseerd met de verliezen van de andere.</p> <p>(Malherbe blz. 5) Voor de grote ondernemingen zou de roerende voorheffing op de dividenden moeten worden opgetrokken.</p> <p>(Malherbe blz. 6) Tevens zou paal en perk moeten worden gesteld aan de "<i>unfairness tax</i>", die de buitenlandse investeerders wegjaagt en onbegrijpelijk is. Het is een onlogische belasting, want ze doet het effect teniet van twee maatregelen die door het parlement gunstig zijn bevonden: de overdracht van de verliezen en de notionele interesses.</p>
--------------------------------	--

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p>Aan de aantrekkelijkheid van Brussel als financieel centrum moet worden gewerkt.</p> <p>(Malherbe blz. 6) Een volledig belastingstelsel betreffende de investeringsfondsen zou een goede zaak zijn.</p> <p>Ook voor de fondsenbeheerders is een aantrekkelijke fiscale regeling aangewezen.</p> <p>De oprichting van ondernemingen moet worden aangemoedigd door een passende fiscale regeling.</p> <p>De aftrekniches voor kleine vennootschappen moeten worden herbekeken en zelfs afgeschaft ; investeringen met volledige afschrijving moeten worden aangemoedigd – een zeer eenvoudige maatregel.</p> <p>Het belastingtarief kan worden vastgesteld op 30 %. Als men dat tarief verlaagt, kan de roerende voorheffing worden opgetrokken tot 28 %. Dit is een eenvoudige berekening op grond van het integratiemodel vennootschapsbelasting - aandeelhouder.</p> <p>(Malherbe blz. 7) Het opbouwen van nutteloze reserves in kleine vennootschappen moet worden ontmoedigd. De reserves moeten worden afgestemd op de te verwachten benodigde investeringen en zo niet moeten ze worden belast alsof een dividend zou zijn uitgekeerd ; een bijkomende belastingheffing nadien is uit den boze.</p> <p>(Malherbe blz. 7) De kleine vennootschappen zetten de vergoeding van de zaakvoerder integraal om in dividenden. Die werkwijze kan worden tegengegaan door de vennootschap die haar zaakvoerder onvoldoende betaalt, een sociale bijdrage te doen betalen ten bedrage van het maximumtarief voor zelfstandigen. Deze regeling wordt uiteraard bijgestuurd voor vennootschappen die onvoldoende winstgevend zijn en die bijdrage moet de zaakvoerder ten goede komen.</p> <p>(Malherbe blz. 11) Het staat niet vast dat de notionele intrestafstrek een efficiënte en gepaste maatregel is voor de kleine ondernemingen. De regeling zou kunnen worden vervangen door een maatregel die veeleer een impact zou hebben op de activa van de balans. De notionele intrestafstrekregeling was bedoeld om de coördinatiecentra te vervangen en de oprichting van groepsbanken mogelijk te maken. Als men überhaupt groepsbanken in België wil, mogen ze niet worden belast! Elke koppeling van de notionele intrestafstrekregeling aan het creëren van werkgelegenheid gedoemd om te mislukken. Dit staat haaks op het vooropgestelde doel, want groepsbanken moeten over financiële onderdelen beschikken die op geen enkele wijze banen kunnen scheppen, behalve dan indirect..</p> <p>(Malherbe blz. 12) In Europa moet worden geijverd voor een versterkte samenwerking inzake de CCCTB. De voorkeur moet uitgaan naar het instellen van een Europese vennootschapsbelasting ten bedrage van ongeveer 1 %, die naar Europa zou gaan en die door Europa zou worden beheerd. Zulks zou het mogelijk maken gezamenlijke belastingbeginselen uit te werken en een aantal kapitaaluitstroomcoëfficiënten binnen de Unie te bepalen.</p>
--------------------------------	--

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p>Er worden geen banen gecreëerd door juridische maatregelen te nemen, maar wel door te voorzien in een investeringsgezind klimaat.</p> <p><b>(Deplae)</b></p> <p>(Deplae blz. 2) In ons land zijn de personenbelasting en de vennootschapsbelasting voor de kleine onderneming sterk vervlochten. Als men een belangrijke hervorming doorvoert in de vennootschapsbelasting, waarbij met name de nominale aanslagvoet wordt verlaagd, ruilen veel zelfstandigen het stelsel van de natuurlijke personen in voor dat van de eenmansvennootschappen.</p> <p>(Deplae blz. 3) De notionele intrestafrek moet niet langer de op een financiële leest geschoeide economie, maar de reële economie dienen.</p> <p>De UCM is bereid het debat aan te gaan over een eventuele belasting op de zogenaamde « speculatieve » meerwaarden (op stukken die minder dan zes maanden tot een jaar in portefeuille worden gehouden).</p> <p>(Deplae blz. 3) Er moet opnieuw worden voorzien in een kmo-gezind belastingbeleid. De UCM stelt voor te werken met een nominale aanslagvoet in de orde van grootte van het Europese gemiddelde, zijnde ongeveer 26 %, met een gunsttarief voor de kmo's (logisch gezien ligt dit tarief 5 % lager dan het huidige). Volgens de OESO is er nood aan beperkte, eenvoudige, duidelijke, coherente en voor elkeen bevattelijke fiscale aftrekken.</p> <p>(Deplae blz. 4) Als het gunsttarief in België wordt teruggedrongen tot 20 %, ligt het opnieuw in de lijn van het gunsttarief in Nederland en het Verenigd Koninkrijk. Volgens de spreker geeft zulks onze concurrentiekraft vleugels, met name op fiscaal gebied.</p> <p>De banken zouden kunnen sterker belast worden om die hervorming te financieren.</p> <p>(Deplae blz. 9) Het probleem in ons land bestaat erin dat onze belastingtarieven al dermate hoog zijn dat er geen ruimte meer is om er nog een alternatieve regeling aan toe te voegen die de overdracht van een belasting op arbeid of op iets anders naar een nieuwe regeling mogelijk zou maken.</p> <p>De verhoging van de sociale btw van 21 naar 22 en zelfs 23 % is moeilijk verdedigbaar. Zulks zou de koopkracht beknotten en zou dus een aanzienlijke impact hebben op de zelfstandigen.</p>
--------------------------------	---

<b>VENNOOTSCHAPS-BELASTING</b>	<p><b><u>(Vanistendael)</u></b></p> <p>(Vanistendael, blz. 2) Het nominaal tarief van de vennootschapsbelasting in België moet absoluut omlaag omdat het buitenlandse investeerders afschrikt. Het feit dat het effectieve tarief lager is dan het nominaal tarief door allerlei aftrekken (zoals de notionele intrestaf trek) zal vele investeerders niet overtuigen.</p> <p>(Vanistendael, blz. 3) De gunstige holdingsstructuur die bestaat in België en die gebaseerd is op de DBI-aftrek moet behouden blijven.</p> <p>(Vanistendael, blz. 2) Er kan worden overwogen om kleine ondernemingen te onderwerpen aan de personenbelasting zoals in Duitsland het geval is.</p> <p>(Vanistendael, blz. 6) In het kader van de <i>Common Consolidated Corporate Tax Base</i> (CCCTB) pleit de heer Vanistendael ervoor dat België een heel laag vennootschapsbelastingtarief zou invoeren: bv. 10 %.</p> <p><b><u>(Saint-Amans)</u></b></p> <p>(Saint-Amans, blz.14) Notionele interessen : een onderzoek van het Belgisch stelsel heeft uitgewezen dat de Belgische notionele interessen niet schadelijk zijn.</p>
--------------------------------	--

<b>INDIRECTE BELASTINGEN</b>	<p><b>(Valenduc)</b></p> <p>1. Btw</p> <p>(blz. 7) De HRF had gewerkt met 2 scenario's : een verhoging van de aanslagvoeten en een verbreding van de grondslag. De economische effecten zijn niet zo gunstig (...); inzake jobcreatie zijn de resultaten beter (...)</p> <p>(blz. 7) Een verlaging van de werkgeversbijdragen in combinatie met een verhoging van de btw betekent een fiscale devaluatie. De btw is evenredig met het verbruik en regressief in verhouding tot het inkomen.</p> <p>(blz. 8) In verband met de uitbreiding van de btw-grondslag werd al het mogelijke gedaan (inclusief de erelonen van de advocaten).</p> <p><b>(Haelterman)</b></p> <p>(Haelterman, blz. 3-4) Bestedingsfiscaliteit en verrichtingsgebonden fiscaliteit: Er wordt best gekozen voor lage percentages op brede belastbare basissen die inelastisch zijn. De <i>financial transaction tax</i> is daarvan een goed voorbeeld, maar alleen als het Europese schaal wordt ingevoerd.</p> <p><b>(Dewolf)</b></p> <p>Tevens zijn er economische, sociologische en juridische mogelijkheden om de belasting op goederen, diensten en ongewenst gedrag te verhogen (bijvoorbeeld op alcohol, tabak, koolstofgassen (voertuigen);</p> <p><b>Maus</b></p> <p>(Maus, transparant 14) Réaliser un équilibre entre la fiscalité directe et la fiscalité indirecte, en déplaçant la charge fiscale de l'impôt sur le revenu vers la consommation/l'économie</p> <p><b>(Panier)</b></p> <p>(Panier blz. 7) Zijn de belastingen op consumptie of de milieubelastingen een alternatief voor de belasting op arbeid dat de mogelijkheid biedt de werkgelegenheid te vergroten ? In de economie staat een belasting op consumptie gelijk met een lineaire</p>
----------------------------------	--

<b>INDIRECTE BELASTINGEN</b>	<p>belasting op arbeid. (...) Als men de belastingen op consumptie verhoogt met een verlaging van de belasting op arbeid waarbij de koopkracht van allen ongewijzigd blijft, heeft men in een eerste analyse geen weerslag op het arbeidsaanbod. De enige manier om een significante weerslag te hebben bestaat erin hetzij de koopkracht van de uitkeringstrekkers te verlagen, als men hun uitkeringen niet optrekt, hetzij de loonkosten te verlagen – maar in dat geval zou dat gewoon neerkomen op een loonsverlaging. Men kan het doen, men kan stellen dat het een goede zaak is, maar het is geen mirakeloplossing; het is gewoon de toepassing van andere oplossingen zoals de loonsvermindering, de loonmatiging of de verlaging van sociale uitkeringen (zie idem milieubelastingen).</p> <p><b><u>(De Keuleneer)</u></b></p> <p>(De Keuleneer , blz., 3) Aanbeveling : Accijnzen : pleidooi voor een evenwicht in de accijnzen op benzine en diesel.</p> <p><b><u>(Minister Geens)</u></b></p> <p>(Minister Geens, blz. 4) België heeft een lage <i>revenu ratio</i> op vlak van btw: slechts 47% van theoretische grondslag van de btw die zou kunnen worden geheven aan het normaal tarief van 21% wordt effectief geheven. Het OESO-gemiddelde bedraagt 56% , de <i>revenue gap</i> bedraagt dus 16%. Indien België naar het OESO-gemiddelde wilt evolueren, zou er voor 4,5 miljard euro meer inkomsten uit btw moeten worden gehaald.</p> <p>(Minister Geens, blz. 4-5) Accijnzen: België heeft relatief lage tarieven. De Europese Commissie vraagt om de accijnstarieven voor diesel en benzine op een gelijk niveau te brengen. Daarnaast vraagt de Commissie om een <i>tax shift</i> te doen naar consumptie en naar milieu.</p> <p><b><u>(Brys)</u></b></p> <p>(Brys, blz. 3-4) Enkele vaststellingen en aanbevelingen inzake btw:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Het normale btw-tarief in België is 21%, reeds vrij hoog. Het is beter om dat niet te verhogen zodat er nog een marge blijft voor een verhoging bij een eventuele volgende crisis.</li> <li>- België heeft een lage <i>VAT-efficiency ratio</i>: 48%: enkel 48% van de potentiële consumptie wordt belast, 52 % niet. Dit is te verklaren door de vele vrijstellingen en de gereduceerde tarieven inzake btw die België heeft ingevoerd (zie Geens);</li> </ul>
----------------------------------	---

<b>INDIRECTE BELASTINGEN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- België kent vele gereduceerde btw-tarieven maar eigenlijk genieten de rijkeren daar meer van dan de armeren. Het is daarom beter een heel brede btw-basis te hebben en compensaties in te voeren aan de bron, zoals kindergeld of reducties op de personenbelasting.</li> <li>- De verlaging van de btw op elektriciteit is volgens de OESO een slechte zaak omdat het de btw-grondslag versmalt in plaats van verbreedt.</li> </ul> <p><b><u>(Colmant)</u></b></p> <p>(Colmant blz. 10) Sommigen pleiten er niet alleen voor dat de parafiscaliteit volkomen zou worden gefiscaliseerd, maar ook dat iedereen zijn eigen mate van sociale bescherming zou kunnen bepalen. Sommigen hebben daar behoefte aan, anderen niet. Bijgevolg zou ofwel moeten worden afgestapt van de benadering dat de begrenzing van de sociale bijdragen wordt afgeschaft, ofwel zou moeten worden gezorgd voor een sterkere uitbouw van het louter op verzekeringsmechanismen berustende systeem, dat er in dat geval dan weer wél toe zou moeten leiden dat de socialezekerheidsbijdragen opnieuw worden begrensd. Het gaat om een uitermate complex vraagstuk.</p> <p><b><u>Dierckx</u></b></p> <p>(Dierckx, p 5) Le produit de la TVA est insuffisant. Il existe ici plusieurs possibilités.</p> <p><b><u>Decoster</u></b></p> <p>(Decoster, blz. 7) Gelieve geen illusies te hebben over een alternatief voor de progressieve personenbelasting vanuit het objectief van de herverdeling. Andere instrumenten zijn ofwel regressief (BTW) ofwel beperkt in omvang (kapitaalbelasting), ofwel inefficiënt (vlaktaks). Wel is er ruimte voor hogere belasting op inkomsten uit kapitaal of een vergroening van de fiscaliteit.</p> <p><b><u>(Castanheira)</u></b></p> <p>Voorts is er de verkoop via internet : als voor alle verkopen in België de btw ook in België zou worden geheven, zou men al een gedeelte recupereren.</p>
----------------------------------	--

<b>INDIRECTE BELASTINGEN</b>	<p><b><u>(Saint-Amans)</u></b></p> <p>(Saint-Amans, blz.3)</p> <p>Het Belgische BTW-stelsel : het tarief ligt net boven het OESO-gemiddelde (en is ongeveer gelijk aan het gemiddelde van de Europese Unie); de effectieve aanslagvoet inzake BTW lijkt er echter op te wijzen dat België niet heel doeltreffend is in de toepassing van zijn BTW-stelsel (vrijstellingen, <i>compliance</i>,...)</p> <p><b><u>(Bourgeois)</u></b></p> <p>(Bourgeois blz.4) Inzake indirecte en milieobelastingen zijn de bevoegdheden bijzonder versnippert. De btw blijft federaal, maar wordt sterk Europees gekleurd. De registratierechten en de successierechten zijn daarentegen geregionaliseerd, alsook de belastingen op voertuigen. Er zijn problemen op het stuk van coördinatie.</p> <p>Het is moeilijk op federaal vlak na te denken over de evolutie van de indirecte onroerende fiscaliteit — en in het bijzonder de btw op vastgoed (wat een federale bevoegdheid is) —, zonder tegelijk op coherente wijze in te gaan op wat er in de gewesten gebeurt in verband met de registratierechten. Het zou nuttig zijn de komende jaren in het overlegcomité parlementsleden op te nemen, want het betreft hier ook de personenbelasting, waarvan één vierde binnenkort wordt geregionaliseerd. Het zal dus heel moeilijk worden om normen aan te nemen zonder er met de andere entiteiten over te praten en zonder overleg te plegen, want anders heeft dit een boemerangeffect op de financiën van de gewesten.</p> <p>(Bourgeois blz. 5) Voorbeelden van gevallen waarin overleg tussen de federale overheid en de gewesten vereist is: de aan de gang zijnde hervorming van het familiaal vermogensrecht en de budgettaire gevolgen daarvan voor de gewesten, successierechten, de btw en de registratierechten.</p> <p><b><u>(Vandendriessche)</u></b></p> <p>(Vandendriessche, blz. 1-2) Enkele vaststellingen m.b.t. het huidige Belgische btw-stelsel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- het creëert een enorme administratieve last voor bedrijven en een negatieve kasstroom;</li> <li>- het is een vrij fraudegevoelige belasting;</li> </ul>
----------------------------------	--

<b>INDIRECTE BELASTINGEN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- de btw is op Europees niveau geharmoniseerd (btw-richtlijn), maar er blijven enorme verschillen in de vertaling van de richtlijn in de nationale wetgeving;</li> <li>- verouderde belasting;</li> <li>- lage <i>VAT revenue rate</i> in België: 47% (= de verhouding tussen de werkelijk geïnde btw enerzijds en een theoretisch bedrag anderzijds waarbij alle goederen en diensten die in ons land worden geproduceerd aan het volle tarief zouden worden onderworpen.(Zie Geens);</li> <li>- <i>VAT-gap</i> in België bedraagt 18%: (= de verhouding tussen de werkelijk geïnde btw en het geschatte bedrag dat zou worden geïnd bij een volledig correcte toepassing van de btw-wetgeving).</li> </ul> <p>(Vandendriessche, blz. 4-5) Aanbevelingen voor de verbetering van het btw-stelsel in België:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De boekhoudkundige verplichtingen voor de btw laten samenvloeien met de algemene boekhouding;</li> <li>- De aftrekbeperkingen en de procedures in de btw en inkomstenbelasting beter op elkaar afstemmen en harmoniseren;</li> <li>- In een bedrijfssomgeving zou de bestaande btw-vrijstelling voor onroerende verhuur beter worden afgeschaft;</li> <li>- De wildgroei aan tarieven en tariefverlagingen verkleinen. Door deze complexiteit neemt de VAT gap toe;</li> <li>- Het debat durven voeren over de zin en de onzin van btw-verlagingen als middel om de inkomsten te herverdelen. Volgens de OESO is een btw-verlaging daartoe niet het meest efficente middel;</li> <li>- Een systeem van horizontaal toezicht invoeren waarbij de ondernemingen een pact kunnen sluiten met de fiscus. Op die manier kan een jaarlijkse controle worden vermeden.</li> <li>- In het kader van de rechtszekerheid zou het zinvol zijn dat de fiscus na elke controle een controleverslag opstelt zodat de gecontroleerde belastingplichtige weet wat hij mag verwachten.</li> </ul> <p><b>(Traversa)</b> Btw</p> <p>(Traversa blz. 1) Uit een algemene EU-vergelijking tussen de verschillende fiscale ontvangstenbronnen van België en die van de</p>
----------------------------------	--

<b>INDIRECTE BELASTINGEN</b>	<p>andere lidstaten, blijkt <i>a priori</i> dat de balans met name kan worden hersteld op het stuk van de indirecte fiscaliteit. Terwijl België aan de top zit inzake sociale bijdragen en directe fiscaliteit (...), is dat niet het geval voor de verbruiksbelastingen in het algemeen en inzonderheid wat de btw betreft; op dat vlak bezet ons land de 20<sup>ste</sup> op 28 plaatsen, wat betekent dat er nog enige armsgang voorhanden is.</p> <p>(Traversa blz. 1) De btw-ontvangsten kunnen op twee manieren worden verhoogd: ofwel wordt ingewerkt op de doeltreffendheid van het stelsel in zijn huidige vorm, ofwel wordt ingezoomd op de beleidmatige keuzes. De spanningsboog tussen de politieke keuze en het concrete resultaat is wat de <i>policy gap</i> wordt genoemd.</p> <p>(Traversa blz. 2) De verlaagde percentages komen overeen met de volledige fiscale uitgaven (bouwwerken en horeca). Wil men aan de btw raken om de ontvangsten ervan verhogen en aldus een <i>belastingshift</i> te bewerkstelligen, zal hoe dan ook moeten worden geraakt aan dat type van maatregelen, met alle mogelijke beleidsimplicaties van dien.</p> <p>(Traversa blz. 2) ( ...) Uit studies blijkt echter dat de verlaagde percentages veel te veel kosten in verhouding tot het maatschappelijke oogmerk ervan. Sommigen pleiten voor een vermindering van de verlaagde tarieven en van de compenserende maatregelen, niet alleen via een <i>tax shift</i>, maar ook door maatregelen om het verbruik ten behoeve van bepaalde bevolkingcategorieën te ondersteunen. De btw is een regressieve belasting, dat wil zeggen dat ze de meest verarmde sociale klassen zwaarder treft.</p> <p>(Traversa blz. 2) De verlaagde percentages als dusdanig zijn niet regressief, aangezien ze verhoudingsgewijs meer de personen met een hoger verbruikspotentieel ten goede komen. Zodra verlaagde percentages worden ingesteld, wordt ervoor gekozen meer fiscale ontvangsten te besteden aan een deel van de bevolking dat er misschien minder behoeft aan zou hebben. Analyseert men de door de FOD Financiën verstrekte lijst van fiscale uitgaven, dan komen de levensnoodzakelijke goederen (levensmiddelen en medicijnen) in beeld. Voorts blijkt dat in sommige sectoren, waarvan de ontwikkeling wel degelijk door de arbeidskosten kan worden belemmerd (de bouwsector en de horeca), in bruto termen, bedragen omgaan die vrij hoge fiscale btw-uitgaven kunnen impliceren. Dat biedt misschien de mogelijkheid tot een verschuiving – zelfs binnen die sectoren – tussen de verschillende belastingen onderling.</p> <p>(Traversa blz. 3) De vrijstellingsmarges zijn in België uitermate krablz.</p> <p>(Traversa blz. 3) In twee sectoren kan de belasting worden uitgebreid door de operatoren de mogelijkheid te bieden hun verrichtingen aan de btw te onderwerpen en dus aanspraak te maken op het recht op vermindering: de vastgoedverrichtingen (niet alle, maar toch een groot deel ervan) en de financiële dienstverlening.</p>
----------------------------------	--

<b>INDIRECTE BELASTINGEN</b>	<p>(Traversa blz. 3) België blijft de huur voor handelspanden vrijstellen, met als gevolg verstoringen die niet wenselijk zijn. De lidstaten zijn niet bevoegd inzake vrijstellingen; over het vraagstuk wordt nu binnen de Europese Commissie gedebatteerd.</p> <p>(Traversa blz. 3) Het verhogen van de franchise is een aspect waarvoor België inzake btw een zekere speelruimte heeft. Dat is geen begrotingsmaatregel, maar een steunmaatregel voor de kleine en zelfs heel kleine ondernemingen, die me wenselijk lijkt. De franchise is het omzetcijfer waaronder een vennootschap als niet btw-plichtig zal worden beschouwd. In België is dat cijfer nu relatief laag. België heeft de goedkeuring gekregen om het tot 25 000 euro te verhogen, het blijkt dat de minister van Financiën zo ver niet wil gaan. Er is veeleer sprake van 15.000 euro. Als men echter vergelijkt met de andere EU-lidstaten, zijn er niettemin uitzonderingen. Sommige landen zijn nog strenger dan België, met een franchise van nul euro. Maar de meeste staten hebben een btw-vrijstelling die groter is. Als men buiten de Europese Unie gaat kijken, is die franchise veel aanzienlijker.</p>
<b>MILIEUBELASTINGEN</b>	<p><b><u>(Valenduc)</u></b></p> <p><b><u>Milieufiscaliteit</u></b></p> <p>(Valenduc blz. 9) Om een daling van de fiscale druk op arbeid te compenseren, kan worden gedacht aan de accijnzen op brandstof, aan een kilometerheffing of aan een heffing op huisbrandverwarming.</p> <p>(Valenduc blz. 13 en 14) Rapport 2009 van de HRF "Het belastingbeleid en het leefmilieu" :met het oog op <i>tax shifting</i> blijft de milieufiscaliteit een mogelijke oplossing. België maakt heel weinig gebruik van milieufiscaliteit.</p> <p>Inzake energie:</p> <p>(blz. 14 en 15) De energiebelasting in België ligt lager dan die in de buurlanden. De HRF had voorgesteld om de belasting per ton CO<sub>2</sub> op te trekken van 6 tot 30 euro. Die oplossing leidt tot een tweevoudig probleem: de concurrentiekraft van de bedrijven komt in het gedrang en lage-inkomensgezinnen worden met een zwaardere energiefactuur geconfronteerd. Echter, mochten de productiekosten stijgen door een milieuheffing op de door de bedrijven uitgestote tonnen CO<sub>2</sub>, dan kunnen hun productiekosten heel gemakkelijk worden verminderd door een daling van de socialezekerheidsbijdragen van de werkgevers.</p> <p>Ook moet worden gedacht aan begeleidingsmaatregelen voor de armste gezinnen, want zij zullen geen voordeel halen uit de banen die worden gecreëerd door de lastenverlaging voor werkgevers, terwijl de stijgende energiefactuur hen daarentegen wel</p>

<b>MILIEUBELASTINGEN</b>	<p>rechtstreeks zal raken en een forse daling van hun koopkracht voor gevolg zal hebben.</p> <p>Inzake vervoer:</p> <p>(blz. 16) De HRF beveelt aan om de subsidies met een ongunstige weerslag (bedrijfswagens met tankkaart) te schrappen en bestaande gunstige maatregelen (schone wagens en belastingvrijstelling voor het gebruik van het openbaar vervoer) te verbeteren. Er was voorgesteld om de fiscale regeling voor bedrijfswagens in <i>phasing out</i> te plaatsen, in ruil voor een verlaging of een plafonnering van de socialezekerheidsbijdragen voor de werkgevers.</p> <p>(blz. 16) Er wordt aanbevolen om een betere hiërarchie in te stellen wat het woon-werkverkeer betreft, met behoud van de geldende openbaarvervoersmaatregel; een vermindering in geval van <i>carpooling</i> en een afschaffing in de andere gevallen.</p> <p>(blz. 16) De HRF beval een accijnsverhoging aan als secundaire maatregel, maar voor het vervoer pleit de Raad uitgesproken voor een heffing per afgelegde kilometer. Een kilometerheffing is een veel efficiënter middel dan een accijnsverhoging. (blz. 20)</p> <p>Inzake energieverbruik thuis:</p> <p>(blz. 17) De CO<sub>2</sub>-uitstoot van de industrie daalt, die van het vervoer en van de woningen stijgt. De onroerende fiscaliteit houdt geen rekening met de milieufactoren.</p> <p>(blz. 17) Om op dit vlak een succesvol fiscaal beleid te voeren, zijn begeleidingsmaatregelen nodig.</p> <p>(blz. 17) De HRF heeft aanbevolen om de energieprestaties van de gebouwen verplicht bekend te maken in alle koop- en huurovereenkomsten.</p> <p>(blz. 18) Aan de transportkilometer en het energieverbruik thuis moeten de externe kosten worden toegevoegd.</p> <p><b><u>Maus</u></b>          (Maus, transparent 14) Réaliser un équilibre entre la fiscalité directe et la fiscalité indirecte, en déplaçant la charge fiscale de l'impôt sur le revenu vers la consommation/l'éologie.</p> <p><b><u>(Panier)</u></b>          (blz. 7) Zijn de belastingen op consumptie of de milieubelastingen een alternatief voor de belasting op arbeid dat de mogelijkheid</p>
--------------------------	--

<b>MILIEUBELASTINGEN</b>	<p>biedt de werkgelegenheid te vergroten ? In de economie staat een belasting op consumptie gelijk met een lineaire belasting op arbeid. (...) Als men de belastingen op consumptie verhoogt met een verlaging van de belasting op arbeid waarbij de koopkracht van allen ongewijzigd blijft, heeft men in een eerste analyse geen weerslag op het arbeidsaanbod. De enige manier om een significante weerslag te hebben bestaat erin hetzij de koopkracht van de uitkeringstrekkers te verlagen, als men hun uitkeringen niet optrekt, hetzij de loonkosten te verlagen – maar in dat geval zou dat gewoon neerkomen op een loonsverlaging. Men kan het doen, men kan stellen dat het een goede zaak is, maar het is geen mirakeloplossing; het is gewoon de toepassing van andere oplossingen zoals de loonsvermindering, de loonmatiging of de verlaging van sociale uitkeringen (zie idem indirecte belastingen).</p> <p>Men moet milieuheffingen niet invoeren om banen te creëren.</p> <p><b><u>(De Keuleneer)</u></b></p> <p>(De Keuleneer , blz., 3) Aanbeveling : Accijnzen : pleidooi voor een evenwicht in de accijnzen op benzine en diesel.</p> <p>(De Keuleneer , blz.6-7) Een belasting op energieproducten in het algemeen is veeleer gunstig. Pleidooi voor een ecotaxstelsel in plaats van een ecobonussysteem : het principe « de vervuiler betaalt ».</p> <p>Het loont de moeite om in het algemeen CO2 en olieproducten beter te beladen waarbij sociale maatregelen worden genomen die niet alleen nodig zijn voor de lage inkomens, maar ook voor de gemiddelde inkomens en waarbij de isolatie van huizen wordt aangemoedigd.</p> <p>(De Keuleneer , blz. 4) Vaststelling : Bedrijfswagens brengen enorme kosten met zich mee voor de fiscus: niet alleen de aankoop van bedrijfswagens wordt fiscaal gesubsidieerd, ook het gebruik ervan. Dit is een tegemoetkoming met rampzalige gevolgen, ook voor de mobiliteit.</p> <p><b><u>(Staatssecretaris Crombez)</u></b></p> <p>(Staatssecretaris Crombez, blz. 22) Milieubelasting is bijzonder efficiënt als beleidsinstrument maar niet interessant als begrotingsinstrument. Een verschijving naar milieubelasting lijkt daarom minder aangewezen.</p>
--------------------------	--

<b>MILIEUBELASTINGEN</b>	<p><b>(Brys)</b></p> <p>(Brys, blz. 4-5) Enkele vaststellingen en aanbevelingen inzake milieubelastingen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De ontvangsten in België uit milieubelastingen zijn relatief laag: slechts 2% van het bnp;</li> <li>- Vooral de belastingen op transport en energie, vooral dan op professionele diesel en huisbrandolie zijn in België laag;</li> <li>- Aangezien diesel vervuilender is dan benzine, zou het logisch zijn de belasting op diesel te verhogen zodat die hoger wordt dan de belasting op benzine.</li> </ul> <p><b>(Bourgeois)</b></p> <p>(Bourgeois p.4) Wat de milieufiscaliteit betreft, moet eerst worden nagegaan welke overheid bevoegd is en welk doel de milieufiscaliteit dient.</p> <p>Als men een bepaalde samenhang wil – met betrekking tot de vermindering van de PB voor energiebesparing – tussen het PB-stelsel van de ondernemers natuurlijke personen en het stelsel van de vennootschapsbelasting voor de vennootschappen, zal optimaal overleg moeten worden gegarandeerd tussen de federale Staat en de gewesten (vooral indien de gewesten op dat vlak fiscaal wensen op te treden).</p> <p>Algemeen gesproken zal een degelijk milieufiscaliteitsbeleid moeten berusten op een nauwe coördinatie van alle op het milieu betrekking hebbende belastingen, ook al zouden die onder de bevoegdheid van verschillende wetgevers vallen. Te allen prijze moet worden voorkomen dat een in die aangelegenheid door een bepaald bevoegdheidsniveau toegekend fiscaal voordeel ondoeltreffend wordt door fiscale maatregelen die door een ander bevoegdheidsniveau worden genomen. Het heeft geen zin dat de federale overheid op het vlak van personenbelasting, vennootschapsbelasting of btw opnieuw fiscale voordelen instelt die deel uitmaken van een milieubeschermingsbeleid. Anders is het gevaar groot dat men, via fiscale weg, opnieuw in de veelbesproken « usurperende bevoegdheden » vervalt.</p> <p>De federale Staat kan optreden op het vlak van de accijnzen (op brandstof). De accijnzen blijven een bevoegdheid van</p>
--------------------------	---

<b>MILIEUBELASTINGEN</b>	<p>de federale Staat en kunnen wel degelijk worden ingebed in de milieufiscaliteit.</p> <p><b><u>(Vandendriessche)</u></b></p> <p>(Vandendriessche, blz. 5) Milieufiscaliteit: de inkomsten daaruit zijn in België vrij laag in vergelijking met de andere Europese lidstaten. In vergelijking met de buurlanden zijn de energiebelastingen in België voor de industriële grootverbruikers vrij hoog.</p> <p><b><u>Genet</u></b></p> <p>(Genet c.s., slide 14) De EU-raad beveelt België aan om “concrete, in de tijd vastgelegde voorstellen uit te werken om de loonlasten te vervangen door fiscale grondslagen die een minder verstorend effect hebben op de groei, meer bepaald door het potentieel van de groene fiscaliteit te bestuderen, bijvoorbeeld voor diesel, stookolie en het privégebruik van bedrijfswagens”</p> <p>Aanbeveling van OESO: “Om de nog zwakke groei aan te zwengelen, is het nodig om de werkgelegenheid te verhogen, waarbij een groenere groei moet worden verzekerd, door breder in te zetten op de groene fiscaliteit.”</p> <p>(Genet c.s., slide 15) Er wordt belang gehecht aan de vergroening van de fiscaliteit in het grotere plaatje van de fiscale hervorming. Ook de OESO en de EU-raad doen België aanbevelingen in die zin..</p> <p>(Genet c.s., slide 18) Twaalf concrete maatregelen naar vergroening van de fiscaliteit zijn mogelijk. Drie maatregelen worden toegelicht:</p> <p><b><u>Koolstofheffing</u></b> aan een initieel tarief van 36 euro per ton CO<sub>2</sub>, van toepassing op stookolie, benzine, diesel en gas. Hoge Raad van Financiën berekende het maximum aan inkomsten op 1,373 miljard euro.</p> <p><b><u>Slimme kilometerheffing</u></b> aan een basistarief van 0,037 euro per km en 0,087 euro per km tijdens files PWC berekende in opdracht van FEBIAC de geschatte opbrengsten, inclusief sociale compensaties, die uitkomen op een bedrag van 3,7 miljard euro</p> <p><b><u>Aanpassing van de brandstofaccijnzen op diesel</u></b> Eerst verschil met de buurlanden wegwerken en dan aanpassen aan benzine Federaal Planbureau berekende dat de inkomsten 600 miljoen zouden bedragen Totaal geschat pakket aan inkomsten 6,373 miljard euro</p>
--------------------------	--

<b>MILIEUBELASTINGEN</b>	<p>(Genet c.s., slide 45) Milieubeweging stelt voor om de inkomsten te recycleren: aanwenden voor sociale compensaties; maatregelen concurrentievermogen (zie advies HRF 2009 inzake groene fiscaliteit); taks shift van arbeid naar milieu (een taks shift van arbeid naar milieu van 3,8% van het BNP kan volgens het IMF 150.000 jobs opleveren; investeringen in duurzame sectoren.</p> <p><b><u>(Traversa)</u></b></p> <p>Milieufiscaliteit</p> <p>(Traversa blz. 3) Een vergelijking tussen België en Nederland inzake milieubelasting leert, afgezien van de verschillen in toegang tot de energieproducten, dat Nederland een politieke keuze heeft gemaakt en werkt met een fiscaliteit die tweemaal zo hoog is, ongeacht of het gaat om de accijnzen op de energieproducten, de verkeersbelasting — ook al is die gewestelijk —, de taks op de inverkeerstelling — die in België ook gewestelijk is. Als men die vergelijkt met Nederland, zowel in absoluut als in relatief rendement, is het verschil bijzonder significant.</p> <p>(Traversa blz. 4) Op zich zijn de denksporen — als men tot een hogere milieubelasting wil komen — vrij eenvoudig: men hoeft niet <i>per se</i> nieuwe belastingen in te stellen. Het vraagstuk van de coördinatie met de gewesten is uiteraard fundamenteel als het gaat om de belasting op voertuigen.</p> <p>(Traversa blz. 5) Als men de politieke beslissing neemt de voertuigen zwaarder te belasten, kan dat progressief gebeuren, met andere woorden door de belasting op de luxevoertuigen sterker te verhogen dan die op de gewone wagens (zie het voorbeeld van Denemarken). Die milieuhellingen blijven heffingen die evenredig zijn met de waarde van het consumptiegoed en hebben bovendien een milieuspect; “vervuiling” kan niet zomaar als criterium worden gehanteerd. (...) Het kan niet de bedoeling zijn dat het instellen van milieugerelateerde criteria tot gevolg heeft dat duurdere wagens veel minder worden belast (...).</p>
--------------------------	--

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p><b>(Valenduc)</b></p> <p><b>Spaarfiscaliteit</b></p> <p>(blz. 8) Vaststelling: de aanslagvoeten zijn heel verschillend naar gelang van het type belegging, wat de aanwending van het spaargeld door de particulieren beïnvloedt. Gezinnen sparen méér wanneer het fiscaal stelsel voordelig is: verzekeringsbons, instellingen voor collectieve belegging (beveks) en de spaarboekjes. De producten die tegen de normale aanslagvoet worden belast, verliezen terrein. De spaarders houden voor hun beleggingskeuzes rekening met de fiscale parameters. Beleggingskeuzes zouden evenwel moeten worden gemaakt in het licht van het rendement en het risico, en niet van de fiscale voordelen. De OESO pleit voor een eenvormige behandeling van de spaartegoeden, met andere woorden voor eenzelfde aanslagvoet voor elk spaarrendement.</p> <p><b>(Haelterman)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Roerende vermogensinkomsten:</li> </ul> <p>Ofwel bevrijdende roerende voorheffing verhogen (heeft Belgische regering gedaan) of vermogensrendementsheffing zoals in Nederland, zie box nr. 3 (perverse effecten, fictief rendement) zet mensen aan tot beleggen in hoogrentende (risicovolle) producten.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Onroerende vermogensinkomsten:</li> </ul> <p>(Haelterman, blz. 3) Voornamelijk gewestelijke materie, weinig structurele ruimte</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vermogensbelasting:</li> </ul> <p>(Haelterman, blz. 3) Internationale studies tonen aan dat dat niet efficiënt is</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Meerwaardenbelasting</li> </ul> <p>(Haelterman, blz. 6) Mogelijk is er een draagvlak voor een veralgemeende meerwaardenbelasting (op roerende inkomsten): een lage heffing op zeer grote meerwaarden. Het systeem heeft twee nadelen: niet budgetair efficiënt en erratisch karakter, moet gepaard gaan met de aftrek van minwaarden.</p> <p><b>(Autenne)</b></p> <p>(Autenne blz. 3) Wat de belasting op de kapitaal betreft, moet niet per se in een nieuwe belasting worden voorzien, maar moet het</p>
--	--

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>bestaande artikel 93 WIB 92 (speculatieve operaties belasten) worden aangepast.</p> <p>(Autenne blz. 4) Wat de heffing op meerwaarden op effecten betreft, wordt voorgesteld het Nederlandse systeem over te nemen en uit te breiden met de niet-afhouding van waardeverminderingen. Dit systeem is al bij al aantrekkelijk ten overstaan van buitenlandse investeerders.</p> <p><b>(Dewolf)</b></p> <p>Er moet een relatieve verhoging komen van de belasting op de inkomsten uit kapitaal ten opzichte van de inkomsten uit arbeid. De traceerbaarheid van de financiële inkomsten maakt zulks mogelijk;</p> <p>De belastingtarieven voor de inkomsten uit kapitaal moeten worden opgetrokken. Het zou in de bedoeling liggen opnieuw tot een concept te komen volgens hetwelk de inkomsten uit kapitaal en de inkomsten uit arbeid vergelijkbaar worden belast. De inkomsten uit kapitaal moeten worden geglobaliseerd. Er moet een zekere gelijkheid worden gecreëerd en dus moet men uitkomen bij een belasting van 35 à 40 %, wat haalbaar lijkt.</p> <p><b>(Panier)</b></p> <p>(Panier blz. 4) Zelfs na de recente verhoging van de roerende voorheffing worden de inkomsten uit kapitaal in ons land nog steeds veel minder belast dan de inkomsten uit arbeid. Bovendien worden de meerwaarden nauwelijks of niet belast. België zou het voorbeeld moeten volgen van de meeste OESO-landen, meer bepaald van Duitsland, en de meerwaarden belasten. Momenteel is er geen bewijs dat een hogere belasting op kapitaal in ons land tot een daling van de investeringen zou leiden.</p> <p>(Panier blz. 4) Wat tot slot de inkomsten uit kapitaal betreft, heeft België een vrij kafkaiaans belastingstelsel voor de onroerende inkomsten, met een compleet achterhaald kadastersysteem, gekoppeld aan een – moeilijk te verantwoorden - enorme belastingregeling inzake verrichtingen en soms moeilijk te begrijpen belastingaftrekregels. Het systeem moet worden vereenvoudigd.</p> <p>Inzake inkomstenbelastingen moeten idealiter alle inkomsten uit kapitaal zonder uitzondering opnieuw opgenomen worden in het totaal belastbare inkomen, mits bepaalde eventuele verminderingen worden toegekend. Als alternatief kan men het tarief van de voorheffingen aanzienlijk verhogen, bijvoorbeeld tot het Franse niveau, door daarin de meerwaarden op te nemen en door het zoveel mogelijk te veralgemenen tot alle inkomsten uit kapitaal – met zo weinig mogelijk uitzonderingen. Die hervorming is voordeilig omwille van de fiscale billijkheid, niet omdat ze geld zal opbrengen.</p>
------------------------------------	--

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>(Panier blz. 8) Men moet terugkeren naar de belastingheffing op kapitaal (op Europees niveau). Er is een risico van belastingvlucht, maar het is beperkt tot 10 % van het totale inkomen. In België kan een minimale belastingheffing op het vermogen worden ingevoerd, op voorwaarde dat voldoende vrijstellingen in stand worden gehouden om problemen inzake belastingvlucht te voorkomen.</p> <p>(Panier blz. 8) De inkomsten uit kapitaal kunnen worden belast zonder een al te groot risico dat dit een weerslag zal hebben op de groei.</p> <p>(Panier blz. 8 en 9) Als men in België de belasting op het kapitaal verhoogt, moet men zeer voorzichtig zijn. De kapitaalvluchten en de kwestie van de internationale mobiliteit van de grote vermogens moeten <i>in real time</i> en zeer nauwkeurig worden opgevolgd.</p> <p><b><u>(De Keuleneer)</u></b></p> <p>(De Keuleneer , blz.3)</p> <p>Vaststelling : De fiscale vrijstelling op het spaarboekje en de spaardeposito's in de vorm van een levensverzekering vormt een systemisch probleem in België : beide spaarvormen houden niet alleen fiscale kosten in (door de Staat verleende waarborg), maar vormen ook een belangrijk risico voor België omdat onze banken een veel te groot volume aan deposito's hebben in verhouding tot het aantal deposito's dat ze kunnen aanwenden.</p> <p><b><u>(De Bruecker en Schuermans)</u></b></p> <p>(De Bruecker en Schuermans, blz.8-9)</p> <p><b><u>Kadastraal inkomen</u></b></p> <p>Bij gebrek aan informatie en duidelijkheid blijft de manier waarop het kadastraal inkomen wordt bepaald een bron van onbegrip bij de burgers. De kans op een speciale herziening lijkt erg klein, aangezien de belastingplichtige moet aantonen dat de huurwaarde van een woning met 15% gedaald is ten gevolge van nieuwe en blijvende omstandigheden in de omgeving. De bestaande mogelijkheden tot herziening blijven te beperkt om tegemoet te komen aan verstoorde en ongelijke situaties.</p> <p>Vele klachten gaan over het feit dat niet kan worden voorspeld hoeveel de belasting zal bedragen. De huidige fiscale wetgeving lijkt niet aan te sluiten bij de sociale ontwikkelingen op het vlak van co-ouderschap (de regeling die in principe gebruikelijk is sinds de</p>
--	---

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>wet van 18 juli 2006).</p> <p>Aanbeveling : Het is wenselijk de gezinsfiscaliteit te hervormen teneinde ze te harmoniseren en te vereenvoudigen, en om een belastingsysteem te creëren dat werkelijk neutraal is ten opzichte van de gezinsvorm van de belastingplichtigen.</p> <p><b>(Brys)</b></p> <p>(Brys, blz. 3) De onroerendgoedbelasting in België heeft nood aan een grote hervorming, maar regionale bevoegdheid. Eerst en vooral is er nood aan een herwaardering van het onroerend goed. De verlaging van de registratierechten in het Vlaams Gewest heeft haar doel gemist. Omdat het werd ingevoerd in een periode van stijgende huizenprijzen, heeft het de huizen alleen nog maar verder in prijs doen stijgen.</p> <p>(Brys, blz. 7) Aanbevelingen inzake belasting op kapitaal:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Er kan worden overwogen om een vermogengewinstbelasting in te voeren, op een voorzichtige en geleidelijke manier;</li> <li>- De bestaande belastingvrijstelling voor intresten uit spaargeld wordt best uitgebreid naar andere soorten van inkomsten uit kapitaal.</li> </ul> <p><b>(Colmant)</b></p> <p>(blz. 10) In Nederland hanteren een goede aanpak van de situatie: zij werken met een forfaitaire belasting van de roerende inkomsten, anders gesteld dat in feite alle roerende inkomsten worden belast op grond van een fictief rendement van 2, 3 of 4 %, afhankelijk van bepaalde parameters waarop ofwel een samenvoeging, ofwel een roerende voorheffing wordt toegepast in de wetenschap dat zulks, indien die benadering op lange termijn in acht wordt genomen, de mogelijkheid biedt rekening te houden met de bescherming van het kapitaal tegen de inflatie.</p> <p><b>Dierckx</b></p> <p>(Dierckx, p 5) Sur le plan technique, les impôts fonciers constituent une bonne imposition car les biens immeubles ne peuvent disparaître. Les biens immeubles font toutefois partie du quatrième pilier des pensions et, dans l'intervalle, cette matière a été</p>
--	--

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>régionalisée.</p> <p><b><u>Decoster</u></b></p> <p>(Decoster, blz. 7) Gelieve geen illusies te hebben over een alternatief voor de progressieve personenbelasting vanuit het objectief van de herverdeling. Andere instrumenten zijn ofwel regressief (BTW) ofwel beperkt in omvang (kapitaalbelasting), ofwel inefficiënt (vlaktaks). Wel is er ruimte voor hogere belasting op inkomsten uit kapitaal of een vergroening van de fiscaliteit.</p> <p><b><u>(Saint-Amans)</u></b></p> <p>(Saint-Amans, blz.4) Het Belgisch belastingstelsel voor onroerende eigendommen : omwille van de economische doeltreffendheid kan de verdeling tussen periodiek terugkerende belastingen op onroerende goederen en transactiebelastingen nader worden onderzocht: OESO: voor de periodiek terugkerende belasting: deze belasting is iets minder concurrentie verstorend en heeft geen impact op de te nemen investeringsbeslissingen.</p> <p>! Moeilijke oefening : herwaardering van de kadastrale grondslagen</p> <p>(Saint-Amans, blz.5) Aanbeveling : ongelijkheid verminderen : spaargelden en patrimonium beter belasten zonder maatregelen te nemen die ongunstig zijn voor investeringen en dus voor de werkgelegenheid, en een deel van de huidige lasten op arbeid verplaatsen naar andere belastingdomeinen.</p> <p>(Saint-Amans, blz.5) De uitdaging voor België : een middenweg vinden door competitief te zijn op fiscaal gebied om hoofdkwartieren of buitenlandse investeringen te blijven aantrekken, zonder afbreuk te doen aan de door de G20 ondersteunde werkzaamheden van de internationale gemeenschap, nl de bestrijding van de erosie van de fiscale grondslagen en de winstentransfers.</p> <p>(Saint-Amans, blz. 10) Voor de successierechten moet men rekening houden met twee algemene opmerkingen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deze rechten zijn niet aberrant vanuit economisch oogpunt : zij zijn weinig concurrentie verstorend en kunnen bepaalde vormen van ongelijkheid verminderen;</li> <li>- maar hoe hoger deze rechten, hoe meer kans op belastingvlucht : aanbeveling : de aanslagvoeten moeten laag zijn, en de</li> </ul>
--	---

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>grondslag breed genoeg met beperkte vrijstellingen.</p> <p>Twee algemene mogelijkheden: ofwel belast men met een vlakke aanslagvoet die lager is dan die van de progressieve inkomstenbelasting, ofwel neemt men de kapitaalinkomsten op in de progressieve inkomstenbelasting.</p> <p>(Saint-Amans, blz.11) Besluit : taxatie en groei verenigen : de aanslagvoeten, vooral op kapitaal, zoveel mogelijk verminderen, de grondslagen uitbreiden en de vrijstellingen beperken. Onrechtstreekse belastingen zijn minder concurrentie verstordend dan rechtstreekse belastingen.</p> <p>(Saint-Amans, blz. 12) Het Wereldforum (121 lidstaten + Europese Unie) ziet toe op de uitvoering van de verbintenis van de lidstaten om een einde te maken aan het bankgeheim : België heeft positieve rapporten gekregen: het heeft het bankgeheim afgeschaft en wisselt inlichtingen uit.</p> <p><b><u>(Van Zantbeek)</u></b></p> <p>(Van Zantbeek, blz.1)</p> <p>Vermogensfiscaliteit is een lobbyfiscaliteit geworden : onder de dikke saus van de bevrijdende roerende voorheffing, vroegen en bekwamen pensioenfondsen, banken en beleggingsinstellingen extra vrijstellingen. Het systeem is extreem complex geworden en de voorbije twee jaar nog complexer. De recente maatregelen in de beleggingsfiscaliteit hebben tot veel onrust geleid en ontwijkingsgedrag veroorzaakt : gevolg : opbrengsten dalen, ook omwille van de dalende intrestvoeten.</p> <p>Het credo is <i>tax shift</i> van de productiefactor arbeid naar de productiefactor kapitaal, maar in de praktijk werd enkel de belastingdruk op kapitaal verhoogd.</p> <p>Pleidooi voor een graduele maar geleidelijke <i>tax shift</i> : over een periode van 10 jaar kan men komen tot een gelijke belastingdruk voor inkomsten uit arbeid en inkomsten uit kapitaal.</p> <p>(Van Zantbeek blz.2) Vermogensfiscaliteit bestaat uit 4 delen : roerende inkomsten (vnl. intresten en dividenden), roerende meerwaarden, onroerende inkomsten en onroerende meerwaarden.</p> <p>(Van Zantbeek, blz.3)</p> <p>1. roerende inkomsten</p> <p>- 2013 : herinvoering van de bevrijdende roerende voorheffing is goede zaak;</p>
--	--

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- de in 2012 ingevoerde rijkentaks is gebaseerd op het systeem van de roerende voorheffing;</li> <li>- in de beleggingsfiscaliteit wordt intrest slechts aan 25 % belast en dividend aan 50 % (25% + 34% vennootschapsbelasting);</li> <li>- de beleggingsfondsen ondergingen de laatste twee jaar hallucinante belastingverhogingen : dit treft ook veel kleine beleggers en betekent een gevaar voor het voortbestaan van de Belgische fondsenindustrie;</li> </ul> <p><u>Aanbevelingen :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de roerende inkomsten aanpakken aan een uniform tarief van roerende voorheffing en alle vrijstellingen afschaffen : de volkslening, de vastgoedbevak en het spaarboekje zou men aan één tarief van bijvoorbeeld 20 % kunnen onderwerpen : de banken zouden zo op elke positieve brutostroom die men ziet 20 % heffen;</li> <li>- waarom zou men de vrijstelling van 1800 euro op de spaarboekjes niet gebruiken om de belastingvrije schalen te verbreden ?;</li> </ul> <p>(Van Zantbeek, blz.4)</p> <p><u>2. roerende meerwaarden</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- artikel 90,1° van het WIB 92 bepaalt dat voor een privépersoon de meerwaarden die hij realiseert bij het normaal beheer van zijn privévermogen belastingvrij zijn, maar het is een boutade dat België geen meerwaardebelasting heeft : bepaalde meerwaarden worden fiscaal vertaald naar een inkomen en worden belast op basis van het WIB 92; de liquidatiebonibelasting, recent verhoogd van 10% naar 25%, is een meerwaardenbelasting;</li> <li>- er bestaat veel discussie over wat een normale meerwaarde is en wat een speculatieve meerwaarde is : schaf de onzekerheid over het al dan niet speculatief karakter af en vervang dat door een vaste houdperiode (bijv. als u uw aandelen vijftien jaar hebt aangehouden, is de meerwaarde daarop belastingvrij);</li> <li>- geef aan de mensen die in het buitenland beleggen de mogelijkheid om aan de grens zelf hun voorheffing af te dragen in het jaar dat ze het inkomen genieten, aan hetzelfde tarief en met dezelfde principes, zodat zij van de administratieve overlast worden ontheven.</li> </ul> <p>(Van Zantbeek, blz.4-5)</p> <p><u>3. Onroerend inkomen</u></p> <p>Er is geen ruimte voor een veralgemeende verhoging van de belasting van inkomsten uit onroerend goed : ingrijpen in de vastgoedfiscaliteit mag zeker niet op een veralgemeende manier gebeuren.</p> <p>Wél kan overwogen worden om deze belasting, wat de privéverhuur betreft, naar het niveau van de professionele verhuur te</p>
--	---

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>brengen = een gewone progressieve belasting tot 50 %. Dit kan worden gecombineerd met het afschaffen van de forfaitaire aftrek van 40 %.</p> <p>Schaf alle forfaitaire aftrekken af en laat de werkelijke kosten - met eventueel een stukje voorheffing – aftrekken. Dit maakt het systeem eerlijk en is een efficiënt instrument in de strijd tegen zwartwerk in de bouw.</p> <p>(Van Zantbeek, blz.5)</p> <p><u>4. onroerende meerwaarden</u></p> <p>De Belgische fiscaliteit op de meerwaarde van onroerend goed is gebaseerd op een objectief criterium, nl. de houdperiode : zo is bijvoorbeeld de houdperiode voor bebouwde onroerende goederen 5 jaar en geldt een uniform tarief van 16,5%.</p> <p>Het is een voorbeeld van een goede belasting: een goede belasting wordt op een eenvoudige manier geïnd, zonder dat de overheid ruzie moet maken met de belastingplichtige. (Een slechte belasting is een belasting die heel veel marge voor discussie biedt).</p> <p>(Van Zantbeek, blz.15) Inkomstenbelastingen zijn niet het meest performante middel om de staatsfinanciën te financieren : op het ogenblik dat we van de productiefactor kapitaal verwachten dat die meer bijdraagt, omdat we die bijdrage nodig hebben om de arbeid te stimuleren, zal net die klasse onder vuur liggen. Er moet naar veel stabielere bronnen uitgekeken worden : belastingen op water, elektriciteit, beurstaksen, btw op consumptie, op milieu : in een moderniseringsspectief kunnen beter dergelijke belastingen worden aangeboord.</p> <p><b>(Parisis)</b></p> <p>(Parisis blz 1) Men moet voorkomen dat investeringen in onze reële economie worden ontmoedigd door een vermogensbelasting in te stellen. Dat is een slechte belasting, die contraproductief is en duur is om te innen. Ze heeft de neiging te verdwijnen in de EU.</p> <p>(Parisis blz. 2) Waarom moet de vermogensfiscaliteit worden herzien ? Ten eerste om demografische redenen : de babyboomgeneratie bereikt de pensioenleeftijd, het aantal werkenden neemt af. Als men hetzelfde ontvangstniveau wil behouden, zal men de bijdragelast moeten herzien van degenen die uit het beroepsleven zijn gestapt en die aanzienlijke inkomsten hebben. De verhoging van de heffingen op het vermogen en op de inkomsten uit het vermogen zou dan ook noodzakelijk kunnen blijken.</p> <p>(Parisis blz. 2) Een fiscale hervorming en in het bijzonder een hervorming van de vermogensfiscaliteit zou nuttig kunnen zijn inzake de verlaging van de sociale bijdragen die op de lage lonen. De vermogensfiscaliteit moet ook bijdragen tot het er weer bovenop helpen van onze sociale zekerheid; er moeten nieuwe financieringsbronnen worden gevonden voor onze sociale zekerheid om het</p>
--	---

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>voortbestaan ervan te verzekeren.</p> <p>(Parisis blz. 3) De grondslag van de belasting moet worden uitgebreid, bijvoorbeeld door de huurgelden en de roerende meerwaarden te belasten.</p> <p>Het verschil in belastingregeling tussen onroerende en roerende inkomsten moet geleidelijk worden weggewerkt.</p> <p>(Parisis blz. 3) <u>Voorstellen in verband met het onroerend vermogen :</u></p> <p>De voor Vlaanderen geldende regeling van de meeneembaarheid van de registratierechten voor de woning (om mensen ertoe aan te zetten beweeglijk te zijn, in voorkomend geval te verhuizen en niet te worden gestraft als zij een huis kopen dichter bij hun werkplaats = minder verkeersopstoppingen) zou door de twee andere gewesten moeten worden toegepast. Daarvoor moet de regeling van de meeneembaarheid interregionaal zijn.</p> <p>(Parisis blz. 4) Het tarief van de registratierechten zou moeten worden beperkt tot 10 % of minder (12,5 % in Brussel en in Wallonië) om zich te conformeren aan het Europees gemiddelde.</p> <p>Het verlaagd tarief voor bescheiden woningen (6 %) (waarvan het kadastraal inkomen onder een bepaalde drempel ligt) moet worden afgeschaft. Dat kadastraal inkomen is achterhaald want er is al sinds lang geen aanpassing meer geweest. Het is een bron van fiscale onrechtvaardigheid.</p> <p>De te betalen rechten bij een verdeling om uit ongedeeldheid te treden, moeten worden verhoogd van 1 % naar 2,5 %. Het is immers niet normaal dat er een verschil is tussen verdelings- en verkooprechten.</p> <p>(Parisis blz. 4) <u>Voorstellen in verband met de roerende goederen :</u></p> <p>De taks op de beursverrichtingen (aankoop van aandelen of van obligaties op de beurs) is volledig achterhaald en moet worden hervormd</p> <p>(Parisis blz. 4 en 5) Er wordt voorgesteld die taks op de beursverrichtingen af te schaffen en te vervangen door een nationale taks op de financiële verrichtingen die als kenmerken heeft dat ze een veel ruimere belastinggrondslag heeft dan de taks op de beursverrichtingen maar ook dat de tarieven ervan lager liggen en dat ze veel billijker is omdat ze niet meer geplafonneerd is. Het Europees plan in die zin maakt geen voortgang.</p>
--	---

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p><u>3 tarieven zijn mogelijk :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- als u een kapitalisatieproduct verwerft – anders gezegd, beveks, die geen opbrengsten opleveren – 0,2% per transactie bij de aankoop maar ook bij de verkoop;</li> <li>- als het om een distributieproduct gaat, dat opbrengst kan genereren, dan wel om een obligatie, een aandeel of distributiefondsen: 0,1%. Dat is minder, aangezien de coupons worden belast tegen een roerende voorheffing van 25%; het betreft hier dus een billijke compensatie;</li> <li>- op afgeleide producten, die thans niet worden belast, als u opties koopt: 0,05% zonder plafond, om onrechtvaardigheid te voorkomen.</li> </ul> <p>(Parisis blz. 5) <u>Quid in geval van het bezit van gebouwen?</u></p> <p>Momenteel wordt de onroerende voorheffing betaald op elk van de huizen die men bezit (zelfs als er geen huurinkomsten zijn). Het probleem is dat ze forfaitair wordt berekend op basis van het kadastraal inkomen. Er zijn ongelijkheden tussen stad en platteland. Vaak blijft het kadastraal inkomen ongewijzigd ondanks verbeteringen aan het pand. De Belgen zijn niet langer gelijk voor de wet. De laatste kadastrale perequatie dateert van 1975.</p> <p>De heer Parisis stelt voor de onroerende voorheffing te vervangen door een billijker grondbelasting, maar ook door een algemene huurbelasting.</p> <p>(Parisis blz. 5) <u>In verband met de huurbelasting:</u></p> <p>De huur wordt tegenwoordig belast tussen 5 % en 15 %, terwijl de roerende voorheffing gestegen is van 15% naar 25 %. Er is ongelijke behandeling tussen de bezitters van onroerend en roerend goed.</p> <p>(Parisis blz. 5 en 6) Er moet een substantiële belasting van de huur op aan particulieren verhuurde woningen komen, dat wil zeggen een belasting van de brutohuur (niet van de lasten), geen mogelijkheid tot aftrek van de rente op leningen om woongebouwen te verwerven en te behouden. Voor de andere gebouwen mag, althans tijdelijk, niet worden geraakt aan de huidige belastingregeling waarbij een globalisering van de inkomsten is ingesteld.</p> <p>Overigens hoeft er geen forfait te bestaan voor de lasten. Het eenvoudigste is een belasting van de brutohuur, maar tegen een laag belastingtarief van 10 % waarbij een extra sociale bijdrage komt (om de sociale zekerheid te financieren) van 25 % van de belasting,</p>
--	--

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>wat neerkomt op een belastingtarief van 12,5 %.</p> <p>(Parisis blz. 6) <u>In verband met de roerende inkomsten:</u></p> <p>Aangaande de rente en de dividenden is de heer Parisis geen voorstander van een globalisering, maar van een afzonderlijke heffing, evenwel met twee tarieven: een verlaagd tarief van 10% + 2,5% sociale bijdrage (= een totaal van 12,5 %) en een normaal tarief van 20% + 5% sociale bijdrage (= 25%). Zo komt men tot het huidige tarief. Het verlaagde tarief zou gelden voor dividenden van sinds 1 juli door de kmo's uitgegeven aandelen.</p> <p>Men moet daaraan geen gemeentelijke opcentiemen toevoegen, maar voorzien in een afhouding aan de bron, in de vorm van een liberatoire roerende voorheffing. De belasting moet aan de bron worden ingehouden, omdat het makkelijker is ze daar te innen; voor de Staat betekent dit dat de belasting twee jaar vroeger wordt geïnd.</p> <p>Maar als de inkomsten in het buitenland worden geïnd, is het niet mogelijk een roerende voorheffing aan de bron te innen. In dit geval moet men de Belgen verplichten hun roerende inkomsten op hun belastingaangifte te vermelden.</p> <p>(Parisis blz. 6) <u>Heffing op inkomsten uit spaarboekjes:</u></p> <p>De vrijstelling van de eerste 1 880 euro rente op de spaarboekjes is achterhaald. Men moet terug naar een normale belastingregeling, dat wil zeggen, een heffing aan de bron, een verminderde voorheffing, niet van 15% zoals nu het geval is voor al wat meer dan 1 880 euro bedraagt, maar het normale tarief van 20% plus 5% sociale bijdragen, dat wil dus zeggen 25%.</p> <p>(Parisis blz. 6 en 7) Men moet niet het kortetermijnsparen aanmoedigen, maar het langetermijnsparen. Speciale Staatsleningen zouden tegen een verlaagde roerende voorheffing (10% + 2,5% = 12,5%) kunnen worden belast omdat ze specifieke doelen zouden nastreven, zoals de bouw van ziekenhuizen, de renovatie van schoolgebouwen of nog de restauratie van ons cultureel erfgoed.</p> <p>(Parisis blz. 7) Voorts moet men de derde pensioenpijler versterken teneinde het langetermijnsparen te bevorderen (momenteel jaarlijks 940 euro aftrek, wat te weinig is).</p> <p>(Parisis blz. 7) <u>In verband met het verkoop van vermogen:</u></p> <p>Thans wordt 25 % geheven op de meerwaarde bij de verkoop van aandelen van instellingen voor collectieve belegging of ICB's (beveks, beleggingsfondsen). Wie zijn aandelen verkoopt met verlies, kan die minderwaarde echter niet aftrekken van zijn belastingen. Dat is niet normaal.</p> <p>(Parisis blz. 7 en 8) Als men fiscale neutraliteit wil, moet dezelfde regeling gelden voor alle beveks (obligatiebeveks, gemengde</p>
--	--

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>beveks, aandelenbeveks). Men zou de heffing op de verkoop van beveks moeten afschaffen en vervangen door een belasting op roerende meerwaarden, waarbij men een onderscheid maakt tussen speculatieve meerwaarden en gewone meerwaarden. Het speculatieve karakter van een meerwaarde moet worden beoordeeld op grond van de tijd tussen het moment van aankoop van het goed en van verkoop ervan (6 maanden, zoals in Luxemburg). Men moet ook de gewone meerwaarden belasten die langer dan 6 maanden worden aangehouden.</p> <p>(Parisis blz. 8) Men mag de belasting van meerwaarden niet in de tijd beperken.</p> <p>Wat de aard van de belasting voor de roerende meerwaarden betreft, stelt de heer Parisis een afzonderlijk tarief voor, dat gerechtvaardigd is op louter economische gronden. Hij stelt twee verschillende tarieven voor: 10 % voor de gewone meerwaarden en 30 % waaraan de sociale bijdrage van 25 % moet worden toegevoegd. Dat geeft 37,5 % en 12,5 % vanaf 6 maanden. Het is beter geleidelijk te werk te gaan.</p> <p>(Parisis blz. 9) Een belasting op de meerwaarde met afhouding van een roerende voorheffing aan de bron verdient aanbeveling. Hierdoor kan de Staat de belasting sneller innen, maar het vereenvoudigt vooral de wijze van belastinginning. In geval van minderwaarden moet men de belasting niet aan de bron afhouden, maar kan de belastingplichtige de verliezen in zijn belastingaangifte vermelden, zodat hij een teruggave krijgt van de te veel betaalde belasting. Daarenboven zou men alleen rekening houden met meerwaarden en minderwaarden over een jaar. Het zou niet mogelijk zijn minderwaarden en meerwaarden van het ene jaar naar het andere over te dragen.</p> <p>(Parisis blz. 9) <u>Met betrekking tot de successierechten (overdracht bij overlijden) en de schenkingsrechten (overdracht tussen levenden):</u></p> <p>Successierechten : De regeling voor de schenkingen die worden gedaan binnen drie jaar vóór het overlijden moet absoluut worden behouden; die termijn moet zelfs op vijf jaar worden gebracht. Aangiften die worden gedaan binnen de periode van drie jaar, moeten in de successie worden ingebracht. Aldus zijn de belastingplichtigen sneller geneigd hun schenking tegen het verlaagde tarief te registreren.</p> <p>Bovendien moet het tarief van de successierechten volledig worden herzien; de bestaande tariefregeling is immers achterhaald en telt te veel schijven (7 tot 8 schijven in Brussel en Wallonië, terwijl Vlaanderen er slechts 3 telt).</p> <p>(Parisis blz. 10) De schijven moeten worden verruimd; het maximumtarief moet 50 % bedragen, ook tussen niet-familieleden onderling; zo niet gaan veel mensen zich onoorbaar gedragen.</p> <p>Tevens moeten de belastingschalen van de successierechten (net als de inkomstenbelastingschalen) worden geïndexeerd om de</p>
------------------------------------	--

<b>BELASTINGEN OP HET VERMOGEN</b>	<p>inflatie bij te benen.</p> <p>De vaste tarieven voor nalatenschappen ten gunste van rechtspersonen (stichtingen, vzw's), moeten worden afgeschaft. Voor de hen toegekende legaten moet een zekere progressiviteit worden ingesteld.</p>
<b>Correcte innning van de belastingen en fraudebestrijding</b>	<p><b>(Autenne)</b></p> <p>(Autenne blz. 4) Om fraudecarrousels te voorkomen, zou men de intracommunautaire vrijstelling kunnen afschaffen en btw kunnen heffen die wordt gestort aan fiscale vertegenwoordigingen waarover elk land zou beschikken in een land van de gemeenschap ; aldus zou het vertrouwen worden hersteld, waarvan tussen de lidstaten onderling alsnog nauwelijks sprake is. In dat geval zouden de lidstaten op zijn minst zeker zijn dat de door hun btw-plichtigen afgetrokken btw wordt gestort aan de delegatie van hun ambassade, die in contact kan staan met de Belgische belastingadministratie.</p> <p><b>Maus</b></p> <p>(Maus, slide 17) Hervormen van de fiscale compliance</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Herstel van de relatie tussen de belastingplichtige en de fiscus</li> <li>- Transparant en rechtszeker controlesmodel</li> <li>- Transparant en rechtszeker sanctiemodel</li> <li>- Terugdringen zwarte economie tot niveau buurlanden moet doelstelling zijn, om de globale belastingdruk te kunnen verlagen</li> </ul> <p><b>(De Bruecker en Schuermans, blz. 2-3)</b></p> <p>(De Bruecker en Schuermans, blz. 2-3) Basisvoorwaarden opdat belastingplichtige zelf bijdrage kan leveren tot het bepalen van de juiste belasting :</p>

<p><b>Correcte innning van de belastingen en fraudebestrijding</b></p>	<p>1. vereenvoudiging fiscale wetgeving : het aantal codes in de personenbelasting moet worden verminderd;</p> <p>2. basisrecht op duidelijke informatie over de bedragen moet worden gegarandeerd en andere gegevens waarover fiscus beschikt en de oorsprong ervan : er is nood aan versnelling van procedure tot correctie;</p> <p>3. basisrecht op rechzetting van onjuiste bedragen en onjuiste gegevens waarop administratie zich baseert : rechzettingsmogelijkheid tot uiterste datum van indiening of tot aan de inkohierung moet wettelijk worden verankerd.</p> <p>Aanbeveling : Een klacht die binnen de vereiste termijn wordt ingediend bij een dienst van Financiën (die ofwel belast is met de vaststelling van de belasting of de inning van de belasting) moet als ontvankelijk worden beschouwd en intern overgezonden worden naar de bevoegde regionale directeur (cfr. het charter voor een klantvriendelijke overheid).</p> <p>(De Bruecker en Schuermans, blz. 4) Aanbeveling : De overheid moet systematisch artikel 346 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen naleven en een bericht van wijziging aan de belastingplichtige sturen wanneer zij de gegevens van zijn bezwaar wil wijzigen. Een aanpassing van de procedure in beroep bij niet-naleving van deze belangrijke formaliteit is onontbeerlijk om de belastingbetalen en de fiscus met gelijke wapens uit te rusten.</p> <p>(De Bruecker en Schuermans, blz.4-5) Aanbeveling : de mogelijkheden tot ambtshalve ontheffing zijn te beperkt: met een uitbreiding van het begrip 'materiële vergissing' zou de overheid dergelijk fout of nalatigheid moeten kunnen rechzetten, zelfs nadat de termijn voor het instellen van een gewoon rechtsmiddel is verstrekken. Het begrip 'materiële vergissing' moet duidelijk worden omschreven in een wet, en het moet in elk geval de duidelijke en naar behoren vastgestelde nalatigheid omvatten.</p> <p><u>WIB 92</u></p> <p>(De Bruecker en Schuermans, blz.5-6) Artikel 375 WIB 92 bepaalt dat de beslissing van de directeur van de belastingen onherroepelijk is, tenzij een beroep bij de rechtbank wordt ingesteld. Overeenkomstig het administratief recht kan een onregelmatige beslissing worden ingetrokken : de intrekking baseert zich op twee algemene rechtsbeginselen : het legaliteitsbeginsel en het rechtszekerheidsbeginsel. De toepassing van artikel 375 WIB staat op gespannen voet met de administratieve rechtsbeginselen. Het verdient aanbeveling artikel 375 WIB te wijzigen, hetzij door de term "onherroepelijk" te schrappen, hetzij door uitdrukkelijk de mogelijkheid in te schrijven tot intrekking van een onregelmatige beslissing, genomen in het nadeel van de burger. Zo krijgt de burger ook weer toegang tot de ombudsman voor alternatieve geschillenbeslechting.</p> <p>(De Bruecker en Schuermans, blz.6) Overeenkomstig artikel 376 WIB 92 heeft iedere belastingplichtige het recht om ontheffing te vragen van overbelasting omwille van 'nieuwe feiten'. De ongrondwettelijkheidsverklaring door het Grondwettelijk Hof van een wettelijke norm op basis waarvan een belasting wordt geheven, is een 'nieuw feit'. De administratie gaat in dergelijk geval niet systematisch spontaan over tot ontheffing van overbelasting. Er wordt aanbevolen dat de wetgever :</p>
--	--

<p><b>Correcte innning van de belastingen en fraudebestrijding</b></p>	<p>1° garandeert dat de administratie in alle gevallen overgaat tot ambtshalve ontheffing van overbelasting, met inbegrip van diegenen die een negatieve beslissing hebben gekregen, voorafgaand aan de ongrondwettelijkheidsverklaring;</p> <p>2° aan de administratie op te leggen dat zij alle noodzakelijke communicatiemaatregelen neemt om de burgers te informeren over de ongrondwettelijkheid door bijvoorbeeld een nota te voegen bij de aangifte, een persbericht te verspreiden of een brochure uit te werken.</p> <p><u>Kadastraal inkomen</u></p> <p>(De Bruecker en Schuermans, blz.8-9) Bij gebrek aan informatie en duidelijkheid blijft de manier waarop het kadastraal inkomen wordt bepaald een bron van onbegrip bij de burgers. De kans op een speciale herziening lijkt erg klein, aangezien de belastingplichtige moet aantonen dat de huurwaarde van een woning met 15% gedaald is ten gevolge van nieuwe en blijvende omstandigheden in de omgeving. De bestaande mogelijkheden tot herziening blijven te beperkt om tegemoet te komen aan verstoorde en ongelijke situaties.</p> <p>Vele klachten gaan over het feit dat niet kan worden voorspeld hoeveel de belasting zal bedragen. De huidige fiscale wetgeving lijkt niet aan te sluiten bij de sociale ontwikkelingen op het vlak van co-ouderschap (de regeling die in principe gebruikelijk is sinds de wet van 18 juli 2006):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- het begrip 'kinderen ten laste', dat wordt omschreven door artikel 136 van het Wetboek van inkomstenbelastingen, is niet meer afgestemd op de realiteit: het is gegronde op het begrip 'enige belastingwoonplaats van het kind', dat de ouder bepaalt aan wie belastingvrije sommen zullen worden toegekend voor kinderen ten laste. In geval van co-ouderschap kunnen ouders ervoor kiezen die toeslag op belastingvrije sommen te delen;</li> <li>- volgens de fiscale wetgeving kan het voordeel van de toeslag op de belastingvrije som niet worden samengevoegd met de aftrek van onderhoudsuitkeringen: in geval van co-ouderschap doet die onmogelijkheid vragen rijzen;</li> <li>- de administratie past niet automatisch de regeling toe, die het gunstigst is voor de belastingplichtige.</li> </ul> <p>Aanbeveling : Het is wenselijk de gezinsfiscaliteit te hervormen teneinde ze te harmoniseren en te vereenvoudigen, en om een belastingsysteem te creëren dat werkelijk neutraal is ten opzichte van de gezinsvorm van de belastingplichtigen.</p> <p><u>btw-Wetboek</u></p> <p>Het btw-Wetboek bepaalt dat de maatstaf van heffing van geleverde diensten voor werk in onroerende staat (op te richten gebouwen) niet lager mag zijn dan de normale waarde. Om de normale waarde te bepalen, past de btw-controle de interne</p>
--	--

<p><b>Correcte innning van de belastingen en fraudebestrijding</b></p>	<p>administratieve instructie nr. B57 toe. Deze instructie wordt niet gepubliceerd en de inhoud ervan wordt niet meegedeeld aan burgers die erom vragen. (Motivering vanwege administratie : Wet van 1994 betreffende de Openbaarheid van bestuur).</p> <p>Een systematisch veralgemeende toepassing van administratieve instructie nr.B57 is in strijd met het Europees recht. De administratie aanvaardt wel om in het kader van een onderhoud minstens aan de eigenaar mee te delen welke elementen zij voor de berekening van de normale waarde van zijn woning in rekening heeft genomen. Een herziening van de btw-vordering naar beneden is dan nog mogelijk. Dit systeem voldoet niet. De gelijke behandeling van de burgers is niet gegarandeerd.</p> <p>(De Bruecker en Schuermans, blz.9 en 10)</p> <p><u>Inning en teruggave van belastingen</u></p> <p>1. Artikelen 194 en 195 van de programmawet van 22 december 2008 vormen de wettelijke basis om een snelle en efficiënte innning van de belastingen te garanderen : de fiscus kan de tegoeden van de belastingplichtige zonder enige formaliteit aanwenden voor uitsluitende schulden die dezelfde belastingplichtige bij de fiscus zou hebben. Dit is geen recht van de burger, maar een mogelijkheid voor de administratie.</p> <p>Aanbeveling : Bestaand systeem vervangen door een systeem van wettelijke compensatie : dit zou ervoor kunnen zorgen dat de belastingplichtige in het geval van een vaststaand tegoed niet verder nalatigheidsintresten en/of boetes voor laattijdige betaling blijft opbouwen terwijl de fiscus het geld wel degelijk in handen heeft.</p> <p>2. Teruggave in de btw : er wordt in geen enkele mogelijkheid voorzien om automatisch moratoriumintresten te betalen in de gevallen waarin de btw-plichtige onredelijk lang op een terechte teruggave moet wachten.</p> <p>Aanbeveling : Gezien de soms zware financiële gevolgen voor de btw-plichtige moet in bijkomende mogelijkheden voor moratoriuminteressen worden voorzien en wettelijk een striktere timing opgelegd worden aan de administratie, wat de teruggave van de btw betreft.</p> <p>(De Bruecker en Schuermans, blz.13)</p> <p><u>Conclusie</u></p> <p>Pleidooi om voor de betrekkingen tussen de belastingplichtige en de fiscus een Handvest uit te werken, geïnspireerd op het Handvest van de sociaal verzekerde, dat de relaties tussen de FOD Sociale Zekerheid en de burgers regelt. Het Charter van de belastingplichtige moet worden geëvalueerd en aangepast.</p>
--	--

<b>Correcte innning van de belastingen en fraudebestrijding</b>	<p><b>(Staatssecretaris Crombez)</b> (Staatssecretaris Crombez, blz. 22) Volgens een Europese studie zou de Belgische Staat elk jaar 30 miljard euro aan inkomsten derven door fraude. Het gaat dan zowel om fiscale als parafiscale inkomsten. Uit fraudebestrijding kunnen er dus nog wel wat inkomsten worden gehaald.</p> <p><b>(Deplae)</b> (blz. 2) Een fiscaal beleid kan de werkgelegenheid aanwakkeren. (...) De belastingadministratie moet de toepassing van de wet waarborgen, maar die wet moet evolueren en veranderen, om elkeen een kans op overleven te bieden.</p> <p>(blz. 2) Momenteel controleert de belastingadministratie vooral de personenbelasting en de vennootschapsbelasting, maar nauwelijks de personen die geen belastingaangifte doen. In het kader van een algemene hervorming moet men zich beraden over een vereenvoudiging van de belastingen, over hoe men ze veel billijker kan maken voor elkeen, alsook over een regeling om de controle sterk te vereenvoudigen en aldus tijd vrij te maken opdat het personeel belastingplichtigen kan opsporen die geen aangifte indienen.</p> <p><b>(Traversa)</b> (Traversa blz. 4) De verschillen in belastingheffing, die niet of verkeerd worden uitgelegd, zijn een belangrijke reden van belastingontduiking, en zelfs van fiscale fraude. Daarmee moet men rekening houden bij het wetgevend optreden.</p>
---	--